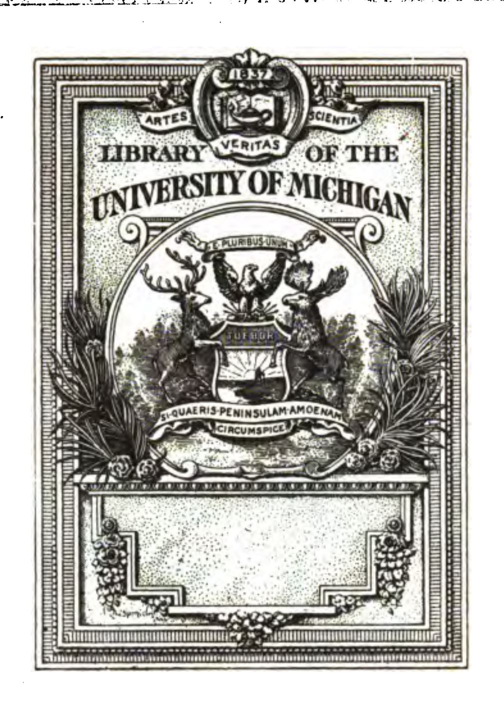

1837
ARTES
VERITAS
SCIENTIA
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
E PLURIBUS UNUM
TUEBOR
SI QUAERIS PENINSULAM AMOENAM
CIRCUMSPICE

M. WITTE

& SES PROJETS DE FAILLITE

DEVANT LE CONSEIL DE L'EMPIRE

Beaugency. — Imp. Laffray.

E. DE CYON

M. WITTE

ET SES

PROJETS DE FAILLITE

DEVANT LE CONSEIL DE L'EMPIRE

« Celui qui, au lieu de payer le
« capital entier à ses créanciers,
« n'en paie qu'une partie est ban-
« queroutier. »

CANCRINE

TRADUIT DU RUSSE

PAR

VICTOR DERÉLY

AVEC UNE NOUVELLE PRÉFACE DE L'AUTEUR

PARIS
LIBRAIRIE HAAR & STEINERT, A. EICHLER, Succ.
21, RUE JACOB, 21

1897

PRINCIPAUX OUVRAGES POLITIQUES DU MÊME AUTEUR

La France et la Russie. Paris 1890 Libraire de la Nouvelle Revue. 1 brochure

La Guerre ou la Paix. Paris, 1891. Lausanne, B. Benda. 1 brochure.

La Russie Contemporaine. Études politiques. Paris, 1891. Calmann-Lévy. 1 volume.

Nihilisme et Anarchie. Études sociales. Paris, 1892. Calmann-Lévy. 1 volume.

Bilan de la question financière de Wyschnegradski. 1892. Lausanne, B. Benda. 1 brochure (en russe).

M. Witte et les finances russes. 1895, 5e édition. Avec une nouvelle préface. Paris. A. Charles. Lausanne, B. Benda. 1 volume.

Les Finances russes et l'Épargne française. Réponse à M. Witte. 1895, 4e édition. Paris, A. Charles. Lausanne, B. Benda. 1 brochure.

Histoire de l'entente franco-russe. 1886-1894. Avec le portrait de Katkof, 3e édition, 1895. Paris, A. Charles. Lausanne, B. Benda. 1 volume.

VIENT DE PARAITRE :

Où la dictature de M. Witte conduit la Russie. Avec une nouvelle Préface de l'Auteur. Paris. Librairie Haar et Steinert, 1897 ; traduit du russe.

PRÉFACE

POUR L'ÉDITION FRANÇAISE

UN MILLIARD DE FAUX ASSIGNATS

La présente étude sur la réforme monétaire proposée par M. Witte a été écrite à la demande de plusieurs membres du Conseil de l'Empire personnellement étrangers aux questions financières et désireux d'avoir un avis désintéressé sur des projets de lois qui avaient rencontré au Conseil une opposition si violente. A cette intention ils m'avaient fait tenir, au mois de juin dernier, tous les documents officiels — sans même en excepter les plus secrets, — mis à la disposition du Conseil de l'Empire.

Imprimé confidentiellement, mon travail n'était destiné qu'aux membres du Conseil, aux ministres et aux grands-ducs, c'est-à-dire aux personnages à qui la loi russe reconnaît le droit de recevoir de l'étranger les ouvrages interdits. Mais M. Witte est au-dessus de la loi : craignant l'effet de ma brochure, il a commis la maladresse d'intercepter la plupart des exemplaires envoyés en Russie à ces personnages (1).

(1) Quarante-deux paquets recommandés viennent de m'être retournés avec la mention suivante dont je respecte le style et l'orthographe : « Retour par ce qu'elles contient d'imprimés russes, qui sont défendu à l'entré, d'après l'article 16 de la convence postale, qui sont passibles de droits de douane. L'employé Dragounoff. »

Du moment que le ministre se permettait de contrôler la correspondance des grands-ducs et de ses collègues, il ne me restait plus qu'une chose à faire : livrer mon étude à la publicité. C'est ce que j'ai fait au mois de novembre.

Si maintenant j'autorise une traduction française de cet opuscule, qui contient des documents secrets, et si j'y révèle la vérité toute entière sur des sujets auxquels, jusqu'à présent, je m'étais à peine permis de faire de vagues allusions, c'est encore parce que M. Witte m'y contraint. Dans l'avant-propos qui précède l'édition française de mon étude : *Où la dictature de M. Witte conduit la Russie,* j'ai marqué combien est vive et générale l'opposition des premiers corps de l'État et des sociétés savantes russes à la funeste politique financière de M. Witte et surtout à ses projets de réforme monétaire. Dans cette lutte, il est énergiquement soutenu par la presque unanimité de la presse étrangère et notamment par plusieurs économistes en renom de divers pays. Disposant de nombreux organes de publicité dans les principales villes de l'Europe, M. Witte est parvenu à accréditer l'opinion que, si sa réforme monétaire est si vivement combattue en Russie, c'est parce qu'elle tend au rétablissement du monométallisme or, tandis que ses adversaires sont des bimétallistes, des agrariens et des partisans du papier-monnaie. Or, jamais la vérité n'a été aussi impudemment travestie que par ces affirmations. Le lecteur, auquel je soumets ici les documents authentiques émanant du Conseil de l'Empire, se convaincra aisément que, s'il existe en Russie des

gens assez fous pour défendre le régime des assignats, ce sont précisément les partisans de M. Witte qui est lui-même un fervent adepte de John Law. J'ai déjà exposé ses théories dans les chapitre VI et VII de mon ouvrage : *M. Witte et les finances russes*. Elles se retrouvent dans son projet de loi et surtout dans son « Exposé de l'Affaire » (voir ch. II), de même qu'elles avaient déjà inspiré sa réorganisation de la Banque d'État. Mais rien n'est plus significatif à cet égard que *l'émission clandestine d'un milliard de roubles crédit dont je parlerai tout à l'heure*. Aucun des membres du Conseil de l'Empire opposés aux projets de M. Witte ne s'est prononcé en faveur du bimétallisme. Quant au prétendu parti agrarien, outre qu'il n'existe pas de partis politiques en Russie, il est ridicule de parler de *parti* agrarien dans un pays où 90 0/0 de la population vit de l'agriculture et où les travaux champêtres occupent 76 millions de paysans.

Nous verrons bientôt quels sont les vrais motifs de l'opposition formidable que rencontrent en Russie les projets de M. Witte. Disons seulement que ce ministre a si bien réussi à tromper l'Europe sur la véritable portée de ses lois, qu'il est parvenu à y trouver des défenseurs chaleureux et très compétents. Passe encore si ces sympathies ne se manifestaient qu'en Allemagne ou en Angleterre — on pourrait en suspecter la sincérité. Mais en France même n'a-t-on pas vu les organes des économistes les plus orthodoxes et les plus autorisés approuver les agissements de M. Witte dans la pensée qu'il veut rétablir la valuta sur la base de l'étalon d'or,

quand en réalité ses projets ne tendent qu'à une faillite honteuse et au rétablissement définitif du régime des assignats? N'est-il pas stupéfiant, par exemple, de voir un homme comme M. Jules Roche, en France adversaire acharné de la Banque d'État et du monopole de l'alcool, accabler de ses éloges en toute occasion le ministre qui, en Russie, a réorganisé la Banque d'État de manière à supprimer tout contrôle sur l'émission des roubles crédit, qui en a fait une véritable fabrique d'assignats, à l'aide desquels il applique en grand les idées de Karl Marx, qui enfin, dépassant les socialistes français les plus exaltés, monopolise la vente des spiritueux sans même indemniser les fabricants et les débitants expropriés? « La Banque d'État = banqueroute, » écrivait récemment M. Roche et, quand M. Witte est en train de démontrer par son projet de réforme monétaire l'exactitude de cette équation, M. Roche l'accable d'éloges et de compliments! (1).

Rien ne révèle mieux que le fait suivant l'incurable ignorance des choses russes chez les hommes politiques français : M. Witte, qui a nationalisé les chemins de fer, qui a réorganisé, comme on sait, la Banque d'État, qui émet des assignats pour

(1) Voir aussi dans le *Figaro* du 9 Mars 1897 un article de M. Roche, où il démontre que, grâ e au traité de commerce russo-allemand conclu par M. Witte, l'*éminent ministre des finances*, l'Allemagne « livre à la Russie 500 millions de marchandises par an, *principalement en commandes du gouvernement russe*, tandis que la France n'en livre que 25 millions. » L'admirateur de M. Witte se console avec la pensée que dans quelques années l'*Allemagne aurait vaincu sans combat la France et la Russie*.

rendre le crédit accessible à l'ouvrier, qui a tenté d'exproprier les *pomestchiki* et de remettre leurs biens en fermage héréditaire aux paysans (1), qui a erigé en monopole de l'État le commerce des spiritueux et réglementé la production sucrière, qui fixe arbitrairement les heures de travail dans les usines et pousse les ouvriers à se mettre en grève, en un mot, qui soumet la Russie au régime du socialisme d'État le plus odieux, lui appliquant à la lettre le fameux programme de Saint-Mandé, — ce même M. Witte est soutenu en France par des organes comme l'*Économiste Français* et n'est combattu que par un seul journal : la *Petite République,* où M. Rouanet — on devine avec quelle compétence — attaque sa politique financière !

Tout cela ne serait que risible (comme est risible l'appui chaleureux que le collectiviste Witte trouve chez les représentants de la haute Banque française qui poussent des cris de paon devant la plus modeste revendication du parti ouvrier et s'opposent de toutes leurs forces à la création d'une Banque d'État à Paris), si ces encouragements que prodiguent à notre ministre des finances les publicistes de l'étranger et surtout de France, ne constituaient pas le principal argument dont se servent ses amis auprès du souverain pour consolider sa position et lui permettre de continuer sa funeste politique. Le 3/15 janvier, M. Witte a obtenu la signature d'un malencontreux oukase qui, hélas! consacre le côté le plus honteux de son projet de loi : la faillite du gouvernement

(1) Voir le ch. III de ma brochure : « *Où la dictature de M. Witte conduit la Russie.*

russe pour une somme de 1,400 millions de roubles, en diminuant d'un tiers la valeur des billets de banque et des emprunts conclus en papier. Cet oukase décide que désormais la pièce de 5 roubles or (demi-impériale) vaudra 7 1/2 roubles crédit, et que celle de 10 roubles (impériale) vaudra 15 roubles. Or, si une mesure aussi grave, aussi arbitraire a pu être prise en dehors de toutes les formes législatives et contrairement à l'avis du Conseil de l'Empire, c'est, en grande partie, parce que M. Witte pouvait d'avance affirmer qu'à l'étranger, en France surtout, elle serait ou passée sous silence ou interprétée favorablement. Le crédit de la Russie dépend avant tout, pour ne pas dire uniquement, de l'opinion de l'étranger. M. Witte peut donc passer outre aux remontrances de l'opinion en Russie et même aux décisions des grands corps de l'État, aussi longtemps qu'il réussit à empêcher la vérité de se faire jour en Europe.

Au cours de ma campagne contre les abus de notre gestion financière, j'ai signalé les irrégularités commises dans l'administration de la Banque d'État, notamment l'attribution à l'actif de fonds sans valeur pour la somme de 173 millions de roubles, la soustraction de 100 millions de roubles or opérée par M. Witte au préjudice de la Banque et marquée par une falsification de son bilan, enfin la mise en circulation de 92 millions de roubles crédit qui,

(1) L'opération consistant à réduire par une loi la valeur nominale de la monnaie a reçu, en Russsie, le nom de « devalvation ». Ce mot barbare, qu'on emploie par euphémisme, paraît provenir du français « évaluation ».

d'après la loi, devaient être annulés depuis longtemps. Ces révélations ont suffi pour que, par un oukase du 9/21 décembre 1894, le ministre s'empressât de détruire les fonds sans valeur, de restituer l'or à la Banque et de légaliser l'existence des 92 millions de faux billets de crédit en les inscrivant dans le compte des opérations commerciales de la Banque.

Les faits graves que je raconte dans ma présente brochure ne sont plus un secret pour personne en Russie. Bien que le Conseil de l'Empire délibère à huis-clos, le compte rendu de ses séances n'en est pas moins livré à l'impression et distribué à de hauts personnages. Cette assemblée est, d'ailleurs, assez nombreuse et, quand elle se trouve en opposition violente avec le ministre, il est impossible que ses délibérations n'aient pas quelque retentissement au dehors. Dans le cas particulier qui nous occupe, la discussion publique au sein de la Société Impériale Économique n'a fait que répercuter les débats du Conseil de l'Empire. Cette discussion, reproduite par la presse tout entière, est à présent dans toutes les mains, grâce au professeur Chodsky qui l'a publiée en volume (1). D'autres études sur le même sujet viennent de paraître en Russie, dont la plus complète et la plus compétente est certainement celle de M. I. Bortkewitsch : « *Sur la Réforme monétaire projetée par le ministère des finances*. Saint-Pétersbourg, 1896. »

Malheureusement, toute cette littérature publiée en russe reste lettre close pour l'Europe. Plusieurs

(1) *La Réforme monétaire*. Débats de la Société Impériale Économique. Saint-Pétersbourg, 1896.

journaux allemands et anglais ont donné des extraits plus ou moins étendus de ma brochure actuelle, mais ceux-mêmes qui cherchaient à être le plus exacts, n'ont pas laissé de commettre involontairement des erreurs assez notables.

Si donc j'ai autorisé la traduction de ce travail, c'est dans l'espoir d'éclairer les publicistes qui, apportant une entière bonne foi dans le jugement des finances russes, causent néanmoins par leur ignorance le plus grave préjudice à la Russie.

Les économistes étrangers, appelés à donner leur avis sur la réforme monétaire projetée, ont presque tous formulé la même réserve : tout en approuvant naturellement ce qu'on leur présentait comme devant établir la circulation d'or en Russie, ils se sont montrés moins affirmatifs sur l'opportunité de la *devalvation,* c'est-à-dire de la réduction du rouble crédit aux deux tiers de sa valeur nominale. Le ministre des finances, disent-ils avec raison, affirme que la Banque et le Trésor possèdent 800 millions de roubles or; en face de ce stock métallique, se trouve une émission de 1,121 millions de roubles crédit; ce n'est donc que 321 millions de roubles or qui manquent pour que le gouvernement puisse tenir ses engagements solennels garantis par tout l'avoir de l'État. Dès lors, à quoi bon, pour une somme relativement minime, commettre un acte aussi coupable et aussi nuisible au crédit du pays que la faillite, surtout quand l'excellente situation budgétaire de la Russie lui permettrait si aisément de combler le déficit, partie par une émission de roubles argent, partie par des achats d'or?

Voilà, en effet, ce que se demande involontairement tout homme non prévenu en présence de la réforme projetée.

Quand on réfléchit un peu à cette question, on voit qu'elle ne comporte que deux réponses : 1° la quantité d'or dont dispose le ministère est en réalité de beaucoup inférieure à celle qu'il se vante d'avoir en sa possession; 2° la quantité de roubles crédit réellement mis en circulation dépasse de beaucoup les chiffres officiellement portés à la connaissance du public.

Etant donné l'absence de tout contrôle sérieux sur les disponibilités d'or, le caractère de mensonge et de hâblerie qui distingue tout le système de M. Witte, basé sur le jeu de bourse et l'agiotage, étant donné surtout les incessantes contradictions des rapports ministériels sur le montant des disponibilités d'or et le manque absolu de données véridiques concernant l'origine et l'acquisition de cet or (1), il est très possible que l'encaisse or du Trésor ou de la Banque soit en réalité inférieure aux indications contenues dans le dernier rapport du ministre. Mais tout moyen sérieux d'établir la vérité à ce sujet nous faisant défaut, nous ne pouvons qu'exprimer des *doutes*. Par contre, les documents officiels nous autorisent à déclarer avec assurance que la seconde réponse à la question posée plus haut est *certaine : la vérité est que le nombre des roubles crédit réellement émis n'est*

(1) En mars 1893 j'ai déjà prouvé que, dans son rapport sur le budget de 1893, M. Witte donnait des renseignements faux sur la quantité d'or dont il disposait (Voir *M. Witte et les finances russes*, p. 219).

pas de 1,121 millions ; il est de cette somme + 869,711,961 + X roubles. La valeur réelle de ce X, personne, pas même le ministre des finances, ne la connaît.

A la première nouvelle du projet de M. Witte, j'avais écrit qu' « un recensement général des roubles crédit en circulation devrait forcément précéder toute tentative d'en rétablir l'échange ». Cette nécessité inéluctable explique la résistance du Conseil de l'Empire ; c'est à cause d'elle qu'il a décidé de soumettre d'abord à un examen approfondi la situation réelle de la Banque d'État, avant de se prononcer sur l'opportunité de la réforme monétaire projetée.

Le chiffre de 869,711,961 roubles crédit émis en dehors des 1,121 millions n'est exact que *jusqu'au 1er janvier 1895*. A en juger seulement par la progression des années précédentes, ce chiffre, pendant les deux derniers exercices, a dû s'accroître *au moins* de deux cents millions de roubles par an. En effet, depuis 1895, M. Witte, ayant aboli tout contrôle, est maître absolu de l'émission des billets de crédit. Selon toute probabilité, le chiffre de ces faux billets dépasse donc à présent un milliard deux cents millions de roubles. Voici l'origine de cette somme. Il existe à la Banque un fonds d'échange *de réserve* destiné à l'échange des vieux billets de banque hors d'usage contre de nouveaux. Autrefois, ce fonds de réserve était assez insignifiant. Au 1er janvier 1861, sous le ministère Reutern, il ne s'élevait qu'à 112 1/2 millions de roubles. Au 1er janvier 1886, il était de 239 1/2 millions. On se souvient des inquiétudes auxquelles donna lieu à cette dernière époque la si-

tuation de l'Europe ; une guerre soudaine était possible et il fut décidé que, pour couvrir les frais des premières opérations militaires, une centaine de millions seraient prélevés sur ce fonds de réserve. *Sous Wyschnegradski, il commença tout à coup à s'accroître d'une manière formidable : au 1er janvier 1891, il atteignit la somme de 645 millions ; au 1er janvier 1895, il dépassa le chiffre de 860 millions et s'éleva exactement à 869,711,961 roubles !* (1).

Les bilans ordinaires de la Banque gardent le silence sur ce fonds, mais on peut trouver ces chiffres dans les comptes rendus annuels de la Banque d'État. Pour les années antérieures à 1893, il est loisible au public de consulter ces documents à la Bibliothèque Impériale. J'ai pu obtenir des extraits du compte pour l'année 1894, qui est soumis actuellement à l'examen du Conseil de l'Empire. Les pages 8 et 9, ainsi que les protocoles (*Wiedomosti*) nos 3 et 11 contiennent des détails sur le mouvement de ce fonds d'échange de réserve (*Zapasno-rasmienny kapital*). Au 1er janvier 1894, il se composait de 688,549,741 roubles. Voici quel a été, en 1894, le mouvement de ce capital :

Recettes : 2,935,536,007 r. (Dans cette somme entrent 325,028,768 r. transférés du fonds de roulement dans le fonds d'échange de réserve.)

Dépenses : 2,756,931,386 r. (Dans cette somme entrent 325,025,768 r. transférés du fonds d'échange de réserve dans le fonds de roulement.)

(1) M. J. Bortkewitsch, *La réforme monétaire du ministère des finances*, Saint-Pétersbourg, 1896, p. 17 et suiv.

Le fonds d'échange de réserve était donc, au 1er janvier 1895, de 869,711,961 roubles.

Que signifie cette énorme masse de roubles crédit dont la Banque dispose en dehors de son capital social et de ses dépôts, et qui ne figure pas dans le bilan officiel, où une somme de 1,121 millions de roubles seulement est avouée comme étant mise en circulation? Pourquoi M. Wyschnegradski a-t-il subitement porté ce fonds de 239 1/2 à 645 millions avant le 1er janvier 1891, et pourquoi M. Witte, de son côté, l'a-t-il élevé, en deux ans, de 645 millions à 869 3/4? De combien ce capital s'est-il accru entre le 1er janvier 1895 et le 1er janvier 1897, c'est-à-dire pendant les deux années où, dans la banque réorganisée, M. Witte, libre de tout contrôle, pouvait se livrer à toutes les fantaisies?

Deux abus sont reconnus officiellement dans les rapports imprimés : on avoue qu'il a été émis cette quantité effrayante de roubles crédit et que, pour renforcer le fonds de roulement de la Banque et de ses succursales, on leur a versé ces sommes qui devaient servir exclusivement à l'échange des vieux billets détériorés contre de nouveaux.

Mais personne n'ignore en Russie (1) que *c'est ce capital qui a permis à M. Wyschnegradski d'encaisser son énorme stock d'or en achetant, en 1890 et 1891, les traites sur Londres dont regorgeait le marché de Pétersbourg, grâce à l'excédent considérable de l'exportation russe sur l'importation* (Voir pp. 21-36).

(1) Voir p. 18 et autres de l'étude de M. Bortkewitsch : *La réforme monétaire, etc.*, Saint-Pétersbourg, 1896 (en russe).

C'est à l'aide de ce capital, c'est-à-dire à l'aide de ces billets émis clandestinement que M. Witte, de son côté, continue d'acheter de l'or à l'étranger! Vu le prix auquel leur revenait l'impression de ces faux billets de banque, on comprend que les deux ministres n'avaient aucune concurrence à craindre sur le marché international!

Dans son mémoire sur la gestion financière de M. Wyschnegradski, remis à Alexandre III le 10-22 août 1892 (1), je fais une allusion discrète à l'origine des fonds au moyen desquels ce ministre a acheté l'or (voir aussi plus loin, p. 28). Les prolixes rapports annuels de M. Witte sur le budget, ainsi que les immenses volumes in-folio du Contrôle gardent un silence absolu sur la provenance des sommes qui ont été consacrées à l'acquisition des grandes quantités d'or dont on fait étalage. Même dans son rapport sur le budget de 1893, où M. Witte avouait le vide du Trésor (à peine 35 millions de roubles en caisse), il se vantait encore de posséder 600 millions de roubles or, dont la moitié environ avait été acquise depuis peu par son prédécesseur, mais il ne fournissait pas la moindre donnée sur la source de ces richesses (2). Son *Exposé des motifs pour la réforme monétaire*, du 14 mars 1896, donne, il est vrai, des indications précises à cet égard, mais elles sont absolument controuvées, comme nous le prou-

(1) *Bilan de la gestion financière de M. Wyschnegradski,* Lausanne, librairie Benda, 1892.

(2) Les pratiques de comptabilité abusives auxquelles donne lieu la nécessité de cacher la vérité sont indiquées entre autres dans *M. Witte et les finances russes*, p. 64, note.

verons plus loin (p. 89). Ce n'est qu'en distribuant au Conseil de l'Empire les deux rapports confidentiels de M. Wyschnegradski, des 16 août 1890 et 28 juillet 1891, que M. Witte a enfin soulevé un coin du voile, et encore s'il a laissé soupçonner — pour la première fois — le mode d'acquisition de cet or, a-t-il eu soin de remplacer par des points (voir p. 35) la mention de la source mystérieuse où l'on puisait de quoi l'acheter. *Cette source, ce sont les roubles crédit imprimés clandestinement pour le compte des fonds d'échange de réserve!* On comprend que ce fonds qui, en 1886, dépassait à peine la somme de 200 millions de roubles ait atteint, au 1er janvier 1891, le chiffre de 645 millions (1).

Ainsi donc M. Witte lui-même a, par la publication des rapports secrets de son prédécesseur, révélé la manière honteuse et criminelle (voir plus loin p. 29, etc.) dont notre ministère a acquis l'or qu'actuellement il se prépare avec tant de ténacité à dissiper.

En résumé, si des doutes très sérieux sont permis sur le montant réel des disponibilités d'or dont se prévalait M. Witte, par contre, il ressort des documents officiels avec une certitude absolue que le nombre des roubles crédit émis par la Banque d'État

(1) Il résulte du discours prononcé par le professeur Iarotzky, pendant la discussion de la réforme monétaire à la Société Impériale économique que, dès l'automne de 1888, M. Wyschnegradski commençait à émettre de grandes quantités de roubles crédit *afin de combattre la hausse du rouble!* (Voir la *Réforme de la circulation monétaire, Compte-rendu sténographique, etc.*, Saint-Pétersbourg, 1896, p. 85).

était déjà, au 1er janvier 1895, de 1.121.000.000 + 869.711.961. Depuis le ministre se vante (1) d'avoir acquis encore 200 millions de roubles or, c'est donc cncore une émission certaine de plus de 300 millions de roubles papier, puisque dans les budgets officiels aucune somme n'ast prévue pour ces achats. Le chiffre indiqué tout à l'heure doit en conséquence être grossi de 300 millions, ce qui porterait la somme totale des roubles crédit en circulation à 2.290.711.961.

Hélas! cette évaluation est probablement encore au-dessous de la vérité, et quand nous avons parlé plus haut d'un X qu'il fallait ajouter aux sommes connues, nous avions nos bonnes raisons pour cela. En effet, il ressort des débats au Conseil de l'Empire qu'à plusieurs reprises des émissions de roubles crédit ont été faites par la Banque d'État *en dehors de toute publicité* (2). Dans son exposé des motifs pour le projet de réorganisation de la Banque de l'Empire M. Witte avouait que « les émissions de billets de crédit constituent chez nous le moyen de couvrir les dépenses extraordinaires de l'État » (3). Nous citons plus loin (p. 83) un passage de son « Exposé de l'Affaire » relatif à la réforme monétaire dans lequel il reconnaît que les ministres des finances commettent ces abus grâce à leur situation qui les rend maîtres du Trésor et de la Banque d'État.

(1) Voir son *Rapport sur les prévisions du Budget de l'Empire pour 1897*, p, 20, édition française.

(2) Voir M. Bortkerwitsch, *Réforme monétaire, etc,,* p. 10.

(3) *M. Witte et les finances russes,* 5e édition, p. 141.

Et comment en serait-il autrement? « C'est là le danger inhérent à la nature même du papier-monnaie, produit par la réunion dans la même personne juridique de trois facteurs : de la personne pour le besoin de laquelle le papier-monnaie est émis, de la personne appelée à contrôler cette émission, et enfin de celle qui fait l'émission », a dit avec raison M. Brzesky dans son ouvrage : *Les dettes de l'État Russe*, 1884, Saint-Pétersbourg (p. 104).

Outre le besoin de combler les déficits du budget, M. Wyschnegradski éprouvait celui d'acheter de l'or et, par conséquent, de jouer à la baisse du rouble papier (voir plus loin, p. 29). A ces deux sources d'abus s'est ajoutée pour M. Witte la nécessité d'étendre à tout le monde indistinctement le crédit de la Banque d'État et de couvrir les pertes auxquelles l'exposaient ses formidables spéculations de Bourse. Il y a deux ans j'ai signalé le danger de ce jeu ; on a crié à l'exagération quand, me basant sur les propres déclarations du ministre à un rédacteur du *Börsen-Courier* et sur les envois d'or faits par lui en octobre 1894 à Königsberg et à Berlin (1), j'ai estimé les pertes probables du Trésor russe à des centaines de millions de francs.

Eh bien, là encore mes conjectures pessimistes étaient au-dessous de la vérité : *en deux jours seulement du mois d'octobre 1894* la spéculation sur le cours du rouble crédit a coûté à notre Trésor la somme de *30 millions de roubles*. Cela ressort des débats du Conseil de l'Empire (2). Il s'agit évidem-

(1) *M. Witte et les finances russes*, pp. 48 et 169.
(2) M. Bortkewitsch, l. c., p. 16.

ment du fameux coup de Bourse de Berlin par lequel M. Witte a forcé les baissiers à livrer tous les roubles vendus à terme. Les deux derniers ministres russes ne reconnaissant qu'à eux-mêmes le droit de jouer à la baisse du rouble crédit, M. Witte a cru nécessaire d'infliger une leçon aux autres baissiers. Ces trente millions de roubles or, dont les disponibilités de la Trésorerie avaient été diminuées, ont dû naturellement être remplacés par un nombre correspondant de roubles crédit qui, probablement, n'ont coûté au Trésor que juste les frais d'impression. Ces pertes subies à la Bourse ne figurant dans aucune rubrique du budget, c'est encore là une augmentation clandestine de la quantité de roubles crédit jetés dans la circulation.....

Quelle est la véritable valeur de cet X? M. Witte la connaît-il? Je ne saurais l'affirmer. Dans son projet de réforme il prévoit une nouvelle émission de roubles crédit pour la somme de 479 millions, prévision qui n'a pas été sans surprendre les naïfs persuadés que le ministre songeait sérieusement à mettre fin au régime des assignats. Cette émission est-elle destinée à *légaliser* les émissions faites depuis le 1er janvier 1895, pour renforcer le fonds d'échange de réserve et par suite le chiffre 479 représenterait-il le montant de l'X? C'est possible et, étant donnée la situation, ce serait même à souhaiter. En ce cas la circulation actuelle du papier se chiffrerait par 1.121.000.000 + 869.711.961 + 479 = 2.469.711.961, soit environ 21/2 milliards!

Comment l'émission d'une telle quantité de papier-monnaie èn moins de dix ans n'a-t-elle pas encore

amené la chute complète du cours? La réponse est très facile à donner. D'abord, la plupart de ces émissions avaient justement pour but avoué de peser sur le cours du rouble crédit et de ne pas laisser ce dernier remonter plus haut que le cours de 66 2/3. Cela est reconnu sans détour dans les deux rapports confidentiels de Wyschnegradski publiés plus loin (p. 29) et résulte de tous les autres documents cités dans cette brochure. C'est à peu près à ce chiffre fatidique que dès 1887 le ministre des finances entendait limiter la faillite. La raison de ce choix, il la trouvait dans la fameuse délibération du Comité des Finances du 17 juin 1887 dont il sera parlé plus loin, délibération où fut agitée en effet, mais *nullement résolue,* la question de la *dévalvation* du rouble. Cette séance du Comité des Finances n'a pas cessé de fournir aux partisans du projet de faillite de M. Witte leur principal moyen de défense, et dernièrement encore nous avons rencontré cet argument dans l'*Économiste français* du 16 Janvier (1).

En laissant de côté ce fait qu'il s'agissait non d'une décision prise, mais d'une simple discussion, dont les principanx éléments avaient même été cachés aux membres du Comité (voir p. 29), il suffit de rappeler qu'au moment où elle a eu lieu, le cours du rouble était tombé au-dessous de 60 kop., que les fonds russes se capitalisaient à 5 1/2 0/0 — 6 0/0, que la violente campagne menée contre la Russie par les organes bismarckiens laissait craindre un effondrement complet de notre crédit, et qu'en

(1) Dans son dernier rapport M. Witte s'abrite encore sous cette délibération pour excuser sa faillite.

outre, loin d'étaler des excédents extraordinaires, nos budgets se clôturaient par des déficits nullement dissimulés. Dans de pareilles conjonctures, les membres du Comité des finances devaient considérer le retour du rouble crédit aux deux tiers de sa valeur nominale comme la dernière limite de l'espoir permis.

Mais depuis?

Grâce à la magnifique récolte de 1888 et des années suivantes, grâce au concours trouvé en France par notre département financier, et à d'autres circonstances particulièrement favorables, telles que le rôle prépondérant dévolu à la Russie dans les Conseils de l'Europe, l'abaissement général du taux de l'argent, etc., la situation s'est modifiée du tout au tout. Lorsque Wyschnegradski a entrepris la tâche criminelle de jouer *officiellement* contre le cours du rouble afin de le ramener à 66 0/0 et même à 62 0/0 de sa valeur nominale (voir pp. 32 et 33), le cours du rouble montait de lui-même avec une rapidité extraordinaire (on l'a vu dépasser 82 0/0 de sa valeur), les fonds russes se capitalisaient à 4 0/0 et le bilan commercial, celui même de nos échanges avec le dehors, se soldait, en faveur de la Russie, par plusieurs centaines de millions. Le ministre songeait si peu à se prévaloir de la délibération du Comité des finances, en date du 17 juin 1887, que, loin d'associer ce Comité à l'exécution de ses coupables desseins, il les lui a laissé ignorer complètement (Voir p. 34).

Les émissions clandestines de roubles crédit ont donc réellement atteint le but que les deux ministres

se proposaient : elles ont empêché le cours du rouble de dépasser l'étiage de 66 0/0 - 67 0/0, fixé dès le début comme la limite à laquelle l'insolvabilité future serait déclarée.

Mais si les mesures ministérielles ont suffi pour paralyser le relèvement du rouble, comment se fait-il que l'énorme quantité de papier-monnaie émise n'ait pas déterminé une plus forte baisse du cours? A l'aide de quels artifices M. Witte est-il parvenu à empêcher l'inondation de l'Europe par les roubles crédit émis clandestinement? Ces artifices sont connus : depuis 1892, le bilan de l'échange international, nonobstant la brillante situation commerciale qui semblait résulter des documents officiels, s'est toujours réglé au préjudice de la Russie (1) (voir p. 90); la baisse du rouble crédit devait donc se produire *en dehors même de l'intervention des baissiers*. Aussi les ministres des finances cherchaient-ils à rétablir à peu près l'équilibre par des emprunts extérieurs systématiques. Les emprunts officiels 3 0/0 1re et 2e émission, celui de 3 1/2 0/0 de 1894 et de 3 0/0 1896, les innombrables émissions d'obligations de chemins de fer en France et dernièrement aussi en Allemagne, enfin le grand mouvement de fonds occasionné par la conversion des

(1) Cela a été mis en pleine lumière, dernièrement encore, par les tableaux statistiques de M. Olle. Une discussion dans la 3e section de la Société pour l'encouragement du commerce et de l'industrie russe a fait ressortir l'exactitude de ces tableaux, qui prouvent que depuis quinze ans (sauf pour la période 1888-1891), les bilans de l'échange nous ont toujours été défavorables et qu'ils ont été constamment corrigés par des emprunts extérieurs.

emprunts 5 0/0, etc., tout cela ne tendait qu'à neutraliser les fâcheux effets du bilan extérieur au point de vue de la circulation fiduciaire.

Quant aux boursiers qui, à Pétersbourg et à Berlin, jouaient systématiquement à la baisse de notre rouble crédit, M. Witte les a ramenés à la raison en leur infligeant des pertes sensibles, tant par son propre jeu de Bourse que par l'interdiction d'exporter les roubles et par plusieurs autres mesures analogues. Un ministre des finances qui dispose, pour ses spéculations, de toutes les ressources du Trésor, et qui ne recule devant aucun sacrifice (témoins les 30 millions de roubles perdus dans l'espace de deux séances, en octobre 1894), peut toujours avoir gain de cause à la Bourse. C'est ainsi que M. Witte est resté le seul baissier en Europe sur le cours du rouble; dès lors il est le maître de maintenir ce cours au degré d'élévation qui correspond à ses vues de faillite ultérieure — et cela malgré l'émission clandestine d'un milliard de papier-monnaie.

C'est avec raison que M. de Bunge, l'ancien ministre des finances, mort en 1895, président du Comité des ministres, a comparé M. Witte à John Law (1) et que, pour éviter jusqu'à l'ombre d'une responsabilité dans ses engagements, il s'est retiré avec éclat du Comité des finances.

Enrichir la Russie en mettant le crédit de l'État à la portée du grand nombre, en couvrant le pays d'un réseau de voies ferrées et en exécutant quantité d'autres travaux publics, sans recourir pour cela à

(1) Voir les *Finances russes et l'épargne française*, p. 58.

d'autres ressources qu'à l'émission illimitée de papier-monnaie, telle est la conception économique que M. Witte s'est efforcé de réaliser dès son entrée au ministère. Nous avons consacré deux chapitres de notre livre (VI et VII) à l'exposé de ces principes, très en faveur dans certains milieux russes. Pendant la récente discussion de la réforme monétaire à la Société Impériale Économique, M. Scharapof, ancien rédacteur du *Russ*, a rappelé les articles que M. Witte publia jadis dans le journal d'Akskoff, où il défendait avec ardeur ces doctrines. M. Witte a donc eu, en réalité, le rare bonheur de pouvoir appliquer les idées qu'il préconisait autrefois comme journaliste occasionnel (1). Est-il resté fidèle aux convictions de sa jeunesse, ou le contact avec la réalité lui en a-t-il démontré l'inanité? Oui et non.

Les projets de faillite présentés au Conseil de l'Empire sous prétexte de réforme monétaire prouvent évidemment que M. Witte ne nourrit plus aucune illusion sur l'inévitable issue à laquelle doit aboutir son système d'assignats à outrance. Lorsqu'il insiste sur la nécessité de rétablir la valuta en Russie, il rend un hommage, au moins apparent, aux vertus de la monnaie normale. Mais, d'autre part, sachant que cette mesure rencontre un obstacle presque insurmontable dans les milliards d'assignats dont le pays est inondé, il cherche à faire de nécessité vertu. C'est ainsi que, dans son discours du 28 décembre 1895, à l'Assemblée plénière du Conseil de

(1) M. Scharapof a même publié récemment un de ces articles resté sur le marbre de la rédaction.

l'Empire, il avoue que la faillite partielle, la *déval-vation* qu'il propose actuellement, n'est que le prélude d'une désorganisation monétaire plus complète, autrement dit de la faillite totale qui serait, à l'en croire, « le plus précieux trésor national », « un bien immense que toute grande nation doit conserver jalousement » (p. 52). En un mot, Witte-Law reconnaît enfin que le banqueroute est le véritable aboutissement du régime des assignats, appliqué à la Russie par lui et son digne prédécesseur pendant une dizaine d'années.

Les 2 ou 2 1/2 milliards de roubles crédit émis à ce jour ont-ils irrémédiablement compromis le système monétaire russe? Les faillites successives prévues par M. Witte, et dont la première vient d'être inaugurée par l'oukase du 3/15 janvier 1897, forment-elles vraiment l'unique issue possible à la situation actuelle?

Je ne le crois pas. Certes, l'état de choses créé par les agissements insensés des deux derniers ministres est grave, très grave. Mais, en s'imposant des sacrifices, un grand pays comme la Russie peut encore sortir de la crise l'honneur sauf, et sans recourir à des solutions non pas seulement criminelles, mais grosses de conséquences incalculables pour l'État et l'autocratie elle-même.

D'abord, pour un pays de 120 millions d'habitants dispersés sur une immense partie du globe, un pays qui ne connaît ni le système des chèques, ni la circulation des traites, ni les chambres de compensation, une circulation monétaire de 2 1/2 milliards de roubles est en elle-même à peine suffisante. Avec

son budget annuel de recettes et de dépenses le Trésor seul nécessite un mouvement de caisse d'environ 3 milliards de roubles. Aussi, chaque fois que les besoins du commerce exigent, comme par exemple en automne, des disponibilités, la pénurie de signes monétaires se traduit par des crises plus ou moins sérieuses. Reste donc la question de ce que vaut en soi la monnaie courante, c'est-à-dire l'examen des garanties que présente le papier-monnaie, puisque ce papier se trouve être, hélas! l'unique instrument de circulation. Il est garanti pour un tiers par les 7 à 800 millions de roubles or dont la Banque et le Trésor disposent. Ce rapport entre l'encaisse métallique et le papier émis est à peu de chose près celui qui existait sous les prédécesseurs de Wyschnegradski, alors que le chiffre des roubles crédit en circulation ne dépassait pas 700 millions et que le stock d'or s'élevait à peine au-dessus de 210 millions. Les deux autres tiers constituent presque exclusivement la dette de l'État. Je dis *presque* parce qu'il faut espérer que sur les 300 millions environ de dépôts du Trésor si imprudemment immobilisés par la Banque d'État dans des prêts divers, la moitié environ sera recouvrable dans des délais plus ou moins éloignés. Certes, un découvert de 1,500 à 1,700 millions de roubles représente une lourde charge pour l'État, mais en somme elle n'augmente que d'un sixième environ les dettes de la Russie portant intérêt. Comme ces dernières, ce découvert est garanti par tout l'avoir de l'État russe. Si néanmoins le cours des roubles est de 30 0/0 — 40 0/0 au dessous de leur valeur nomi-

nale, tandis que celui des emprunts productifs d'intérêts se cote au-dessus du pair, cela tient (en dehors de circonstances secondaires comme les rapports de l'offre et de la demande, l'agiotage des particuliers et des ministres, etc.) *surtout au peu de confiance qu'inspire le papier d'une Banque d'État, particulièrement d'une banque comme celle de Russie, où aucun contrôle n'existe sur les émissions, lesquelles sont entièrement à la discrétion d'un ministre.* Nous venons de montrer que la méfiance n'est que trop motivée.

C'est donc dans l'organisation de la Banque d'État que gît tout le nœud de la question. *Les membres du Conseil de l'Empire l'ont parfaitement compris en ajournant toute discussion de la réforme monétaire jusqu'à l'examen approfondi de la véritable situation de la Banque et sa réorganisation sur de nouvelles bases destinées à la rendre — au moins en tant que banque d'émission — complètement indépendante du ministre des finances, et à l'entourer de toutes les garanties indispensables à une institution de crédit.*

Une fois cette question réglée, il ne resterait qu'à échelonner sur plusieurs années le remboursement des sommes dues à la Banque par l'État et à mettre le ministre des finances en demeure de revenir à une politique financière sage, honnête, économe. Il y a à peine cinq ou six ans, le Trésor russe pouvait se suffire avec un budget de dépenses de huit à neuf cent millions de roubles. Dans sa manie de faire grand à l'aide de faux assignats et de lourds impôts, M. Witte a augmenté cette somme de 50 0/0. Les budgets de son ministère et de celui

des voies et communications, dont il est le vrai maître menacent d'égaler en énormité presque le budget de la guerre (voir : « *Où la dictature,* etc., p. XXIV).

Il faut donc abandonner ces funestes errements et revenir aux saines pratiques financières. La diminution graduelle par voie d'amortissement des dettes portant intérêt ainsi que de celles contractées envers la Banque d'État s'impose en même temps que la renonciation aux dépenses insensées qu'entraînent les innombrables lignes de chemins de fer, le monopole de l'alcool et les autres folies du régime actuel (1).

Jusqu'à l'accomplissement de ce sage programme, le stock d'or, soustrait aux convoitises et aux caprices du ministre, devrait rester dans les caves de la Banque comme dans un asile absolument inviolable. A ce prix seulement renaîtra la confiance dans la solvabilité de l'État, confiance sans laquelle aucune réforme monétaire n'est possible. Une autre condition de salut est dans une politique extérieure modeste, sincèrement pacifique, exempte de jactance et de mégalomanie, ne cherchant pas à jeter de la poudre aux yeux et à tromper le monde sur la véritable situation....

Plutôt que d'adopter ce système préconisé par le Conseil de l'Empire, M. Witte préfère fouler aux pieds les engagements du Trésor. Ne pouvant ni briser l'opposition du Conseil ni se résoudre à céder

(1) Un nouvel exemple de ces folies : dans le budget pour 1897 M. Witte *prévoit* que l'introduction du monopole de l'alcool dans plusieurs gouvernements augmente les recettes de 15 millions de roubles et, pour obtenir la plus-value en question, il n'hésite pas accroître de 17 1/2 millions de roubles les dépenses d'établissement de ce monopole.

la place, il a persuadé à *qui de droit* que la faillite est la seule issue possible de la situation que nous avons exposée : de là le décret du 8-20 août 1896, et l'oukase de 3/15 janvier 1897.

« Changer le prix des espèces, c'est faire de la fausse monnaie », a dit déjà Voltaire. Depuis le moujik illettré jusqu'aux oracles de la science économique, tout le monde en Russie a ainsi interprété ces actes inouïs d'arbitraire. Chacun s'est dit après le décret du 8 août que, du moment que le gouvernement peut par simple décret, en dehors de toutes les voies légales, fixer pour l'année 1897 la valeur du rouble or à 1 r. 50 k. papier, il pourra par un autre décret fixer pour 1898 cette valeur à 1 r. 20 ou 30 k. En suite de cette réflexion, dans les villes et dans les campagnes on était unanime à refuser les pièces d'or si généreusement offertes par M. Witte. Et ceux qui, comme les fonctionnaires ou les voyageurs, étaient obligés d'accepter l'or imposé à toutes les caisses publiques et aux guichets des chemins de fer, n'avaient rien de plus pressé que de s'en dessaisir en le reversant dans les caisses de l'État. On a même assisté à ce spectacle extraordinaire : l'or perdant au change 15 à 20 kopeks ! De cette méfiance déshonorante pour un gouvernement M. Witte se fait un titre de gloire, il en tire même un argument en faveur de sa réforme monétaire : « Les caisses publiques », dit-il dans son dernier rapport, « et celles de la Banque ont fait entrer de l'or dans la circulation ; les mouvements des roubles or s'y étaient élevés à 693 millions aux sorties, à

668 millions aux entrées » (1). A cet aveu de la méfiance générale il ajoute : « Ainsi *ce que l'on propose maintenant c'est de confirmer ce qui existe déjà en réalité, ce qu'il serait nuisible et même impossible de modifier* » (p. 22 du rapport).... « Dans ces circonstances la sanction législative *n'ajoutera rien aux dangers très exagérés d'ailleurs qu'on attribue à la réforme réalisée et faite, des payement en espèces* » (p. 23).

Trois jours après avoir soumis à l'empereur ce rapport affimant que la réforme était déjà *réalisée et faite* par le décret du 8 août, le même M. Witte, *pour rassurer le public qui s'obstinait à tenir ses pièces d'or en suspicion*, fait signer au souverain un oukase ordonnant de refondre les vieilles impériales et demi-impériales avec la nouvelle frappe de 15 roubles (au lieu de 10) pour les premières et de 7 1/2 (1) roubles (au lieu de 5) pour les secondes !

Un ordre ministériel de la même date décide que « le fisc des droits de douane et autres taxes exigibles en monnaie d'or », n'acceptera les impériales de 15 roubles que pour dix, et les demi-impériales de 7 1/2 r. pour 5 roubles !

Voici le couronnement de cette série de décrets et d'oukases auxquels ne manque que la musique d'Hervé pour en faire savourer toutes les incohé-

(1) Les 25 millions de roubles or qui constituent l'écart entre ces deux chiffres sont allés pour la plus grande partie à l'étranger.

(1) On n'avait encore jamais vu une *fraction* de l'unité monétaire servir de dénomination à une pièce de monnaie ; M. Witte peut revendiquer l'honneur de cette innovation !

rences : le lendemain de la publication de cet oukase, les caisses publiques et la Banque d'État mettaient déjà en circulation les pièces de la nouvelle frappe : celles-ci étaient prêtes depuis de longs mois et attendaient, pour voir le jour, que le *Messager du gouvernement* eût parlé. Quelques semaines avant que l'Empereur ne signât l'oukase, la retraite de M. Witte paraissait certaine : que seraient devenus, en ce cas, les millions de la nouvelle monnaie d'or?

La méfiance du public à l'égard des pièces de 5 et 10 roubles qu'on voulait lui imposer pour 7 1/2 ou 15 roubles, avait au moins ce bon effet, que l'or rentrait en plus grande partie dans les caisses de la Banque. L'oukase de 3/15 janvier ayant écarté une des causes de cette méfiance, l'or sorti des caisses publiques n'y retournera plus : il prendra en grande partie le chemin de l'étranger, le reste sera, selon l'usage du peuple russe, enterré en lieu sûr. De la sorte, M. Witte atteindra plus vite encore le but principal de sa réforme : débarrasser la Banque de son stock d'or (voir plus loin p. 93 et suivantes). Un autre revirement de M. Witte aura le même résultat : dans son premier projet il proposait d'employer pour la fabrication des nouvelles impériales et demi-impériales un alliage ne contenant que 66 2/3 0/0 d'or. La mise à exécution de cette idée, d'ailleurs grotesque, aurait dans une certaine mesure empêché l'or de quitter la Banque : le public russe se serait méfié de cet alliage et à l'étranger ces nouvelles pièces, ne répondant à aucune monnaie d'or européenne, n'auraient pu être utilisées que pour la refonte. L'oukase du 3/15 janvier par lequel

sont maintenues en circulation les pièces d'or qui valent exactement 40 et 20 francs, facilitera considérablement la dispersion de notre réserve métallique (1).

Ajoutons que la faillite inaugurée par l'oukase en question s'effectuera dans les conditions les plus désastreuses pour la Russie, qui ne tirera même aucun profit de cet acte déshonorant. En effet, accomplie en opposition complète avec les grands corps de l'État, avant que le Conseil de l'Empire ait même pu mettre fin aux abusives émissions d'assignats que nous avons signalées, la première faillite de M. Witte lui permettra de continuer pendant plusieurs années à inonder le pays de ses faux billets de banque, en attendant qu'il puisse doter la Russie du « plus précieux trésor national », de ce « bien immense que toute grande nation doit conserver jalousement », — la possibilité de faire une faillite complète !

A moins qu'une nouvelle guerre orientale ne vienne soudain interrompre les *travaux d'impression* de M. Witte et que le moment bienheureux tant souhaité par lui n'arrive avant qu'il ait réussi à débarrasser le Trésor du stock d'or accumulé le lecteur sait à quel prix !...

Sommes-nous à la veille d'une nouvelle guerre d'Orient ? En guise de réponse à cette question, je me contenterai de reproduire quelques lignes écrites

(1) Actuellement il circule en France et en Suisse une énorme quantité d'impériales et de demi-impériales russes.

en 1891 dans mes *Principes de l'Autocratie* (1), ce livre prohibé par le libéralisme des censeurs russes, de peur qu'il ne tombât entre les mains du souverain, — ce qui ne l'a pas empêché d'être lu, relu et même annoté par Alexandre III :

« Fait mémorable et plein d'enseignements pour l'avenir : sous Alexandre II comme Nicolas Ier, c'est à la lueur d'une guerre étrangère que se découvrit subitement toute la sinistre nullité des mannequins qui, sous les brillants dehors des apparences officielles, faisaient figure d'hommes d'État et d'hommes de guerre. Sébastopol et Plewna furent deux phases terribles... »

E. C.

Février 1897.

Territet (Canton de Vaud).
Villa Mont-Riant.

---

(1) *La Russie contemporaine*. Paris, Calmann Lévy, p. 62.

AVANT-PROPOS

« Je ne sais pas comment le Conseil de l'Empire envisagera la prétendue *réforme* de M. Witte », écrivais-je il y a quelques mois. A en juger par les assertions des journaux et par des renseignements privés, l'accueil fait par le Conseil aux projets de M. Witte avait été extrêmement hostile. Mais ce n'étaient que des bruits.

A présent, l'attitude du Conseil de l'Empire vis-à-vis de la dépréciation monétaire projetée par M. Witte m'est connue dans le plus grand détail.

J'ai sous les yeux tous les documents officiels de l'affaire : les in-folio contenant les mémoires et observations des membres du Conseil de l'Empire, les pièces justificatives recueillies par la Chancellerie de l'État, et, surtout : « L'exposé de l'Affaire » de M. Witte lui-même, le plaidoyer qu'il a prononcé dans l'assemblée plénière du Conseil de l'Empire, le 28 décembre 1895, le projet de la nouvelle loi monétaire et même le projet de l'oukase impérial au Sénat Dirigéant, qui doit déclarer *coram populo* : « Enfin nous avons fait faillite! »

L' « Exposé de l'Affaire » et les projets de lois prou-

vent clair comme le jour que la prétendue introduction de la valuta d'or n'est autre chose que la déclaration de la faillite de l'État et, qui plus est, d'une faillite de 1 milliard 400 millions de roubles se décomposant comme suit : 1/3 de la dette de 1,200 millions contractée par la Trésorerie envers la Banque d'État, et 1/3 des dettes publiques en papier monnaie, lesquelles dépassent le chiffre de 3 milliards. Le discours du ministre des finances explique ensuite que cette banqueroute partielle n'est de sa part qu'une mesure préparatoire, tendant à doter la Russie « du plus précieux trésor national », d' « un bien immense que toute grande nation doit conserver jalousement », savoir, la possibilité de faire pendant la guerre une faillite complète (1). Plus loin, il ressort de l' « Exposé de l'Affaire » et de certains articles du projet de loi que le ministre rêve déjà une troisième forme de banqueroute consistant à payer les coupons des emprunts métalliques en roubles d'or nouveaux de 66 2/3 kop. or (voir plus bas, p. 96). Les deux rapports présentés à l'Empereur par I. A. Wyschnegradski les 16 août 1890 et 28 juillet 1891, ainsi que la lettre de S. J. Witte au Secrétaire d'État Von Plehwe à la date du 18 mars 1896 (2), qui accompagne ces rapports montrent que la banqueroute dont la Russie est menacée à présent a été préparée par les deux ministres des finances depuis 1890. Bien plus, ces préparatifs dont témoigne leur jeu systématique à la baisse du rouble papier, c'est-à-dire contre le crédit de la Russie, ont commencé au moment où le cours du rouble se relevait rapidement, et, grâce à l'amélioration de notre commerce extérieur se raprapprochait du prix nominal !

(1) Voir plus bas, p. 52.
(2) Voir p. 1-37.

On comprend que le Conseil de l'Empire se soit ému en présence d'actes et de desseins si honteux, avoués avec un cynisme qui frise l'inconscience par notre ministre-nihiliste fin de siècle. La résistance énergique de certains membres plus compétents du Conseil a eu jusqu'à présent pour résultat le renvoi de l'affaire à la prochaine session d'octobre. Quel sera le sort du projet de loi de M. Witte?

Le Conseil de l'Empire l'approuvera-t-il et, s'il ne l'approuve pas, le projet obtiendra-t-il néanmoins la ratification impériale ? M. Witte lui-même et ses affidés répondent avec assurance que oui. En Allemagne les *amis* de la Russie attendent impatiemment le triomphe de M. Witte. En soi, la banqueroute de la Russie leur apparaît déjà comme un grand avantage pour eux : elle ruinera le crédit russe pour un demi-siècle et creusera entre la Russie et la France un abîme infranchissable. Mais le moyen choisi par notre ministre des finances pour atteindre ces fins est encore particulièrement avantageux pour l'Allemagne, car dans le plus court laps de temps il fera passer tout notre stock d'or dans les poches des banquiers de Berlin et des métallurgistes de la Silésie et de la Westphalie. Voilà pourquoi les premiers ont prêté un concours si empressé au dernier emprunt russe 3 0/0, quoique leur zèle ne soit pas allé jusqu'à souscrire personnellement à l'emprunt (1).

Les feuilles allemandes et autrichiennes, y compris celles même qui ne sont pas aux gages de

(1) En Allemagne la souscription fut presque égale à zéro, et le gouvernement allemand n'autorisa le syndicat de Mendelsohn à participer officiellement à l'emprunt que sous la condition qu'il serait émis à 3 0/0; car il n'y a pas de danger que le public allemand place ses capitaux à 3 0/0 dans les fonds russes.

M. Witte, mènent en conséquence une campagne très ardente en faveur de la soi-disant *Valutareform*. Bornons-nous aux indications que donnent les organes *avérés* de M. Witte.

« *Mit derselben Eigenschaft und seiner ganzen zielbewufsten Zæhigkeit hat Witte auch die Währungsfrage für Russland entschieden* », écrit la *Neue Freie Presse* (26 juillet) dans une très longue correspondance officieuse de Pétersbourg, remplie d'éloges enthousiastes à l'adresse de notre ministre des finances : « der aufgeklærteste von den Ministern des verstorbenen Kaisers », « der talentvollste Mann », dont les « scheinbare Unbedachtheiten und Rücksichtslosigkeiten » rappellent M. de Bismarck. La même foi au triomphe de M. Witte se retrouve dans le *Berliner Tageblatt*, dans les *Neueste Berliner Nachrichten* et autres journaux passés complètement à son service. Le *Süddeutsches Bank-und Handelsblatt*, du 26 juillet, dans un article intitulé « Herr von Witte », tout en doutant de la « derzeitige Zweckmässigkeit der russischen Valutareform », assure néanmoins que Witte triomphera. « Herr v. Witte hat seinen Namen (*sic*) nach dieser Richtung hin stark engagirt, *und wie uns von autorativer seite aufs Bestimmteste versichert wird, weiss sich der russische Finanzminister darin mit den Intentionen des Czaren eins* » (1). « *Der Finanzminister bleibt*, weil er bleiben muss ». « Auch wir in Deutschland können damit zufrieden sein », attendu qu'il sera pour nous « ein ehrlicher Freund ».

Comment, d'ailleurs, les étrangers douteraient-ils du succès final de M. Witte quand, par la voie de la presse, des diplomates et de tous les potentats pos-

(1) En italiques dans le texte.

sibles des Bourses européennes, il ne cesse de répéter à l'Europe qu'il est le vrai maître de la Russie? « Qui gouverne la Russie? » demandent les *Neueste Nachrichten* du 24 juillet et par la plume de leur correspondant pétersbourgeois, connu pour être l'ami du ministre, ils répondent : « Herr Witte ». Ce correspondant garantit même que le souverain aujourd'hui régnant ne sera jamais « un Souverain dans le véritable sens de ce mot », et que Witte continuera à gouverner la Russie. « Nicolas II règne, mais Witte gouverne », écrivait dernièrement de Pétersbourg à son gouvernement un ambassadeur qui est en relations particulièrement intimes avec notre ministre des finances. A en croire cet ambassadeur, la Russie autocratique aurait donc réalisé déjà l'idéal de la monarchie parlementaire de Louis-Philippe. Comment s'étonner après cela que les rois de la Bourse, à qui, en leur qualité de vrais cosmopolites, le sort de la Russie est plus qu'indifférent, aient consenti à tirer encore 400 millions de francs des poches françaises pour complaire à M. Witte? Quoique la souscription ait échoué même à Paris où le nouvel emprunt fut coté, le jour même de l'émission, à 30 centimes au-dessous du cours primitif, les banquiers et *certains intermédiaires* n'en ont pas moins touché leur commission; or, c'est un jeu d'enfant pour la haute banque que d'écouler peu à peu, à l'aide de certains procédés, 400 millions de titres dans le public. Dès avant la conclusion de l'emprunt, M. Witte lui avait promis qu'il *déciderait* l'Empereur à visiter Paris. Et ni Witte lui-même ni ses complices ne pouvaient désirer pour des « spéculations utiles et positives » une meilleure occasion que l'enthousiasme des Français à propos de cette visite.

Jusqu'à quel point M. Witte a raison de prétendre

que l'Empereur sanctionnera son projet de loi, lors même qu'il échouerait au Conseil de l'Empire, nous ne nous chargeons pas, bien entendu, de le décider. Il y a des cas où le souverain préfère se ranger à l'avis de la *minorité* du Conseil; c'est précisément quand il s'agit de questions touchant à la *politique générale*, laquelle n'est déterminée que par la volonté du tsar. Sous le règne précédent, il pouvait se former dans le Conseil une majorité hostile à la nouvelle politique ; mais le souverain ne peut pas admettre pareille opposition (1) quand il a l'intention de modifier la direction de sa politique. Ainsi, par exemple, Alexandre III a, par deux fois, adopté l'opinion de la minorité du Conseil de l'Empire : dans la question du statut universitaire et dans celle des chefs territoriaux.

Mais ici l'affaire se présente sous un tout autre aspect. S'il ne s'agissait que de décider s'il est sage de rétablir le change ou si la réforme monétaire est opportune au moment donné, la question serait purement technique et n'aurait aucune importance au point de vue de la politique générale. Une semblable question est tranchée par les conseillers compétents du souverain et il ne pourrait pas y avoir de raison spéciale pour donner la préférence à l'opinion de la minorité.

Mais M. Witte base son projet de réforme monétaire sur la dépréciation du rouble, c'est-à-dire sur un acte équivalant à la déclaration de la faillite de l'État. Le plus éminent ministre des finances qu'ait eu la Russie, Cancrine a même carrément appelé

(1) Voir sur cette importante question politique nos « Principes de l'Autocratie » dans la *Russie contemporaine*. Paris, 1891, Calmann-Lévy.

banqueroute une pareille opération et *banqueroutiers* (voir plus bas, p. 39) ceux qui seraient capables d'un tel acte. La *réforme* que poursuit M. Witte est donc un acte contraire à l'honneur et à la dignité du gouvernement. *En conséquence, aucun avis du Conseil de l'Empire ne peut décider le souverain à sanctionner par sa signature un acte aussi déshonorant que la déclaration de la faillite de l'État.* Dans un pays parlementaire, où la responsabilité de pareilles mesures incombe aux ministres et au Parlement, le monarque peut rester étranger aux actes qui atteignent l'honneur du gouvernement. Mais Witte et ses thuriféraires ont beau soutenir que *Nicolas II règne mais que Witte gouverne*, la Russie vit encore sous un régime autocratique et le souverain répond *seul* devant Dieu de l'honneur et de la prospérité du pays. Imposer à l'Empereur, comme le fait Witte, un oukase déclarant la faillite de l'État — et, qui pis est, une faillite frauduleuse, attendu que rien n'oblige la Russie à recourir en ce moment à une mesure aussi déshonorante, — cela, ni le ministre ni le Conseil de l'Empire ne le peuvent.

Du même droit que Louis XIV, le tsar peut dire : « *L'État, c'est moi!* » Il faut être nihiliste comme Witte pour oser, dans un pareil ordre de choses, rédiger un projet d'oukase par lequel le souverain déclarerait qu'il est désormais hors d'état de remplir ses engagements et qu'il offre seulement 66 2/3 0/0 à ses créanciers.....

Le ministre des finances se rend très bien compte qu'il commet un acte de lèse-majesté par son projet d'oukase impérial; aussi lui-même déclare-t-il (voir p. 49) qu'il serait superflu de promulguer la nouvelle loi sous forme de manifeste impérial. L'oukase même est rédigé d'une façon si équivoque que M. Witte

évidemment espère encore une fois induire le souverain en erreur sur le fond de l'affaire.

« Un autocrate russe », écrivions-nous dans un mémoire sur les hauts faits de M. Witte, présenté à Alexandre III le 12 septembre 1893, « ne suspend pas ses paiements comme un roitelet parlementaire ou un négociant de la rue du Sentier » (1). Je prévoyais, dès cette époque, où le ministre nihiliste voulait en venir...

Il suffira que le Conseil de l'Empire ou même un personnage de l'intimité du souverain appelle son attention sur le jugement de Cancrine, concernant la dépréciation du rouble (voir p. 39) et sur la façon vraiment digne d'un tsar, dont Nicolas Ier en usa vis-à-vis du Conseil de l'Empire, lorsque la question fut agitée sous son règne, pour ruiner les espérances fondées par M. Witte et les autres ennemis de la Russie, sur cette prétendue réforme monétaire.

S. J. Witte sait cela parfaitement; aussi a-t-il préféré devancer et l'avis du Conseil de l'Empire et la sanction impériale elle-même. Il estime que ses arrêtés peuvent tenir lieu de toute loi et de tout oukase. Dernièrement, il a publié au sujet de la Banque d'État un décret de ce genre, qui en réalité met déjà à exécution la réforme monétaire projetée; sur l'ordre du ministre, la Banque s'engage dans le cours de l'année 1897 non seulement à *acheter* l'or comme auparavant à raison de 7 r. 50 kop. la demi-impériale, mais encore à le *vendre* à ce même prix. Ainsi, la dépréciation du rouble papier se trouve au fond réalisée, et le change est de fait rétabli au cours choisi par le ministre. M. Witte est si impatient de débarrasser l'État des réserves d'or, il est si infatué

(1) Voir *M. Witte et les Finances russes, etc.*, p. 14.

de sa toute-puissance qu'il n'a pas hésité à placer l'Empereur et le Conseil de l'Empire devant un fait accompli.

Cette hâte de rétablir lé change par voie indirecte caractérise on ne peut mieux tout le projet de M. Witte et démontre clairement combien nous avions raison, quand nous n'y voyions qu'un but, celui de dépouiller le Trésor de l'or acheté à un si haut prix. Pour mettre en pleine lumière la nouvelle incartade du ministre, nous nous bornerons au rapprochement suivant : S. J. Witte s'efforce plus d'une fois dans ses documents d'assimiler sa réforme au rétablisement de la valuta dans l'Autriche-Hongrie.

Il ne peut y avoir aucune analogie entre ces deux opérations, car le gouvernement austro-hongrois, loin de songer à une dépréciation monétaire, remplit, au contraire, religieuseement ses engagements. Mais, en dehors même de cela, quel abîme entre ce qui se fait à Vienne et à Pest, d'une part, et, de l'autre, les mesures extravagantes de M. Witte !

Voilà déjà plusieurs années que l'Autriche-Hongrie a entrepris de relever sa valuta, et *jusqu'à présent elle n'a pas encore pensé à rétablir le change en or!* Là, le change apparaît comme la *conséquence* naturelle de la réforme; chez nous, il est le *but* même (voir p. 77). Disons, en passant, que la défiance du public à l'égard de toutes les opérations de ce ministre impérial a pris de telles proportions qu'en province, comme dans les capitales, il refuse d'accepter les demi-impériales, n'osant les croire tout à fait de bon aloi. Voilà à quel affront Witte a exposé le gouvernement !

L'Autorité suprême s'inclinera-t-elle cette fois devant la volonté du charlatan-dictateur? Le « fait

accompli », créé, liera-t-il la décision du Conseil de l'Empire? Dieu le sait!

Dans la vie des nations, il y a des moments critiques où, comme pour leur faire expier les erreurs et les péchés des générations précédentes, le destin leur envoie des hommes fatals qui, par des moyens inconnus, s'emparent du pouvoir, hypnotisent le monarque, corrompent la camarilla, faussent les organes du gouvernement et affaiblissent les ressorts de la vie politique. Quand, enfin, ils tombent au milieu des ruines accumulées, ils entraînent dans leur chute le prestige des trônes, la puissance des États et la prospérité des peuples.

Ripperda en Espagne, Calonne, Necker et, de nos jours, Émile Ollivier *au cœur léger* en France, Crispi en Italie, ont été de ces fléaux de Dieu. A la même catégorie, appartient S. J. Witte, ce produit hybride du nihilisme russe et de la ploutocratie internationale.

Dès son arrivée au ministère, il ne commet que des sottises, des iniquités et des crimes. Tous ses calculs sont déjoués par les événements, toutes ses innovations aboutissent à un fiasco, toutes ses mesures se trouvent être également ruineuses pour le Trésor et pour la population. Cela ne l'empêche pas de poursuivre sa funeste carrière.

Ses traités de commerce, qui devaient venir en aide à notre agriculture, lui ont porté le dernier coup; notre exportation a baissé de 100 millions, notre importation de produits étrangers s'est accrue de 200 millions de roubles. Le bilan de nos échanges avec le dehors se règle par une diminution de 300 millions de roubles à notre préjudice.

Il s'est avisé de transformer la Banque d'État, — un an après cette transformation qui a coûté au Tré-

sor plus de 100 millions, la Banque s'est trouvée avec un portefeuille contenant pour plus de 200 millions de valeurs irréalisables (1) — et la nécessité d'une nouvelle réorganisation est reconnue par le ministre lui-même (2)!

Dans le cours de deux années, il a racheté avec une folle précipitation des dizaines de mille werstes de voies ferrées : les abus dans les chemins de fer sont devenus proverbiaux en Russie, et le Trésor perd annuellement sur ces voies 54 millions de roubles (3)! Witte s'est mis à appliquer en Russie les principes du socialisme d'État, selon la formule de Marx — et il y a quelques mois la Russie a expérimenté, pour la première fois, les charmes de grèves ouvrières organisées dans les capitales mêmes (4)! Faut-il encore parler du fiasco de l'Exposition de Nijni-Nowgorod, qui a coûté au Trésor et aux exposants environ 40 millions, et à laquelle on fut obligé d'amener gratuitement de tous les coins de la Russie des collégiens et des ouvriers que l'on abreuvait et que l'on nourrissait aux frais du Trésor, pour qu'ils jouent le rôle de visiteurs?

Le monopole des spiritueux, introduit en Russie d'une façon prudente et graduelle, conformément aux principes fondamentaux de ses inventeurs, aurait pu être une source d'énormes revenus pour le Trésor, un moyen de sauver nos propriétaires fonciers d'une ruine définitive et une arme puissante pour combattre l'ivrognerie dans le bas peuple. Mais Witte n'a vu, dans l'établissement du monopole, qu'une nouvelle

(1) *Où la dictature de Witte conduit la Russie, etc.*, ch. II.
(2) Voir plus bas, p. 83.
(3) Voir plus bas, p. 101.
(4) Voir plus bas, p. 102.

occasion de réaliser les rêves des collectivistes, et sa monstrueuse altération d'une idée juste ruine maintenant des dizaines de mille de distillateurs et débitants, porte un coup mortel à la fabrication du vin en Crimée et en Bessarabie, transporte du cabaret sur la voie publique les désordres et les rixes des pochards, et permet au ministre de transformer des centaines de nihilistes avérés des deux sexes en mastroquets officiels qui, inviolables derrière les comptoirs des cabarets de l'État, prêcheront impunément l'évangile de Karl Marx et célèbreront la gloire de son apôtre Serge...

Witte ne cesse de faire mousser ses brillants budgets et ses excédents démesurés, — et en même temps il augmente de près d'un milliard et demi de roubles la dette du Trésor, il conclut emprunts sur emprunts, vide les caisses d'épargne et, de son propre aveu (1), abuse des « facultés d'émission » de la Banque d'État.

Tout cela est universellement connu, tout cela est officiel; tout cela saute aux yeux de tous ceux qui ne sont pas aveuglés par la poudre d'or dont il est si prodigue, aux dépens du Trésor. Tout cela, lui-même le proclame dans ses discours avec le cynisme d'un psychopathe irresponsable, — mais tout cela lui réussit et ne diminue pas d'un iota sa toute-puissance. Son entêtement est pris pour de l'énergie et de la persévérance. Son agitation perpétuelle et incohérente passe pour une infatigable activité; ses connaissances superficielles, acquises à la hâte et mal digérées, lui font une réputation de savoir et de capacité; la ruine de classes entières, consommée

(1) Voir plus bas, pp. 83 et suiv.

avec une cruelle persévérance, est regardée comme preuve d'un grand esprit politique! On prend l'imagination maladive du mégalomane pour une intelligence créatrice, l'insouciance de l'aventurier qui ne connaît pas d'obstacles pour l'audace d'un grand réformateur, et sa grossièreté cynique pour de la droiture et de la franchise.

Notoirement associé avec Rothstein, qui extorque aux syndicats de banquiers 50 0/0 de leur bénéfice net, Witte fait célébrer par ses scribes officieux son désintéressement! L'achat des consciences est son principal *instrumentum regni* et, dans son organe par excellence, le *Berliner Tageblatt* (1), il dicte à ses reptiles des articles dans le genre de : « Witte und die Anticorruption », où il assure que « son incorruptibilité est une rare exception parmi les hauts fonctionnaires russes »!

Nihiliste dans l'âme, il sème partout le mécontentement, ruine la population, discrédite le gouvernement, provoque l'inquiétude, dirige ouvertement le vaisseau de l'État vers les écueils révolutionnaires et, dans sa manie des grandeurs, se voit déjà président de la République russe, ou, du moins de la Rzecz pospolita, — et les conseillers de l'Empereur, qui ont pour mission de veiller à la sûreté du Trône, le considèrent comme le pilier de l'autocratie! Quand ses grandioses entreprises subissent un échec éclatant, comme par exemple dans l'affaire des traités de commerce ou de l'Exposition de Nijni-Nowgorod, il rejette *d'un cœur léger* la faute sur Alexandre III (2).

Suivant le honteux exemple de son prédécesseur,

(1) Du 6 août.

(2) Dans un discours prononcé le 15 août dans cette ville (voir l'édition russe de cette brochure, p. 70).

il a constamment joué à la baisse de notre rouble, ce par quoi tous deux ont, entre autres (1), grossi d'au moins 25 millions de roubles la somme que notre Trésor doit payer annuellement pour les dettes métalliques.

Voulant laver son digne prédécesseur et à l'occasion lui-même du reproche d'avoir ainsi joué contre le crédit de la Russie, M. Witte, par la publication des deux rapports Wyschnegradski (voir pp. 29 et suiv.), a osé représenter l'Empereur défunt comme ayant approuvé ce jeu...

Lorsque son projet monétaire suscitera la catastrophe tant désirée par lui, il ne se gênera nullement pour l'imputer à Nicolas II avec qui, au dire de son reptile munichois, il ne fait qu'un (ist mit dem Czaren eins) (2).

« Ce qui repose sur le mensonge ne peut pas être juste », a dit dernièrement K.-P. Pobiedonostzef; il aurait pu ajouter : « Et ce qui n'est pas juste n'est jamais durable. »

Cela est surtout exact, quand il s'agit de choses aussi positives, aussi soumises aux lois inflexibles du calcul que le sont les finances d'un grand pays.

On peut donc prédire hardiment que, si M. Witte réussit à imposer sa *réforme* monétaire à la Russie, il atteindra cette fois son véritable but : dans la catastrophe à laquelle le pays sera amené par *la voie glissante des banqueroutes nationales* et par l'exode de

(1) Voir p. 71. Les cours bas du rouble ont toujours été provoqués chez nous par des malheurs publics : récolte manquée, guerre ou épidémie. Wyschnegradski et Witte occuperont désormais la première place parmi les calamités semblables.

(2) Voir plus haut, p. 4.

l'or qui a coûté au peuple russe tant de larmes et de sang périront la prospérité de la Russie, l'honneur et la dignité du gouvernement, et le prestige du règne actuel!

E. C.

Août 1896.

M. WITTE

ET SES PROJETS DE FAILLITE

DEVANT LE CONSEIL DE L'EMPIRE

CHAPITRE PREMIER

SOMMAIRE : Histoire de la réforme monétaire proposée par le ministre des finances. — Propositions de Reutern, de Bunge et de Wyschnegradski tendant à autoriser les transactions en espèces sonnantes : opposition du Conseil de l'Empire; avertissement de Nebolsine. Lettre de S. J. Witte à Von Plehwe; ses révélations sur les criminelles manœuvres de Bourse de Wyschnegradski; deux rapports secrets. — Des ministres qui jouent à la baisse de cours du rouble. — La vérité sur mon projet de 1887 pour rétablir la valuta; pourquoi Wyschnegradski en mars 1888 se prononça soudain en faveur de la dépréciation proposée par Sack et Blioch; efforts pour ruiner le crédit de la Russie et préparation systématique d'une banqueroute. — Witte veut jeter une ombre sur le mémoire de l'Empereur défunt. — Pourquoi Witte continue les honteux agissements de son prédécesseur. — Opinion de Cancrine sur le projet de dépréciation monétaire de M. Witte; banqueroute et banqueroutiers. — Comment Witte a mis le Conseil de l'Empire au pied du mur. — Journal du Conseil de l'Empire du 6 avril; quel cas Witte fait de sa signature. — Commission nommée pour élucider la question de la dévalvation au point de vue juridique; partage des avis; l'opinion de I. I. Kaufmann en 1879 et en 1895. — Conclusion du secrétaire d'État Mansourof I.

Pour apprécier exactement le fond de la réforme monétaire proposée par M. Witte, il est indispen-

sable de jeter à tout le moins un rapide coup d'œil sur les mesures préparatoires à l'aide desquelles lui-même et son digne prédécesseur se sont efforcés d'acculer la Russie à la dévalvation monétaire dont elle est maintenant menacée. Les *moyeus* employés pour donner force de loi à cette réforme caractérisent notre ministre non moins que la réforme même dont il cherche à doter la Russie.

Avant donc d'examiner le projet de réforme nous croyons devoir donner un court aperçu des mesures qui en ont précédé le dépôt au Conseil de l'Empire. Le ministre des finances savait qu'à plusieurs reprises le Conseil s'était prononcé très catégoriquement contre toute tentative de régulariser notre système monétaire en réduisant la valeur du rouble papier. Présenter carrément au Conseil une proposition de ce genre c'eût été aller au devant d'un échec certain. En conséquence S. J. Witte a préféré recourir à certaines manœuvres pour cacher ses véritables desseins et amener peu à peu les choses à un point où le Conseil de l'Empire se trouverait en présence d'un fait accompli.

De quelque forme qu'on la revête, la *dévalvation* de la monnaie est en dernière analyse la déclaration de la faillite de l'État.

Aussi, chaque fois qu'un ministre des finances apportait un projet concernant notre système monétaire, le Conseil de l'Empire formulait en termes très énergiques son opinion, condamnant absolument toute tentative ou même toute apparence de tentative dans le sens de la dépréciation du rouble.

D'ordinaire le Comité des Finances ne se montrait pas moins catégorique sous ce rapport. Lorsque, en mars 1877, le secrétaire d'État Reutern proposa

d'autoriser les transactions en or, *à condition de compter la demi-impériale 5 r. 15 k.*, le Comité des Finances écartait cette proposition parce que, malgré la condition précitée, elle aurait pu « donner lieu de *supposer, même sans fondement, que le gouvernement lui-même ne reconnaissait plus au rouble crédit son ancienne valeur.* » En 1882, M. de Bunge fit une motion semblable pour « rétablir la circulation de la monnaie sonnante ». Le ministre des finances crut alors de son devoir de déclarer que *la dépréciation monétaire n'entrait pas dans ses plans, cette mesure étant incompatible avec les vrais intérêts du crédit de l'État et ceux de la fortune publique* ».

Nonobstant cette réserve catégorique, le projet de M. Bunge fut repoussé au Comité des Finances comme au Conseil de l'Empire, principalement pour cette raison que « l'impression produite par un tel oukase *pourrait lui donner aux yeux du public la signification d'un changement radical apporté aux bases de notre système monétaire et provoquerait au dehors des jugements nuisibles au crédit russe* ».

Trois anciens ministres des finances, Reutern, Abaza et Greig, parlèrent contre le projet. Le membre du Conseil de l'Empire G. P. Nebolsine déclara nettement dans son mémoire que « l'autorisation demandée pour les transactions en monnaie sonnante avec le payement en roubles papier au cours pouvait faire naître dans le public la conviction que c'était seulement *un premier pas vers la dépréciation des billets de crédit,* quoique, d'après la déclaration du ministre des finances cela n'entrât pas dans ses plans ». Comme nous le verrons, le Conseil de l'Empire a malheureusement oublié en 1895 cet avertissement prophétique de G. P. Nebolsine.

I. A. Wyschnegradski présenta aussi au Conseil

de l'Empire une proposition tendant à permettre les transactions *en or et en argent*. Chez lui il n'était plus question de *rétablir* la valeur du rouble crédit, mais seulement de *consolider* notre système monétaire. L'accueil que le Conseil de l'Empire fit à la proposition de Wyschnegradski fut donc défavorable et le ministre lui-même retira son projet avant qu'il eût été officiellement examiné.

Tous les détails et citations qu'on vient de lire, nous les avons empruntés au beau mémoire du secrétaire d'État B. Mansourof I, du 16 janvier 1896. Ce travail, qui comprend 104 pages in-folio, constitue la réfutation la plus éloquente et la plus péremptoire de toute l'argumentation sur laquelle M. Witte fonde le système de la dépréciation. Au double point de vue juridique et financier, le secrétaire d'État B. Mansourof I ne laisse pas pierre sur pierre de tout l'édifice si légèrement construit par M. Witte. Nous reviendrons encore plus d'une fois à ce mémoire. Bornons-nous à signaler ici un épisode très instructif provoqué par le jugement de B. P. Mansourof sur la proposition de I. A. Wyschnegradski.

Parmi de nombreux documents concernant la question monétaire, M. Witte présenta au Conseil de l'Empire un « extrait du journal du Comité des Finances du 28 juin 1887 ». Dans cette séance, après avoir entendu la lecture du mémoire de I. A. Wyschnegradski, le Comité des Finances émit l'avis suivant : « Autoriser le gérant du ministère des finances :

1) A élaborer et à soumettre à l'examen du Comité le programme des mesures qui doivent être prises pour assurer le succès du rétablissement du change conjointement avec l'auorisation de conclure des transactions en valuta métallique.

2) Des conditions favorables étant données, à présenter au Comité des Finances des vues sur l'augmentation des fonds d'échange par voie d'emprunts; le 10 juillet, l'empereur Alexandre III a donné l'ordre d'exécuter la décision du Comité des Finances.

La communication de ce journal ayant été faite au Conseil de l'Empire dans le but d'exercer une pression en faveur du projet de S. J. Witte, le secrétaire d'État Mansourof observa très justement que ce journal « n'avait pas l'importance d'une décision liant le pouvoir législatif et lui indiquant le système qu'il devait adopter. » Piqué au vif par cette remarque, le ministre des finances, par une lettre adressée le 18 mars 1896, sous le n° 4803, au secrétaire de l'Empire V. K. Von Plehwe, demande à communiquer aux membres du Conseil de l'Empire des « extraits de rapports remis à l'Empereur par l'ancien ministre des finances, le conseiller intime actuel Wyschnegradski ».

Les rapports originaux portent écrite de la main du conseiller intime actuel Wyschnegradski la mention : « Confirmé par l'Empereur » 16 août 1890 et 28 juillet 1891. Peterhof.

Dans sa lettre au secrétaire de l'Empire, M. Witte écrit entre autres choses : « Je me fais un devoir de déclarer que la mémoire de l'homme d'État qui maintenant ne peut plus fournir d'explications à ce sujet doit échapper à toute ombre de reproche. Ni en 1887, ni plus tard le ministre des finances, non seulement n'était obligé, mais n'avait le droit de communiquer au Conseil de l'Empire ses vues en matière de politique financière. Feu Ivan Alexievitch s'est même expliqué là-dessus au Conseil de l'Empire dans sa proposition du 12 janvier 1888 sous le n° 301 (sur le rétablissement de la circulation des

espèces sonnantes), déclarant que la publication à l'heure présente du plan dont il projetait l'adoption serait inopportune et pourrait même compromettre le succès de certaines mesures nécessaires pour atteindre le but et soumises au fond à l'examen du Comité des Finances ». « C'est seulement grâce à l'observation du secret le plus strict, ce dont le Comité des Finances a l'habitude, *qu'ont pu être réalisées avec succès les mesures pratiques qui ont permis au ministre des finances actuel de projeter maintenant le rétablissement de la circulation métallique, sans crainte que la divulgation de la réforme prochaine n'en empêche la réalisation* ».

Si S. J. Witte était, en effet, comme il s'en vante (1), « le plus intelligent des membres du Comité des Ministres », jamais il n'aurait commis une faute aussi grave que la publication des deux rapports de I. A. Wyschnegradski. Même avec les nombreuses coupures qui y ont été pratiquées, ils constituent encore la condamnation la plus impitoyable, la plus cruelle tant de Wyschnegradski lui-même que de tout le système financier des deux derniers ministres des finances et de la criminelle dépréciation monétaire entreprise par Witte-Rothstein et Cie.

J'ai été intimement mêlé aux premiers projets présentés par I. A. Wyschnegradski. Les idées qui ont guidé l'ancien ministre dans le dépôt de sa proposition tendant à autoriser les transactions *en or et en argent* me sont beaucoup mieux connues qu'à S. J. Witte, pour cette simple raison qu'*elles lui avaient été suggérées par moi* ou, pour mieux dire, par mon projet sur le relèvement de notre valuta,

(1) Voir: *Où la dictature de Witte conduit la Russie,* par E. de Cyon, 1896. Paris, librairie Haar et Steinert, ch. II.

dont j'ai parlé en passant dans ma dernière brochure (1).

Je puis donc déclarer catégoriquement que les deux rapports d'Ivan Alexiévitch de 1890 et 1891, publiés par son successeur, non seulement n'ont rien de commun avec ses propositions du 28 juin 1887 au Comité des Finances, et de janvier 1888 au Conseil de l'Empire, mais *que les mesures proposées par lui dans ces rapports se trouvent en pleine contradiction avec les idées fondamentales de son plan primitif pour le rétablissement de la valuta!*

Je ne me reconnais pas le droit de livrer maintenant à la publicité les bases de ce dernier projet qui avait pour but de rétablir peu à peu *la pleine valeur or du rouble crédit.* Cela m'est interdit avant tout par le devoir du secret professionnel, que je n'ai pas encore violé une seule fois pendant une lutte de cinq années contre les abus financiers qui, avec une précision mathématique, conduisent la Russie à une catastrophe. Mes révélations s'appuient principalement sur des documents officiels rendus publics ou sur des renseignements documentaires recueillis *depuis que j'ai quitté le service du ministère des finances.*

(Même dans mon mémoire sur le *Bilan de la gestion financière de I. A. Wyschnegradski,* les documents ayant trait à mes anciennes fonctions n'ont été insérées que dans un appendice imprimé à la machine Remington *à un seul exemplaire et remis seulement à l'Empereur défunt*).

Mais, en laissant même de côté l'obligation de respecter le secret professionnel, d'autres raisons encore ne me permettent pas d'entrer dans les détails

(1) *L. c.*, ch. II.

de mon projet. « La régularisation de notre système monétaire est une nécessité incontestable. La réalisation de la réforme monétaire est possible, elle est même exécutable dans un délai prochain. Mais afin de consolider une fois pour toutes le cours de notre rouble, il faut une série d'opérations directement opposées à la dépréciation qu'on projette », écrivais-je il y a quelques mois (*l. c.* ch. II). Je persiste à penser que mon plan pour le rétablissement de la valuta est le seul réalisable et en même temps le seul conforme à la dignité de l'honneur de la Russie. Qui sait? La criminelle entreprise de M. Witte peut encore avoir le sort qu'elle mérite. Alors viendra le moment de procéder à des mesures sérieuses pour consolider notre système monétaire. Des révélations prématurées ne pourraient que nuire à l'affaire.

Sans entrer dans les détails, je puis cependant raconter ce qui suit : Mon projet avait été concerté entre I. A. Wyschnegradski et moi dès la fin d'avril et le commencement de mai 1887. Nous en avions remis l'exécution à quelques années, car, au préalable une série de mesures devaient être prises. Il fallait avant tout acquérir une certaine quantité d'or et habituer le public aux transactions en monnaie sonnante. Quant à se procurer immédiatement un fonds d'or considérable par voie d'achat direct, il était impossible d'y penser, attendu que cette opération aurait nécessité la mise en circulation d'une grande quantité de roubles papier, ce qui eût eu pour effet d'abaisser encore plus le cours de ces derniers et de faire renchérir l'or dans des proportions démesurées. La conclusion d'un emprunt métallique aurait été prématurée, car il fallait auparavant, à l'aide d'une ou de deux conversions, relever le cours de nos fonds et réduire l'intérêt des emprunts.

En conséquence, je proposai à I.A. Wyschnegradski la combinaison suivante : créer à Pétersbourg, avec le concours de banques et de banquiers parisiens de premier ordre, *une Banque métallique nantie d'un capital de fondation considérable, s'élevant au moins à 50 millions de roubles or.* Indépendamment d'autres avantages, comme, par exemple, celui d'offrir à notre commerce et à notre industrie un crédit peu coûteux, cette banque aurait peu à peu *accoutumé le public aux transactions en monnaie sonnante et mis en circulation de grandes quantités d'or, sans que notre Trésor ait aucun sacrifice à s'imposer, aucun risque à courir.*

Telle était la première mesure préalable de mon projet en vue de rétablir la pleine valeur or du rouble crédit.

Pour que la Banque métallique pût développer son activité en Russie, il était nécessaire d'obtenir tout d'abord par voie législative l'autorisation d'opérer des transactions en or. *Voilà pourquoi Ivan Alexievitch soumit au Comité des Finances le 28 juin 1887 la proposition qui a fourni prétexte à S. J. Witte pour publier les rapports sus-mentionnés de son prédécesseur !*

Ainsi qu'il avait été convenu entre nous, Ivan Alexievitch dut s'abstenir, même devant le Comité des Finances, de toute allusion au but réel de sa proposition. La défiance universelle qui avait accueilli l'ancien ministre des finances au début de sa gestion, rendait cette précaution indispensable. Dans le cas seulement où la proposition aurait été approuvée par le Comité des Finances et revêtue de la sanction impériale, je devais engager à Paris les négociations pour l'établissement d'une Banque métallique en Russie. Comme on le voit par les conclusions citées

plus haut du Comité des Finances, nous obtînmes tout ce qui était nécessaire pour le fonctionnement de la nouvelle Banque, sans rien préjuger quant aux conditions futures du change des roubles crédit. Mes pourparlers à Paris furent couronnés de succès et quelques mois plus tard je pus remettre au ministre le projet de statuts (1) de cette Banque, ainsi qu'une offre officielle de l'établir, émanant du groupe financier le plus puissant de France. La campagne que le prince de Bismarck menait alors contre le crédit de la Russie nous forçait à agir vite et en même temps à utiliser le groupe nouvellement constitué pour résister à ces attaques.

J'ai plusieurs fois raconté (2), en passant, par suite de quelles intrigues politiques et privées la création de la Banque métallique échoua.

Les directeurs de la Banque d'Escompte et de la Banque Internationale, Sack et Lasky, ayant eu vent de ce qui se préparait, usèrent naturellement de toute leur influence sur Ivan Alexievitch pour empêcher l'établissement d'une Banque dont le capital de fondation devait être de 50 millions de roubles or et que soutenaient — moins les Rothschild — les premiers banquiers et les principales institutions de crédit.

Quand, au commencement de 1888, je me rendis à Pétersbourg pour les négociations définitives, je trouvai Ivan Alexievitch fort hésitant. Je fus invité à plaider l'utilité de la Banque devant F.-G. Thörner et Verkhovsky, actuellement membres du

(1) J'ai encore entre les mains le projet de ces statuts avec les remarques autographes de Wyschnegradski.

(2) *Le Bilan de la gestion financière de I.-A. Wyschnegradski*, 1892. Lausanne, librairie Benda, p. 34. *Histoire de l'Entente franco-russe*, 1895, Paris, A. Charles. Lausanne, Benda, p. 340-341.

Conseil de l'Empire, le directeur de la Banque d'État A. Ziemssen et M. Schwanebach. Obligé de garder le silence sur le vrai but de l'institution projetée, je dus me borner dans mon plaidoyer à des arguments indirects et accessoires. En outre, déjà alors je soupçonnais les véritables motifs des hésitations de Wyschnegradski (1) et je ne croyais plus à la possibilité de réaliser avec son aide mon projet concernant le rétablissement de notre valuta. C'est seulement par le mémoire du secrétaire d'État Mansourof I que j'ai appris qu'Ivan Alexievitch *avait lui-même retiré la proposition soumise par lui au Conseil de l'Empire*, et, surtout, *qu'en mars 1888*, dans une commission composée de représentants des comités de la Bourse et d'employés du ministère des finances, deux membres A.-I. Sack et I.-S. Blioch s'étaient déclarés partisans de la dépréciation monétaire et avaient sû gagner Wyschnegradski à leurs projets de déshonorer la Russie par la déclaration de la faillite de l'État. En mars de la même année Wyschegradski, dans une lettre au président du groupe formé par moi (le baron R. Hottinguer), eut l'imprudence d'exprimer le regret que le groupe eût renoncé à fonder une banque à Pétersbourg! Dans un long rapport du 28 mars 1888 (2) je rappelai à I.-A. Wyschnegradski comment les choses s'étaient passées en

(1) La mort de M. N. Katkof m'avait privé du seul appui grâce auquel je pouvais agir sur Ivan Alexievitch; il savait dans quelle intention Katkof m'avait placé auprès de lui; une fois Michel Nikiforowitsch disparu, personne n'empêcha plus Wyschnegradski de donner libre cours à ses instincts cupides.

(2) Une copie de ce rapport se trouve dans l'appendice au bilan de la gestion financière de I.-A. Wyschnegradski.

réalité. Mon rapport fut conçu en termes très raides, car la subite volte-face du ministre était trop scabreuse pour ne pas autoriser tous les soupçons.

Hélas! les événements ultérieurs ont plus que justifié mes craintes, et les extraits maintenant publiés par M. Witte des deux rapports de Wyschnegradski de 1890 et 1891, montrent sous un jour extrêmement défavorable le changement de front opéré par ce ministre au commencement de 1888. Pour moi personnellement, les révélations de ces rapports concernant la façon dont fut formé notre fonds d'or, n'ont pas été une surprise. J'en ai parlé en termes généraux dans mon mémoire sur la gestion financière de Wyschnegradski (p. 21 et 22), et j'en ai signalé les défauts et les inconvénients.

Entrer dans les détails était délicat. « Nous nous abstenons maintenant comme nous l'avons fait dans le Bilan de la gestion financière de I.-A. Wyschnegradski, d'indiquer les moyens et les sacrifices cruels par lesquels le prédécesseur de M. Vitte a amassé l'or », ai-je dit dans ma dernière brochure (ch. II). S. J. Witte qui m'a effrontément accusé de vouloir détruire le crédit de la Russie s'est montré moins discret que moi et il a publié deux rapports de son prédécesseur où sont révélés dans toute leur nudité les procédés criminels et ruineux dont ce dernier s'est servi pour acquérir l'or. Profitons de la publication de M. Witte pour présenter sous leur vrai jour les opérations accomplies. Le lecteur, je l'espère, se convaincra aisément que la légèreté criminelle par laquelle se distingue depuis sept ou huit ans tout le système de notre département des finances est plus que suffisante pour la justification de la campagne désespérée entreprise par moi depuis 1892 au nom des intérêts les plus sacrés de la Russie. Le projet de

dépréciation monétaire du ministre actuel n'est rien de plus que le couronnement des actes déshonorants, dont son prédécesseur avait pris l'initiative. A ce point de vue, il est tout naturel que S. J. Witte publie les rapports de Wyschnegradski. L'atrophie du sens moral ne lui permet pas de voir combien il est dangereux pour lui de se défendre de la sorte.

« Le rouble crédit », dit en commençant son rapport Ivan Alexievitch », après être tombé il y a deux ans et demi, jusqu'à 50 kop. or, est à présent remonté jusqu'à 75 kop. or, ce qui, comparativement au prix de 1888, représente une augmentation de 50 0/0. C'est dans ces derniers temps qu'il a haussé d'une façon particulièrement sensible, car en avril il ne valait encore que 69 kop. or. »

L'impression que cette entrée en matière doit produire sur tout lecteur de bon sens, c'est que le ministre est enchanté de voir le cours du rouble s'améliorer ainsi et qu'il tâche d'attribuer ce résultat — objet des efforts de tous ses prédécesseurs — à la sagesse de sa gestion financière. Pas du tout! *A ce début succède une jérémiade : Wyschnegradski dans son rapport représente ce relèvement du cours, c'est-à-dire cette amélioration du crédit de la Russie, comme un grand malheur public contre lequel doivent être prises immédiatement des mesures extraordinaires!* « Une hausse si importante et si rapide de notre valuta doit *(sic)* réagir d'une façon très funeste sur notre commerce d'exportation et causer un préjudice considérable à nos producteurs..... Mais la hausse actuelle du prix du rouble crédit fait courir un danger particulier à notre industrie fondamentale — l'agriculture. Le rapide relèvement actuel du cours de notre papier menace de causer un tort extrême à la prospérité de notre pays »..... Dans le chapitre

suivant nous reviendrons avec détails sur cette question qui fournit à M. Witte son principal argument en faveur de la réforme monétaire. Disons seulement que Wyschnegradski prend ici ou *feint de prendre* pour des vérités incontestables un paradoxe émis par A. Sack dans la commission de mars 1888 sur les dangers que présenterait le retour même graduel de notre rouble à sa pleine valeur. Ces dangers existent en effet, — mais seulement pour une classe de gens, à savoir les boursiers qui s'enrichissent en jouant sur le change, les banquiers qui, comme Sack et autres, ont cherché dans ce jeu le principal moyen de faire prospérer leurs banques, et aussi les négociants en céréales, c'est-à-dire les intermédiaires entre le producteur et le consommateur de notre blé, lesquels savent, en jouant sur le cours du rouble, convertir en roubles d'or, reçus de l'acheteur étranger, les sous qu'ils jettent à notre cultivateur. Ce danger est réel aussi pour les ministres des finances qui ont transformé leur département en une succursale de la Bourse, pour les ministres dont le système de gestion consiste principalement à spéculer avec le pécule de cent millions de travailleurs et qui, dans le poste élevé et plein de responsabilités dont les a investis la confiance du tsar, ne voient qu'un moyen d'accroître leur fortune personnelle. Mais l'idée de fonder la prospérité du pays sur la baisse du crédit de l'État et sur un système monétaire en désarroi est tellement absurde, que ni Wyschnegradski ni Witte lui-même ne l'ont jamais prise au sérieux.

Jusqu'à quel point étaient *sincères* les craintes de Wyschnegradski au sujet du relèvement du cours, on le voit par ce fait, qu'en 1887 il avait lutté de toutes ses forces contre les spéculateurs qui jouaient à la baisse de ce cours et que, dans l'été de 1888, il

s'était même mis à acheter des roubles à la Bourse de Berlin : « Me trouvant dans l'été de 1888 à Marienbad, » écrivais-je en 1892 (1), « j'appris par la bouche du banquier Bleichrœder qu'Ivan Alexievitch achetait des roubles par l'intermédiaire de sa maison et en poussait fortement la hausse. Dans la surprise que me causa une nouvelle si invraisemblable, je fis observer à M. de Bleichrœder que probablement des banques privées abusaient du nom du ministre des finances pour de pareilles spéculations. Ceci se passait juste au moment où l'on savait déjà que la récolte en Russie était brillante au point de dépasser toutes les espérances, et le rouble crédit devait se relever peu à peu de lui-même. La hausse artificielle et subite provoquée par l'agiotage de M. le ministre des finances, non seulement était inutile, mais devait avoir des conséquences funestes, en déconcertant tous les calculs des agriculteurs eux-mêmes aussi bien que des marchands de blé sérieux. L'élévation trop considérable du cours devait également être un obstacle à l'exportation. »

Après cela, nous pouvons revenir aux « mesures énergiques » que le même Wyschnegradski prit en 1890 pour combattre la hausse du cours du rouble.

« Les seules mesures immédiates à prendre dans ce but consistent à favorise le change des billets de crédit en or par l'acquisition d'une quantité considérable de ce métal. A en juger d'après toutes les données, si notre exportation n'est pas entravée par le relèvement du cours de nos billets, durant la présente année agricole elle dépassera l'importation d'une somme d'au moins 200 à 250 millions de rou-

(1) *Le Bilan de la gestion financière, de I.-A. Wyschnegradski. etc.*, p. 17.

bles crédit. Sans doute, une partie de cet excédent nous arrivera de l'étranger sous forme de papiers métalliques russes, mais une autre partie, non inférieure probablement à..... roubles crédit, sera représentée par des traites étrangères qui seront offertes en Bourse et provoqueront de nouvelles hausses sur le cours de nos billets. On devra aussi convertir ces... roubles crédit en roubles métalliques par l'acquisition graduelle des traites qui les représentent. Toutefois, pour épargner au Trésor public une perte immédiate sur le prix de l'or, il faudra mener cette opération avec une extrême prudence (1).... »

« Pour pouvoir effectuer avec la circonspection indiquée et sans préjudice pour le Trésor l'opération dont il s'agit, il est nécessaire avant tout de déterminer jusqu'à quelle limite on se propose d'élever le coût en or du rouble crédit. » Ensuite, le ministre est d'avis que « *le prix du rouble or doit être porté à 1 r. 60 k. crédit, ou que le rouble crédit doit coûter 62 1/2 kop. or. La fixation subite et immédiate d'un tel rapport entre la valuta or et la valuta papier est en dehors de notre pouvoir, et elle ne serait même pas à désirer (2), car elle produirait une baisse plus rapide encore que ne l'a été la hausse* ». « Toutefois, on peut dès à présent dire avec beaucoup de vraisemblance que le but de l'opération doit être d'amener lente-

(1) Les lacunes indiquées par des points se trouvent dans le rapport tel qu'il a été imprimé par les soins de M. Witte.

(2) « Pas à désirer », pour les gens qui profitaient de leur position officielle pour gagner des millions en jouant à la Bourse : pour les propriétaires fonciers, dont on avait l'air de prendre les intérêts en considération, la fixation immédiate du cours aurait été moins ruineuse que les fluctuations arbitraires provoquées par les manœuvres de Bourse du ministre.

ment et par degrés le prix du rouble or à 1 r. 60 kop. crédit..... »

« La mesure proposée donnera encore la possibilité de procéder dans un avenir prochain au rétablissement du change et, conséquemment, à la fixation définitive du prix du rouble crédit au cours sus-indiqué de 62 1/2 kop. or pour un rouble crédit..... »

« Peut-être faudra-t-il attendre encore un certain temps durant lequel le gouvernement, disposant d'un fonds métallique considérable, pourrait soutenir le rouble crédit à un cours voisin du prix fixé pour son change, puis, quand ce prix serait définitivement atteint, on rétablirait le change.... »

« Le ministre des finances a cru devoir soumettre les vues exposées ci-dessus au jugement préalable du conseiller intime actuel Abaza, qui a répondu par les deux télégrammes suivants :

1. « Je suis pleinement et absolument d'accord avec toutes les considérations et conclusions exposées; une fois qu'on s'est fixé un but, il faut agir résolument, » et

2. « Plus je relis, plus je me convaincs de la régularité et de l'absolue nécessité des mesures projetées. »

« Estimant donc que le prix actuel du rouble crédit est démesurément élevé et qu'il met en danger toute notre production, le ministre des finances proposerait :

« 1. De procéder dès à présent à un achat d'or et de traites étrangères dans des proportions considérables à déterminer par le ministre des finances....., en veillant à ce que dans les premiers temps le prix du rouble or ne s'élève pas au delà de 1 r. 50 kop. crédit.

« 2. . . . .

« 3. Pour ne pas faire baisser trop rapidement le prix du rouble crédit, acheter de temps en temps une certaine quantité de papier-monnaie.

« 4. Dans le cas où le besoin de signes monétaires en papier viendrait à dépasser l'encaisse de la Banque, faire des émissions temporaires de billets de crédit, conformément aux principes posés dans l'oukase impérial au ministre des finances du 8 juillet 1888.

« 5. Confier une part active dans la conduite de cette opération au C. I. A. Abaza, lorsqu'il sera revenu à Pétersbourg.

« Le ministre des finances a le bonheur de soumettre très humblement les vues ci-dessus exposées à l'agrément de Votre Majesté Impériale. »

De ce rapport *caché par le ministre au Comité des Finances* et revêtu de la sanction impériale, *au dire de Wyschnegradski,* le 16 août 1890, il résulte :

a) Que la baisse si désastreuse du cours des roubles crédit a été provoquée *exprès et arbitrairement* par les manœuvres de Bourse de Wyschnegradski; que, sans ces manœuvres, vu l'amélioration de notre balance commerciale qui n'a cessé de progresser jusqu'à la fin de 1891, le cours de notre rouble, parvenu déjà à 82 kop. or par rouble crédit, aurait continué à se relever et se serait rapproché de la norme.

b) Que la dépréciation monétaire, c'est-à-dire la déclaration de faillite, qui menace aujourd'hui la Russie, a été imaginée, provoquée et préparée par le prédécesseur de S. J. Witte dès l'année 1890.

c) Que l'or amassé par Wyschnegradski ne provient nullement des emprunts étrangers, comme lui-même l'affirmait, et après lui le Contrôle et S. J. Witte; mais que cet or a été obtenu surtout par l'achat des traites étrangères que les bilans extraor-

dinairement favorables de notre commerce extérieur faisaient affluer sur les marchés russes.

d) Qu'en ce qui concerne l'origine des ressources, c'est-à-dire la provenance des roubles crédit employés à l'acquisition de l'or, le rapport de Wyschnegradski garde un silence suspect. Peut-être en était-il parlé dans le point 2 omis par M. Witte, mais alors cette omission rend l'origine des billets de crédit plus suspecte encore (Voir plus haut la Préface).

Bornons-nous pour le moment à ces déductions et passons au second rapport de Wyschnegradski, *fait aussi sans délibération préalable du Comité des Finances*. Après avoir brièvement exposé le contenu du rapport précédent, Ivan Alexievitch continue : « Cet ordre de Votre Majesté Impériale a été strictement exécuté... La baisse considérable qui se manifeste maintenant sur le prix du rouble crédit m'oblige à considérer avec une attention particulière la question des mesures qu'appelle ce phénomène. Il a incontestablement pour cause principale l'extrême pauvreté de la récolte dans une notable partie de la Russie et, par suite, la présomption d'une exportation bien faible; mais en dehors de cela, à la baisse ne contribue pas peu..... »....

« Il n'est pas permis de compter sur une prompte disparition de ces causes; aussi serait-il imprudent d'attendre dans un avenir prochain une amélioration marquée des cours; au contraire. »

« Pour ces raisons, j'ai reconnu qu'il fallait de nouveau procéder avec la prudence voulue à des achats d'or et de traites, au cours actuel qui dépasse déjà 1 r. 50 kop. créd. pour un rouble or et qui, par conséquent, sort des limites fixées par l'ordre impérial du 16 août 1890..... (plusieurs points). Quant aux ventes d'or, qui peuvent diminuer considérable-

ment le stock de ce métal, je serais d'avis de n'y procéder que quand le rouble crédit aurait atteint un prix quelque peu inférieur à 62 1/2 kopeks or, prix servant de base aux considérations sur la possibilité de rétablir le change, que Votre Majesté Impériale a daigné approuver l'année dernière. Laisser tomber le prix du rouble crédit au delà de cette limite semblerait extrêmement fâcheux, car une baisse par trop forte de notre valuta est susceptible de provoquer une panique, toujours accompagnée de secousses et de pertes considérables..... » (plusieurs points).

A en croire Wyschnegradski, ce rapport fut, lui aussi, approuvé par l'Empereur à Peterhof, le 28 juillet 1891.

De ce second rapport il appert :

e) Que, tandis que le 16 août 1890 Wyschnegradski soutenait qu'il était nécessaire d'*abaisser le cours du rouble,* en prétextant *son élévation causée par une belle récolte et une forte exportation de blé russe,* en juillet 1891 il réclamait encore l'*abaissement* du cours du rouble, en alléguant cette fois à l'appui de sa thèse la *baisse importante* de cette valeur, baisse due à ses manœuvres de Bourse autant qu'à la *pauvreté de la récolte* et à l'*arrêt imminent de notre exportation de céréales!*

f) Que l'achat de l'or et des traites a été continué par Wyschnegradski, malgré la baisse du cours du rouble crédit, c'est-à-dire *malgré la hausse considérable de l'or.*

Ivan Alexievitch s'était si bien approprié la conscience spéciale aux gens de Bourse qu'il ne comprenait même pas ce qu'il y avait de monstrueux dans le fait d'un ministre des finances sollicitant de l'Empereur l'autorisation de jouer à la baisse du cours du rouble crédit, c'est-à-dire de la seule unité mo-

nétaire du pays! Et dans quel but le ministre des finances employait-il les ressources du Trésor à saper le crédit de l'État? Afin d'abaisser le cours du rouble à 62 1/2 kop. or et d'avoir la possibilité de faire une banqueroute avantageuse (*sic*)!

Pour Wyschnegradski comme pour son digne héritier, les prétendus intérêts de l'agriculture russe n'étaient qu'un vain prétexte, un moyen de jeter de la poudre aux yeux et d'induire le souverain en erreur. Les deux rapports de Wyschnegradski mis en regard l'un de l'autre le prouvent de la façon la plus éclatante : dans le premier il motive sa criminelle spéculation à la baisse par la brillante récolte et la hausse extraordinaire du rouble, due à l'accroissement de notre exportation de céréales. Dans le second rapport, pour continuer le même jeu à la baisse, il allègue la mauvaise récolte et la chute du cours du rouble causée par le déclin et l'imminente interruption de l'exportation des blés!

En réalité, les intérêts de son agiotage personnel à la Bourse jouaient chez Wyschnegradski le premier rôle. A l'égard des agriculteurs, surtout de la noblesse rurale, il nourrissait la même haine que son successeur quoiqu'il ne la manifestât pas avec le même cynisme.

Comme nous l'avons dit plus haut, en mars 1888, A. Sack et Blioch réussirent à gagner Wyschnegradski à la cause de la dépréciation monétaire et à le rendre hostile au rétablissement graduel de la valeur or du rouble. Ils agirent ainsi, d'abord pour écarter la concurrence dont la Banque métallique menaçait leurs maisons (voir plus haut, p. 6-8), ensuite pour rester, avec la complicité des boursiers berlinois, les souverains maîtres de la spéculation de Bourse sur le rouble crédit. Cette spéculation était si manifeste-

ment fructueuse qu'elle tenta aussi les deux ministres des finances.

On réalisait de faciles bénéfices aux dépens du Trésor russe, du commerce russe et surtout de l'agriculture russe. Il ne restait même pas aux ministres assez de sens moral pour se dire que le jeu de Bourse, déjà blâmable par lui-même, devient dans de telles conditions quelque chose d'analogue au procédé du grec qui se sert de cartes bizeautées. Maîtres absolus de la spéculation sur nos roubles crédit, nos ministres jouaient à coup sûr!

En communiquant au secrétaire de l'Empire, pour les faire imprimer, les deux rapports de Wyschnegradski, S. J. Witte a voulu, comme nous l'avons vu, opposer au secrétaire d'État Mansourof un argument écrasant: l'approbation donnée à ces deux rapports par l'empereur défunt. Il cherche ainsi à rejeter sur Alexandre III la responsabilité d'un jeu scabreux contre le crédit de la Russie, jeu qui rendrait nécessaire la dépréciation du rouble. Nous n'examinerons pas jusqu'à quel point il sied à un ministre de chercher une excuse à ses propres torts en ternissant la mémoire d'un souverain décédé. Mais s'il est un homme qui sache de science certaine combien il est injuste de reprocher à Alexandre III l'approbation des coupables agissements de Wyschnegradski, c'est précisément S. J. Witte. Il a été témoin de la noble indignation que le feu monarque éprouva contre son ministre lorsque mon mémoire lui eut révélé les faits qui ont donné lieu à la disgrâce d'Ivan Alexievitch. Bien plus: qui ignore parmi les membres du Conseil de l'Empire que Witte, en dénonçant la participation d'Abaza aux spéculations de Wyschnegradski contre le rouble crédit, provoqua aussi

la chute de l'ancien président du Département de l'Économie.

L'incident occasionné par la lettre de S. J. Witte à V. K. Von Plehwe est extraordinairement instructif. Il prouve que si le ministre des finances actuel a dès le début maintenu le cours du rouble crédit à un niveau bas, sans jamais lui donner la possibilité de prendre son essor naturel, c'était dans l'intention de poursuivre la politique financière que révèlent les rapports de son prédécesseur. Nos ministres des finances se sont mis à préparer la dépréciation du rouble à partir de 1890, autrement dit à partir du moment où grâce à l'amélioration du crédit public et au bilan favorable de notre commerce extérieur le cours du rouble commençait à se relever naturellement et tendait à atteindre sa pleine valeur garantie par le gouvernement! La faillite que S. J. Witte nous impose maintenant a donc le caractère d'une banqueroute frauduleuse, machinée de longue date.

Le mot *banqueroute* choquera peut-être le lecteur. Aussi me référerai-je à l'opinion émise sur la réforme de M. Witte par un financier dont l'autorité et la compétence spéciale sont indiscutables. Voici ce qu'il dit : « si le gouvernement peut sans aucun risque prendre des mesures arbitraires, c'est seulement dans les cas qui ne touchent ni à la propriété privée, ni aux convenances, ni à la sécurité publique; *mais fixer pour toujours un cours arbitraire ou, pour mieux dire, forcé serait d'une part porter atteinte aux intérêts privés, et d'autre part ce serait incompatible avec la dignité du gouvernement, parce que cela revêt l'apparence d'une banqueroute : celui qui, au lieu de payer le capital entier à ses créanciers, n'en paie qu'une partie est un banqueroutier. L'adoption d'un cours arbitraire ou forcé est contraire aux vrais prin-*

cipes du crédit de l'État. Et comment le gouvernement lui-même se résoudrait-il, sans aucune nécessité urgente, à ébranler son crédit qu'il a relevé durant un laps de 22 ans avec une sollicitude incessante et au prix de grands sacrifices pour le Trésor — comment s'y résoudrait-il alors que lui-même projette maintenant de le fortifier en consolidant le système du crédit et de la monnaie? »

Ce jugement sur les manœuvres de Bourse de nos deux derniers ministres des finances et sur leur façon de « consolider notre système monétaire » a été porté par *Cancrine* (1)!

Le 21 mars 1895 S. J. Witte propose au Conseil de l'Empire de confirmer législativement l'autorisation de faire des transactions en or. Sa proposition n'était pas strictement limitée à cet unique objet, mais touchait à beaucoup d'autres questions concernant le système monétaire, comme par exemple les droits et les devoirs du gouvernement russe par rapport au paiement de sa dette en billets de crédit, la valeur du rouble d'argent, la légalité de la dépréciation, etc.

Le Conseil de l'Empire *n'eut en tout que 15 jours* (du 22 mars au 16 avril) pour se prononcer sur la proposition du ministre des finances. Encore S. J. Witte sut-il s'y prendre de telle façon que ces 15 jours coïncidèrent avec la semaine sainte et les vacances de Pâques! Le temps matériel manqua même au Conseil pour vérifier les documents législatifs concernant l'affaire. En conséquence il laissa de côté toutes les questions incidentes soulevées par le ministre des finances et se borna à émettre une

(1) Nous avons emprunté cette citation aux « Considérations » de Von Dervis « sur la question de la régularisation de la circulation monétaire » du 27 mars 1896 (p. 15).

conclusion confirmative au sujet des transactions en or.

Toutefois, dans le *Journal des Départements Réunis*, du 6 avril 1895, n° 119, le Conseil de l'Empire formula en termes très nets les principes, auxquels il se tient dans cette question et prévint catégoriquement toute possibilité d'interpréter à faux sa décision. Contentons nous de citer quelques-unes des conclusions du Journal : « Cette mesure (l'autorisation de faire des transactions en or) ne touche nullement aux principes fondamentaux de notre système monétaire et ne préjuge *en aucun sens la question de l'adoption de la valuta d'or et de tel ou tel moyen de liquider les obligations qui incombent au gouvernement par rapport aux billets de crédit de l'État.* »...

..... « Il faut refuser absolument au Trésor l'autorisation d'effectuer des paiements en monnaie d'or, afin d'*écarter* toute possibilité de supposer que le gouvernement usera *de ce droit pour remplir ses engagements à un cours que lui-même fixera et qui sera désavantageux pour ses créanciers* »..... « Des explications du ministre des finances il ressort que la mesure projetée ne doit nullement préjuger *la direction ultérieure de notre politique financière relativement à la circulation monétaire* ».....

« Il n'est pas besoin d'expliquer quelle importance possède dans les questions relatives au crédit la façon dont l'opinion publique les envisage et combien il sera difficile de rétablir la confiance dans notre rouble crédit, une fois qu'elle aura été ébranlée. *L'intérêt de l'État et celui de la société exigent que la puissance d'achat du rouble crédit ne soit amoindrie ni en Russie, ni en Orient.* »

Ce journal fut signé par 27 membres du conseil

de l'Empire, *et dans le nombre par S. J. Witte lui-même!!*

Quelle importance S. J. Witte attache aux décisions du Conseil de l'Empire confirmées par l'Empereur et à sa *propre signature*, — on le voit par ce fait que le *6 octobre* 1895 il fit nommer une Commssion spéciale présidée par le membre du Conseil de l'Empire Goloubef pour décider la question juridique si le gouvernement a le droit de ne pas payer ses billets de crédit à leur pleine valeur or, et le 28 décembre, dans un long discours (1) prononcé à l'Assemblée Plénière du Conseil et sur lequel nous reviendrons au chapitre suivant, le même S. J. Witte qui avait signé le Journal du 6 avril expose carrément ses vues sur la dépréciation monétaire!

Son projet relatif à cette question fut déposé au commencement de mars (2). Dans ce document S. J. Witte a l'effronterie de faire valoir entre autres arguments que la situation créée par l'oukase du 8 mai 1895, qui autorise les transactions en or (en se fondant sur l'avis du Conseil de l'Empire du 6 avril, mentionné plus haut), a tranché irrévocablement la question de la dépréciation et rendu celle-ci inévitable!

C'était déjà une chose assez scabreuse en elle-même que la nomination d'une Commission spéciale chargée de décider la question de savoir en quelle

(1) « Discours prononcé par le ministre des finances dans l'Assemblée générale du Conseil de l'Empire, le 28 décembre 1895, 28 pages, nº 10, *secret* ».

(2) De la régularisation de la circulation monétaire. Chancellerie spéciale du crédit, 2e division, 1er bureau, 14 mars 1886, nº 4600. Typographie V. Kirchbaum, 84 p., signé Witte, contresigné B. Malechevsky.

monnaie le gouvernement est tenu de payer ses billets de crédit. Lorsqu'un débiteur, au lieu de solder le montant intégral d'une lettre de change se met à chercher dans le libellé de l'effet diverses échappatoires qui lui permettent, *au point de vue juridique*, de ne pas payer la totalité de sa dette, il manifeste déjà par cela même son dessein de ne pas remplir ses engagements. En appelant des avocats à son aide, il ne fait que souligner davantage encore ses intentions malhonnêtes.

La Commission réunie se partagea sur la question. Trois membres, le président, membre du Conseil de l'Empire Goloubef, le sénateur, président à la Cour civile de cassation du Sénat dirigeant, M. Markof et le procureur général à la même Cour, Borovikovsky, estimèrent que « le change des billets de crédit de l'État, institué pour les garantir, implique la livraison de la quantité de roubles indiquée sur le billet, *suivant le désir du porteur*, en monnaie d'argent (à sa pleine valeur) ou en monnaie d'or à sa valeur nominale (l'impériale comptant pour 10 roubles et la demi-impériale pour 5 roubles) ».

Par contre, quatre membres de la Commission furent d'avis que « le gouvernement a le droit d'échanger les billets de crédit contre n'importe quelle monnaie, or ou argent, *à son choix* ». Parmi ces quatre membres figurent deux employés du ministère des finances, Kaufmann et Tsitovitch, un employé du Contrôle, Piasetsky, et l'adjoint du ministre de l'intérieur, le docteur en *droit criminel*, Nekludof. L'opinion des fonctionnaires précités ne peut naturellement être considérée comme libre et il n'y a pas lieu d'en faire état. Dans une pareille question seul peut avoir une importance décisive le jugement des personnages haut placés et indépendants

qui représentent les pouvoirs judiciaire et législatif. Nous avons vu que, d'après leur avis catégoriquement formulé, le créancier porteur du billet de crédit a le droit de se le faire rembourser, *suivant son désir*, en monnaie d'or ou en monnaie d'argent à sa pleine valeur.

La meilleure preuve que je ne soulève pas une objection de fantaisie en contestant à certains membres de la Commission l'indépendance de leur opinion, c'est que le plus compétent de ces membres, le docteur en économie politique Kaufmann s'est prononcé de la façon la plus catégorique dans un sens diamétralement opposé — lorsqu'il ne faisait pas encore partie du Conseil de la Banque d'État. Dans son travail « Les projets de papier-monnaie et les finances extraordinaires » (*Recueil des Sciences Politiques*, tome VII, 1879) I. I. Kaufmann s'exprime de la manière suivante sur le projet de dépréciation monétaire de M. Goldmann, maintenant repris par S. J. Witte :

« *On peut être forcé* de laisser en souffrance tout ou partie d'une dette d'État; mais *recourir à la dépréciation monétaire dans des vues de bonne gestion financière, jamais encore on ne l'a fait et jamais aucun gouvernement ne le fera.* »

Nous avons déjà dit que le mémoire de Mansourof I démontre de la manière la plus irréfragable l'inconsistance du projet ministériel au point de vue financier et politique. Non moins catégorique et non moins convainquante est sa réfutation des systèmes juridiques par lesquels Kaufmann et autres ont essayé de prouver que le gouvernement a le droit de déprécier le rouble, c'est-à-dire de ne payer pour ses billets de crédit que les 2/3 de leur prix nominal.

Des conclusions du premier mémoire du secrétaire d'État Mansourof I nous ne citerons qu'un extrait. On est heureux de passer d'une atmosphère asphyxiante et méphitique à un air frais et pur. Aussi pour terminer l'affligeant exposé des manœuvres de Bourse, des stratagèmes législatifs et des sophismes juridiques à l'aide desquels M. Witte et ses complices s'efforcent d'entraîner pour la première fois le gouvernement russe sur la pente glissante de la banqueroute frauduleuse, nous ne pouvons mieux faire que de reproduire les paroles suivantes :

« Des penseurs de premier ordre ont signalé la grande importance qu'ont dans les questions relatives au papier monnaie les éléments psychologiques, c'est-à-dire la foi et la confiance. La même observation a été faite par tous les anciens ministres des finances de Russie, par le Comité des finances et par le Conseil de l'Empire, lesquels ont toujours exprimé la conviction qu'il fallait prévenir jusqu'à la possibilité de craintes et de conjectures touchant la variabilité du prix des billets de crédit. Et cela se comprend très bien : qu'est-ce que le crédit? *C'est l'expression de la croyance à la solvabilité du gouvernement, à son honnêteté,* à sa ferme intention de remplir strictement une promesse solennelle.

« Comment donc se défendre d'un sentiment pénible, douloureux, en voyant que l'on conseille au gouvernement de déclarer publiquement, sous le nom auguste du monarque, que sa signature ne vaut pas ce qu'elle couvre, que toute la fortune de l'État, qui garantit l'exécution intégrale de ses engagements, se trouve être impuissante et insuffisante? Est-ce que cela ne constitue pas une atteinte à la dignité du gouvernement?

« N'est-il pas clair que les autres ne vous appré-

cieront certainement pas plus haut que vous ne vous appréciez vous-mêmes?..... De la part du gouvernement la dépréciation arbitraire et publique de ses engagements serait un acte affligeant au plus haut degré. La dignité et l'honneur du gouvernement russe sont sans doute incomparablement plus précieux que les 350 millions qu'il faudrait avoir en ce moment pour pouvoir donner au fonds d'échange des proportions correspondant tout à fait au chiffre de la dette publique en roubles crédit ». (p. 101, Considérations du membre du Conseil de l'Empire, le secrétaire d'État, B. Mansourof).

Ajoutons toutefois que, pour que le gouvernement russe puisse remplir honnêtement ses engagements et rétablir le change des roubles crédit en or à leur entier prix nominal, — les réserves d'or accumulées sont plus que suffisantes. « La réalisation de la réforme monétaire est possible; elle est exécutable, même à bref délai. Mais pour consolider une fois pour toutes le cours de notre rouble, il faut une série d'opérations directement opposées à la dépréciation projetée » (1).

(1) *Où la dictature de Witte conduit la Russie.* Librairie Haar et Steinert, Paris, 1896, ch. II.

CHAPITRE II

SOMMAIRE : Le fond de la réforme monétaire proposée par M. Witte ; réticences voulues. — M. Witte dans son discours du 28 décembre dit la vérité et avoue que son but, en déclarant l'insolvabilité du Trésor, c'est de donner à la Russie la possibilité de faire une complète banqueroute en cas de guerre. — Autres aveux de ce discours; le ministre des finances lui-même réfute son rapport à l'Empereur de ce même jour et confirme le bien fondé de mes accusations. — Pitoyables arguments contre le bimétallisme. — Le système proposé par M. Witte n'est pas le monométallisme, mais le monopapiérisme. — Le but de la nouvelle réforme, tel qu'il découle de l'exposé des motifs du ministre lui-même, c'est l'écoulement du stock d'or. — Les traités de commerce de M. Witte mettent obstacle à une sérieuse réforme monétaire. — Combien de millions ont coûté à nos propriétaires fonciers les spéculations de Wyschnegradski et de Witte à la baisse du rouble crédit. — Pitoyables arguments en faveur de la dépréciation monétaire. — Witte avoue qu'il a abusé des opérations d'émission de la Banque, grâce au vague de ses statuts. — Le projet d'oukase impérial confirme que le nouveau système monétaire du ministre est en réalité le système des assignats et non le monométallisme. — Règlements proposés par le ministre pour permettre à l'or de sortir plus promptement de la Banque. — Fiasco inévitable de la réforme.

Le projet de réforme monétaire de M. Witte a soulevé dans le monde officiel comme dans le public une indignation générale et unanime. Ce projet a été soumis à une critique impitoyable dans les sociétés savantes et dans la presse.

Nous avons suivi d'assez près les discussions aux-

quelles il a donné lieu et, pour autant que le permettait la connaissance superficielle des grandes lignes du projet, nous avons, nous aussi, dans notre dernière brochure, porté un jugement très sévère sur le nouvel attentat du ministre des finances contre le crédit et la prospérité du pays. Mais après avoir lu les documents officiels rédigés par l'auteur même du projet, nous devons avouer que toutes les critiques dont il a été l'objet pâtissent à côté de l'inéluctable et impitoyable condamnation qui découle de ces documents mêmes.

Ils se composent d'un long discours prononcé le 28 décembre 1895 dans l'Assemblée plénière du Conseil de l'Empire, de l' « Exposé de l'Affaire » du 14 mars 1896, du projet d' « oukase impérial au Sénat Dirigeant sur certaines mesures pour la régularisation de la circulation monétaire », et enfin du projet de loi lui-même. Le tout occupe plus de 120 pages d'impression in-folio.

Malgré cette prolixité habituelle à M. Witte, nous doutons fort que ces documents renferment toute la vérité sur les desseins du ministre des finances.

Il y a évidemment des choses qu'il ne dit pas tout entières, des choses qu'il dissimule (1), soit dans la crainte de rencontrer une opposition plus catégorique encore, soit pour ne pas empêcher les « amis bien informés » de faire la « spéculation positive et utile », qui est au fond de tous les projets de loi et réformes de S. J. Witte. Il suffit de signaler d'abord les explications de M. Witte lui-même à la page 77 de son « Exposé de l'Affaire ».

En proposant de publier « la loi projetée sous forme d'oukase impérial », le ministre dit que « la

(1) Voir plus haut la Préface.

présente proposition de loi ne renferme pas de raisons suffisantes pour s'adresser directement du haut du trône au pays et au peuple sous forme de manifeste ». Là-dessus on ne peut qu'être d'accord avec lui. Déclarer du haut du Trône *urbi et orbi* dans un manifeste que « enfin nous avons fait faillite! » serait en effet un peu humiliant. Mais M. Witte ajoute : « *Pour d'autres causes est inopportune* (sic) *la forme d'une proposition intégrale, achevée dans toutes ses parties. Il n'y a pas lieu dans le cas donné à cette intégralité et à cet achèvement. Les considérations du projet n'embrassent ni n'épuisent tout le sujet, c'est-à-dire toute la circulation monétaire dans ses parties relatives au crédit et au métal* »..... « Dans l'ordre de la codification les considérations du projet trouveront leur place fixe principalement dans les statuts de la Banque d'État et dans le statut monétaire; elles serviront également de base à une modification correspondante des lois civiles et autres dans le sens du remplacement du calcul en roubles d'argent par le calcul en nouveaux roubles d'or » (p. 77).

Quand il s'agit d'une réforme d'une importance politique si considérable, quand sans aucune nécessité on invite le gouvernement à se déclarer en banqueroute, soi-disant pour placer « des fondements stables » sous tout l'édifice économique et financier, quand enfin le Conseil de l'Empire est mis en demeure de donner sa sanction à la *réforme* projetée et de prendre sur lui devant l'histoire la responsabitité des catastrophes qu'on déchaîne, le moins qu'on puisse exiger du ministre en pareil cas, c'est précisément l' « *intégralité* » et l' « achèvement » du projet proposé : « La première condition du succès », dit très justement B. Mansourof I (*l. c.*, p. 95), « c'est que les mesures prises par le gouvernement soient

d'une maturité incontestable et exemptes d'éléments de risque. Les mesures les plus dangereuses sont celles qui ont un caractère de radicalisme, de brutalité et de *précipitation* ». Un autre membre du Conseil de l'Empire, Von Dervies, déclare carrément qu'il n'y a pas même « lieu d'entrer dans l'appréciation détaillée du plan proposé par le ministre » (*Considérations*, etc., p. 18).

Il est hors de doute que dans sa précipitation S. J. Witte ne s'est pas encore expliqué à lui-même les détails et même le fond de la réforme projetée.

Pour les buts qu'il poursuit cela est même superflu. Mais il est évident aussi qu'il cache plusieurs choses au Conseil de l'Empire. Citons seulement un fait : Witte a commandé à la Monnaie de Paris (et peut-être ailleurs encore) la frappe d'une énorme quantité de roubles d'argent. Au dire des journaux français, la commande a été faite pour des *centaines de millions!* Périodiquement partent de Dunkerque pour la Russie des navires chargés de millions en monnaie d'argent.

Depuis le commencement de l'année, la Monnaie de Paris n'a pas cessé de travailler à la frappe des roubles russes; dernièrement elle a encore élargi considérablement son outillage, parce que, assurent les journaux, elle doit encope travailler tout l'hiver pour le gouvernement russe. Chaque rouble d'argent contient 20 grammes de ce métal au titre de neuf dixièmes de fin; et chaque tchetvertak 5 grammes au titre de 83 centièmes de fin. Pourquoi ces énormes quantités de roubles d'argent, étant donné la prochaine introduction de l'étalon d'or, et à quel prix le Trésor a-t-il acheté la masse d'argent nécessaire? Quelles spéculations « utiles et positives » des « amis bien informés » de M. Witte se cachent derrière ces

commandes? Mais, surtout, pourquoi le ministre des finances qui dans sa proposition détaille à plusieurs reprises la composition du futur fonds d'échange, garde-t-il un silence obstiné sur la quantité de roubles d'argent qui entreront dans cette caisse? A quoi bon ces réticences, ces cachoteries, quand il s'agit d'une question qui ne peut être tranchée qu'à l'aide des chiffres?

Malgré ces omissions voulues, le projet de M. Witte, les motifs sur lesquels il s'appuie et le discours prononcé par le ministre le 28 décembre 1895 dans l'Assemblée générale du Conseil de l'Empire, présentent un haut intérêt tant au point de vue politique en général que sous le rapport purement psychologique. Dans aucun de ses innombrables projets la psychologie ou, plus exactement, la psychopathie (1) de notre ministre des finances ne s'est manifestée d'une façon aussi palpable que dans les documents précités.

Les manies de grandeurs, le retour verbeux à quelques idées fixes, l'aversion idiosyncrasique pour la vérité, l'atrophie du sens moral, tous ces symptômes, — avant-coureurs d'une paralysie générale progressive se révèlent avec une netteté et un relief extraordinaires dans le discours du ministre et dans son « Exposé de l'Affaire ».....

La hâte que met S. J. Witte à réaliser sa réforme « incomplète » et « inachevée » a involontairement frappé tout le monde. Dans son discours du 28 décembre M. Witte a enfin avoué le véritable but de la réforme et ce faisant il a du même coup expliqué pourquoi il était si pressé. *Le but de la réforme c'est*

(1) Pour le malheur de la Russie, ce psychopathe est encore mené par un névropathe ataxique, Rothstein!

de donner à la Russie, en cas de guerre, la possibilité de se déclarer en faillite.

« *Sans craindre le paradoxe* », *dit-il* (1), « *on peut dire que la possibilité, dans un moment de pénible épreuve nationale (guerre), de désorganiser son système monétaire pour obtenir les ressources nécessaires, est un bien immense que toute grande nation doit conserver jalousement, comme le plus précieux trésor national.* »

Enfin est échappé à M. Witte le véridique aveu du but secret de son dernier projet et, — ajoutons-le en passant — de la plupart de ses autres projets de loi !

Possédant un stock d'or de 700 millions de roubles, la Russie, en cas de guerre, pourra cette fois se passer de ces émissions extraordinaires de billets de crédit qui, d'après les explications détaillées du même Witte, ont tant contribué à la désorganisation de notre système monétaire. Ainsi la Russie sera cette fois privée « *du bien immense que toute grande nation doit conserver jalousement comme le plus précieux trésor national!* Pour » notre grand homme d'État 700 millions de roubles métalliques ne constituent pas un fonds de guerre. On peut les gaspiller en toute tranquillité. Par contre « *il est de la plus urgente nécessité de rendre au pays l'inestimable fonds de guerre* » (p. 19), qui consiste dans « la possibilité de désorganiser son système monétaire au moment d'une pénible épreuve nationale » !

L'horizon politique s'assombrit fort en Orient. La Russie sera peut-être bientôt forcée d' « engager la lutte pour sa dignité internationale », ainsi que s'exprime M. Witte lui-même ; et comme cette guerre sera de celles qui « ne sont pas une source d'enri-

(1) P. 18 du Discours du 28 décembre (Voir plus haut p. 42).

chissement gouvernemental et national pour un des partis » (p. 37), le patriote Witte s'empresse de nous imposer une réforme monétaire qui, bien que n'étant « ni intégrale, ni achevée », nous débarrassera indubitablement dans le plus bref délai de nos réserves d'or et en retour nous donnera la possibilité de nous déclarer en faillite, conformément à toutes les règles de l'économie politique spéciale de Gourief et de Talitsky.

Cet aveu sincère, que notre ministre des finances a laissé échapper dans un accès d'éloquence le 28 décembre, n'a pas été pour nous personnellement une surprise : en avril 1893 (1) et depuis dans toutes les études consacrées aux exploits de notre héros, nous soutenions que la banqueroute en temps de guerre était à la fois le but final et l'issue inévitable de son système financier. « Il est même tenu de la provoquer (la guerre), ne fût-ce que pour rejeter sur elle la banqueroute de sa politique financière », écrivions-nous en février (2), sans nous douter que deux mois auparavant M. Witte avait déjà laissé échapper cet aveu dans un discours « secret » (*sic*) prononcé par lui à l'Assemblée générale du Conseil de l'Empire! « Le fait que le ministre des finances », dit le membre du Conseil de l'empire Von Dervis, « revient obstinément, à plusieurs reprises, dans ses discours et propositions sur la nécessité de la réforme projetée, précisément parce qu'il prévoit que dans des moments de gêne la Russie pourra encore être inondée de monnaie impossible à changer, prouve que lui-même ne compte pas sur un succès sérieux et durable ».

(1) Voir *M. Witte et les finances russes*, p. 13, etc.
(2) *Où la dictature de Witte, etc.*, ch. III.

M. Witte propose à la Russie de se déclarer insolvable pour avoir en cas de guerre la possibilité de faire banqueroute ! Voilà le fond de l'aveu du ministre des finances.

Du reste, depuis le commencement jusqu'à la fin, ce discours de M. Witte est rempli d'aveux semblables qu'on dirait faits exprès pour confirmer mes principales accusations contre sa politique financière. Nous ne pouvons pas passer sous silence ces aveux. Les accès de franchise sont chez M. Witte extraordinairement rares. Il n'en ont que plus de prix.

Nous avons plusieurs fois démontré que les brillants tableaux de notre situation financière et économique, tracés par M. Witte dans ses rapports à l'Empereur, ne correspondent nullement à la vérité. Ils ne sont destinés qu'à induire le souverain en erreur et à jeter de la poudre aux yeux du public. Dans son discours M. Witte confirme pleinement cette assertion. Payant avec la modestie propre aux mégalomanes un juste tribut d'éloges aux résultats qu'a obtenus son « énergique et obstiné travail guidé par une pensée créatrice » (1), M. Witte s'exprime de la manière suivante : « On ne peut justifier un fait si triste (le cours forcé des roubles de crédit) *que par la faiblesse financière et économique*, qu'on ne réfute nullement quand on signale les brillants (*sic*) résultats de l'exécution des budgets de l'État ».....

Voilà déjà quatre ans que nous ne cessons d'affirmer aussi la même chose, prouvant que les résultats prétendus brillants sont obtenus uniquement par des artifices de comptabilité et par la dissimulation des déficits, soit directement à l'aide d'emprunts, soit au

(1) P. 1 du Discours.

moyen de sommes disponibles, c'est-à-dire de reliquats d'emprunts antérieurs (1).

« A cette observation », continue M. Witte, « il n'est que trop facile de répondre par une question absolument topique ; pourquoi donc la brillante situation financière ne donne-t-elle pas au pays les moyens de liquider le triste héritage des temps de calamités et d'épuisement des ressources financières? *Pourquoi donc n'a-t-on pas les moyens de remplir les engagements assumés par le Trésor de l'État?* »

Ajoutons que ces tristes vérités, M. Witte les proclamait le 28 décembre 1895, c'est-à-dire le jour même où, dans son rapport à l'Empereur sur le budget de l'État, il chantait des hymnes enthousiastes à la puissance financière et économique de la Russie! Il est vrai qu'à la différence du discours, imprimé *secrètement*, le rapport était destiné à la publicité, c'est-à-dire au public que S. J. Witte tient en profond mépris : « *L'immense majorité de notre public ressemble sous ce rapport aux aveugles-nés (!); il supporte sans murmurer les coups quand ils l'atteignent parce que l'habitude d'accuser et de critiquer le gouvernement n'existe pas encore dans notre population* » (p. 4, du Discours). Pourtant M. Witte oublie que son rapport du 28 décembre était destiné aussi au souverain, vis-à-vis de qui il ne sied pas de mentir.

Un abus que nous avons plus d'une fois blâmé dans nos budgets d'État, c'est l'évaluation continuelle de toutes les dettes métalliques conformément aux fluctuations du cours du rouble crédit. « Ces calculs annuels de la dette métallique en dette papier », écrivions-nous déjà dans le *Bilan de la gestion finan-*

(1) *Où la dictature de Witte, etc.*, ch. I.

cière de Wyschnegradski (p. 2), « vu la valeur variable du rouble crédit, non seulement n'ont aucun sens précis, mais sont, au contraire, un des procédés de comptabilité à l'aide desquels on peut jouer sur les chiffres, cacher la vérité et embarrasser le contrôle, etc. » Le 28 décembre S. J. Witte a entassé tant de mensonges dans son rapport spécialement destiné à réfuter mes accusations qu'il a évidemment senti, sous forme de réaction, le besoin de faire du moins dans son discours quelques aveux véridiques. Dans les paragraphes « vague des mouvements du métal et du papier dans le budget de l'État » et « vague du chiffre de la dette publique », il reconnaît la justesse de la condamnation portée par moi contre les supputations signalées plus haut qui sont « une cause additionnelle, factice d'accroissement pour les roulements de fonds publics » et qui ne nous permettent pas de connaître « avec exactitude à combien s'élève la dette de l'État, par quel chiffre précis elle s'exprime » (p. 15 du Discours de M. Witte).

Terminons encore par deux aveux que M. Witte a laissé échapper le 28 décembre. Dans son rapport de ce même jour il assure à l'Empereur que « le jeu de Bourse sur le cours du rouble crédit a été supprimé, ce qui lui garantit la fermeté et la stabilité requises. » Dans le chapitre précédent, les rapports de Wyschnegradski publiés par le ministre des finances nous ont montré en quoi a consisté cette « suppression de jeu de Bourse » : nos ministres eux-mêmes ont depuis 1890 systématiquement joué à la baisse du rouble crédit. Du moins « la fermété et la stabilité requises » ont-elles été obtenues par ce jeu criminel, ainsi que l'assure le rapport de M. Witte?

Pas du tout : le même 28 décembre, M. Witte lui-même répond négativement. A la page 21 de son discours il proteste avec énergie contre « l'appréciation exagérée de la portée qu'on attribue à la stabilité du cours obtenue par nous... On ne peut pas se contenter d'un état de choses où il faut employer toutes ses forces pour tenir l'*ennemi* à distance respectueuse... sachant que l'*ennemi* se trouve armé de toutes pièces, toujours en garde... Si même nous avons réussi à nous retrancher et à paralyser la *force ennemie*, il ne s'en suit pas que nous nous soyons assuré une tranquillité complète. L'état de siège perpétuel ne comporte pas une telle tranquillité et la circulation monétaire qui réclame une protection et une défense artificielle de tous les instants ne peut créer une *base stable* ».....

Ainsi M. Witte lui-même donne encore un démenti à son propre rapport. Mais le tableau guerrier ci-dessus qui représente notre ministre élevant, sous la conduite de son chef d'état-major Rothstein, des retranchements pour repousser les assauts de l'ennemi, est encore instructif à un autre point de vue.

Nous avons vu, par les aveux mêmes de S. J. Witte que tous ses efforts avaient été dirigés vers la *baisse* du cours de notre rouble crédit. Certains membres du Conseil de l'Empire, dans leurs répliques, le lui ont vivement reproché. Von Dervis s'est élevé avec une énergie particulière contre ce jeu criminel dans son mémoire du *27 mars 1896*, postérieur, par conséquent, aux révélations de S. J. Witte sur les agissements identiques de son prédécesseur. De nos jours, *au contraire* (1) », écrit

(1) Avant ce passage le mémoire cite les jugements de

von Dervis (p. 15), « après avoir réussi *par deux années d'efforts obstinés*, en 1890 et 1891, *à faire baisser le cours du rouble crédit dans des proportions énormes* (d'environ 18 0/0), le ministre des finances depuis quatre ans ne s'applique plus qu'à *le maintenir à ce bas niveau* et, enfin, l'ayant fixé en 1895 au taux actuel de 7 r. 40 kop. pour une demi-impériale, il se hâte, sans que l'état du marché l'exige aucunement, mais de sa propre initiative, de l'*abaisser encore de 10 kop.* par demi-impériale, déclarant à qui veut l'entendre que s'il fait cela, ce n'est nullement sous l'influence d'une pression extérieure, mais uniquement pour la commodité des calculs, sans même songer qu'en dehors de la facilité des calculs *il y a encore la question du crédit et de la dignité du gouvernement* ».....

L' « ennemi » et les « forces hostiles » contre lesquelles S. J. Witte élevait des retranchements, c'étaient donc les gens qui cherchaient à relever le cours du rouble crédit ! Dans le tableau de bataille peint avec de si vives couleurs par le ministre des finances, lui et son prédécesseur prennent ainsi place à la tête des adversaires « du crédit et de la dignité du gouvernement » ! Voilà déjà cinq ans que je m'évertue à prouver cette vérité qui crève les yeux !

M. S. Witte a prononcé son discours pour établir la nécessité de déprécier le rouble. Voulant justifier le gouvernement russe du reproche de ne pas trouver « *les moyens de remplir les engagements assumés par le Trésor public* » (Voir plus haut), M. Witte propose à ce gouvernement de *déclarer le Trésor pu-*

Cancrine et de Speransky, reproduits par nous dans le premier chapitre.

blic insolvable et de ne payer que les deux tiers de ses dettes ! Cette « pensée créatrice » n'est pas neuve : « *Se jeter à l'eau pour éviter la pluie* » — il y a beau temps que le légendaire Gribouille a trouvé cela.

In cauda venenum! La conclusion du discours du ministre des finances répond sous tous les rapports au caractère de sincérité inconsciente dont toute cette harangue est pénétrée. « Je me suis cru tenu d'exprimer au Conseil de l'Empire ma manière de voir sur ce sujet pour avoir, du moins, par devers moi, la conscience tranquille (la conscience de Witte ! c'est immense ! comme disait Daubray) d'un homme à qui ne peut, dans l'avenir, incomber la responsabilité de ce dont non seulement il n'est pas coupable, mais de ce qu'en son temps il a cherché de toutes ses forces à écarter. »

Ici encore le calcul du ministre des finances est clair et simple : ou le Conseil de l'Empire approuvera son projet de loi et quand aura lieu l'inévitable fiasco de la réforme, il rejettera toute la responsabilité sur le Conseil qui l'aura approuvée, le confirmant ainsi dans son optimisme. Ou le Conseil de l'Empire repoussera la réforme, et lorsqu'arrivera le moment où doit fatalement s'écrouler tout le système financier de notre ministre, il s'en prendra encore au Conseil de l'Empire, coupable de lui avoir refusé « son bienveillant concours » juste au moment où il se disposait à « placer des fondements stables » sous ce système. Le calcul du ministre est d'une naïveté enfantine? Mais est-ce que toutes les « pensées créatrices » de M. Witte et le projet même pour la consolidation du système monétaire sont moins naïfs? Personne plus que M. Witte n'est convaincu que tout l'édifice fondé par lui sur l'imposture, l'extravagance, l'agiotage et la rapine doit tôt

ou tard (1) s'écrouler et aboutir à une catastrophe. Dans son discours, lui-même parle de ces dangers du terrain mouvant sur lequel il se prépare à » placer des fondements stables ».. En général, quand il faut « placer des fondements » sous un édifice achevé, cela prouve déjà que ledit édifice a été bâti à la légère, uniquement pour les dehors, et qu'il menace ruine.

L'année dernière, M. Witte s'est efforcé de nous entraîner dans une guerre avec le Japon en partie « pour rejeter sur elle la banqueroute de sa politique financière (2) ». Maintenant, il obsède avec son informe projet le Conseil de l'Empire, en lui mettant presque le couteau sous la gorge, afin de rejeter la responsabilité de cette banqueroute sur le refus probable du projet !

Il est même fort possible que M. Witte profitera volontiers de cet échec pour quitter le ministère des finances et laisser à son successeur la tâche difficile de liquider le gâchis dont il est l'auteur. Avec d'autres honnêtes acquisitions, M. Witte conservera ainsi, aux yeux de ses *chers* adorateurs, la réputation de grand financier !...

En lisant l' « Exposé de l'Affaire », on se demande malgré soi si le ministre des finances lui-même prend au sérieux ses propositions pour la régularisation de notre circulation monétaire. L' « Exposé de l'Affaire » est si superficiel, les conclusions en sont si frivoles et le projet même correspond si peu à l'énoncé des motifs, qu'on pourrait le remplacer par n'importe quel projet, ce dernier fût-il même au

(1) Son complice Rothstein assure, à qui veut l'entendre, que la tragi-comédie de M. Witte peut encore durer trois ans

(2) *Où la dictature de Witte, etc.*, ch. III.

fond complètement opposé à celui de M. Witte, — sans changer un iota à l' « Exposé ».

Examinons les principaux *motifs* du projet. Si notre circulation monétaire est désorganisée, toute la faute, suivant M. S. Witte, en est au gouvernement. Cela n'est vrai qu'en partie et même ne l'est pas du tout dans le sens où le ministre des finances cherche à le démontrer. Assurément, la guerre de Crimée, et surtout la dernière guerre d'Orient, n'ont pas peu contribué à la baisse du cours du rouble crédit. Mais bien plus coupable est le gouvernement de souffrir à la tête de notre département des finances des hommes qui, exprès et en connaissance de cause, minent le crédit du pays et travaillent systématiquement à faire baisser le cours des roubles crédit, des hommes capables de déclarer dans l'Assemblée plénière du Conseil de l'Empire, que « la possibilité de désorganiser son système monétaire » est « un bien immense » et « le plus précieux trésor national » (Voir p. 52.)

M. Witte se trompe également quand il prend notre infériorité économique et financière par rapport aux autres pays, pour une *conséquence* de la mauvaise circulation monétaire (1).

Avant la guerre de Crimée notre système monétaire était très solide ; cependant notre développement économique se trouvait à un niveau bien plus bas encore. M. Witte confond ici la *cause* avec l'*effet*.

Notre mauvais système monétaire est avant tout la conséquence forcée d'un état économique arriéré.

La meilleure preuve en est l'amélioration de notre marché monétaire, qui accompagna toujours chez

(1) « Exposé de l'affaire », p. 7 et suiv.

nous les belles récoltes et le relèvement économique général.

En parlant ainsi, nous ne nions pas, bien entendu, l'influence nuisible que l'état déplorable du système monétaire exerce à son tour sur la vie économique. Tout ce que dit M. Witte à ce sujet est parfaitement vrai. Il ne fait d'ailleurs que répéter ici, en l'amplifiant (p. 9-11), ce que nous-même avons exprimé dans notre mémoire sur la gestion financière de Wyschnegradski (p. 16 et suiv.)

Nous avons déjà parlé dans le chapitre précédent de la commission nommée pour trancher, au point de vue purement juridique, la question du change des roubles crédit. La conclusion des représentants supérieurs de notre magistrature a été que le choix entre l'or et l'argent pour le change appartient, en vertu de notre législation, au *porteur* et non au *Trésor.* M. Witte consacre quatre pages à cette question et dit que « le ministre des finances trouve difficile (*sic*) de se ranger à l'opinion que le manifeste de 1843 a laissé aux porteurs le choix de la monnaie en laquelle s'effectue le change des billets de crédit » (p. 18). Il est tout naturel que le ministre incline en faveur de la thèse contraire, émise au sein de la commission par trois de ses employés qui l'ont soutenue à son instigation. Mais en revanche on ne voit pas du tout par quel processus logique M. S. Witte infère de la « *difficulté* » mentionnée plus haut que « la fixation du cours du rouble crédit à son niveau actuel... n'est pas une *dévalvation !* » (p. 18).

Ayant calmé par cette conclusion sa conscience scrupuleuse, le ministre des finances passe ensuite en revue les différents moyens d'opérer la dépréciation. Le change des roubles crédit en argent, il le déclare impossible, attendu que les roubles d'argent

« sont dépréciés de 25 0/0 de plus que les roubles crédit ». *M. Witte oublie d'ajouter que lui-même a conçu l'idée extravagante d'abaisser le cours du rouble d'argent de 25 0/0 au-dessous du rouble crédit.*

Même dans les pays où l'étalon d'or seul existe légalement, comme par exemple en Angleterre, en Allemagne, etc., la *monnaie* d'argent, comme telle, n'a rien perdu de sa valeur d'échange par la diminution du prix de l'argent comme *métal.* Si, à Berlin ou à Paris, un ministre s'avisait soudain de porter à la connaissance du public que les thalers ou les pièces de cinq francs ne seront plus reçus par le Trésor qu'avec une perte de 25 0/0 sur leur valeur nominale, son cas serait immédiatement déféré à la Faculté de médecine. Et chez nous, dans un pays où règne le bimétallisme, M. Witte a pu impunément commettre une telle énormité (1), et maintenant il y puise même un argument contre la possibilité de changer en argent les roubles crédit?

A la question si complexe de choix entre le bimétallisme et le monométallisme, M. Witte consacre juste trois pages!

Pour prouver le « danger du bimétallisme » il invoque deux arguments. Le premier, c'est que « malgré des efforts réitérés, surtout de la part du gouvernement des États-Unis, toutes les tentatives de lui donner une réalisation pratique sous quelque forme que ce fût n'ont eu aucun succès » (p. 23). Pour apprécier exactement la valeur de cet argu-

(1) Ce fut seulement lorsque, dans une brochure, *Les Finances russes, etc.*, p. 64, j'eus appelé l'attention sur ce fait criant, que M. Witte se décide à rapporter cette mesure.

ment, il suffit de se rappeler que tout dernièrement l'élection présidentielle aux États-Unis roulait sur la question du bimétallisme et que Bryan, qui s'était engagé à rétablir la frappe-libre de l'argent, a failli être élu; qu'en France le président du conseil des ministres, M. Méline, est bimétalliste, que dans le Reichstag allemand le ministère s'est vu forcé dernièrement de promettre le retour de l'Allemagne au bimétallisme, dès qu'il serait possible d'arriver à une entente internationale sur cette question, et enfin qu'en Angleterre un des membres les plus influents du cabinet, le *leader* de la Chambre des communes, Balfour, s'est déclaré bimétalliste!

Le seconde argument de M. Witte contre le bimésallisme est plus bizarre encore : « Les données de la Banque de France montrent qu'à la fin de 1876, il se trouvait dans son fonds d'échange pour 1,530 millions de francs d'or et pour 638 millions de francs d'argent; or, à la fin de 1880... après quatre années où l'on s'était insuffisamment garanti contre l'action du bimétallisme (?) le même fonds contenait pour 564 millions d'or... et pour 966 millions d'argent... La Banque de France a dû ensuite prendre des mesures énergiques pour grossir de nouveau son stock d'or, qu'elle a porté à près de 2 milliards, mais le stock d'argent, maintenant encore, atteint chez elle près de 1,250 millions de francs. *Donc* (sic) *la réforme du système monétaire est irréalisable aussi sur le terrain du bimétallisme* » (?) Ainsi de ce que la quantité d'or à la Banque de France est tombée de 1,530 millions de francs en 1876, à 564 millions en 1880 et a atteint 2 milliards en 1896, il s'en suit que la Russie ne peut pas réaliser la réforme monétaire sur le terrain du bimétallisme!

C'est de la déraison pure! M. Witte a voulu

évidemment faire étalage devant le Conseil de l'Empire des renseignements que lui avait fournis la Chancellerie de Crédit,— mais il n'en a pas compris le sens.

Ce n'est pas ici le lieu d'entrer dans une appréciation comparative des deux systèmes monétaires. Signalons seulement deux faits : l'étalon d'or unique a pour champion les banquiers, c'est-à-dire les marchands d'or et les représentants de la grande industrie (Grossendustrie), — tandis que le retour au double étalon est partout réclamé avec insistance par les représentants des intérêts agricoles. L'Angleterre, pays purement industriel, a réussi à concentrer dans ses mains le marché universel de l'or ; seule elle résiste encore à l'entente internationale qui a pour but de réagir contre l'avilissement de l'argent. Faut-il encore après cela montrer quel système monétaire convient le mieux *en principe* à un pays exclusivement agricole comme la Russie, à un pays dont les produits fabriqués ne trouvent guère d'écoulement que sur les marchés asiatiques où l'argent est la seule monnaie reconnue? Il est donc prématuré d'imposer le monométalisme à un pays dont le système monétaire repose sur le bi-métallisme, au moment où un accord international en faveur du bi-métallisme devient assez probable, à un pays dont la population même préfère l'argent auquel elle est habituée et ne connaît la monnaie d'or que par ouï-dire !

Seul est capable d'une pareille légèreté M. Witte qui, par sa réforme monétaire, ses traités de commerce, ses expériences socialistes et en général par toute sa politique financière, poursuit ou vertement des buts anti-gouvernementaux et anti-nationaux.

Aux bienfaits de l'étalon d'or unique M. Witte

dans son « Exposé de l'Affaire » consacre moins d'une page. Il n'a trouvé qu'un seul argument pour le défendre : « Ce fondement (c'est-à-dire celui du nouveau système monétaire) *doit* être l'or, parce que seul il *peut* (1) l'être, possédant les qualités et vertus nécessaires pour cela »..... « Autrefois on lui contestait cette situation et non seulement l'argent, mais aussi la terre et même le blé étaient reconnus comme la meilleure mesure de toute valeur. A présent on ne peut plus dire cela » (p. 34).

En présence de raisons si convaincantes comment le Conseil de l'Empire peut-il encore hésiter?

Mais ce n'est pas tout. Le plus beau du nouveau système monétaire de M. Witte c'est son mode de réalisation : *En fait ce système monétaire n'est pas du tout le monométallisme, mais purement le monopapiérisme, c'est-à-dire le système des assignats.* « *Les ordonnances et arrêtés de 1895, dit M. Witte, se rencontrent en un point :* tous ils établissent ou supposent le rapport de la monnaie d'or non à « la monnaie fondamentale de l'Empire », — non à l' « unité monétaire russe » — au rouble d'argent, — *mais à une toute autre espèce de monnaie gouvernementale russe et à une autre unité monétaire : aux billets de crédit et au rouble crédit* » (p. 54).

Le monométallisme d'or prenant pour unité monétaire le billet de crédit ! Quelle insondable absurdité !

Que le lecteur ne pense pas que les paroles citées soient le résultat d'un malentendu. Il n'en est rien. Nous verrons encore plus loin que dans le projet d'« oukase impérial » comme dans le projet de « règlements pour la régularisation de la circulation monétaire » est systématiquement développé ce sys-

(1) En italiques dans le texte.

tème prétendument monométallique dans lequel le rouble crédit est pris pour unité « avec obligation pour tous de le recevoir à tous payements, avec prédominance sur la monnaie sonnante, même dans les cas où, par exemple, les clauses du marché stipulent que le payement sera effectué en espèces sonnantes » (p. 55 de l'Exposé de l'Affaire).

L'introduction du nouveau système monétaire n'est, dans la pensée de M. Witte, qu'un *moyen de rétablir le change*. Ce dernier est lui-même le véritable *but* de toute la réforme.

Nous ne démontrerons pas au ministre des finances cette vérité élémentaire que le change pris en soi ne peut pas être le *but* du système monétaire, mais seulement la *sanction* de sa régularité et de sa fermeté. Bornons-nous à examiner les motifs qui lui font juger nécessaire la dépréciation, c'est-à-dire le change du rouble-crédit au cours de 66 2/3 kop. or et non à son prix nominal. « Lors même que le gouvernement », dit-il, « se découvrirait des sources d'or assez abondantes pour pouvoir changer les roubles crédit contre des roubles d'or valant le cinquième de la demi-impériale, il ruinerant la population avec ses roubles tout comme il le ferait par le change des roubles crédit en roubles d'argent discrédités » (p. 22).

De toutes les idées absurdes émises par M. Witte dans son Exposé, celle-ci est incontestablement la plus inepte, la plus fausse. Elle aurait encore quelque vraisemblance s'il la motivait par la perturbation que le rétablissement du change du rouble crédit au prix nominal, — surtout opéré brusquement, — pourrait produire dans notre commerce extérieur. Mais l'auteur des malencontreux traités de commerce avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, malgré son

cynisme habituel, n'a pas osé toucher dans son Exposé à ce thème délicat pour lui. Nous reviendrons encore à ce côté de la question, qui exige une très sérieuse attention dans l'examen de toute réforme monétaire en Russie. Occupons-nous, avant tout, des motifs de M. Witte.

« Toutes les évaluations actuelles du rouble crédit, dont la valeur du cours n'est que de 17,424 *dolias* d'or pur, se trouveraient être trop hautes comparativement au rouble d'or qui vaut le cinquième d'une demi-impériale — de même que les évaluations des roubles crédit seraient trop basses par rapport au rouble d'argent déprécié. Dans toute l'économie nationale; devrait s'opérer une estimation nouvelle de tous biens meubles et immeubles, de tous les revenus, de tous les salaires, de toutes les sommes d'argent susceptibles de changement, afin de les mettre en harmonie avec une unité monétaire dont la valeur se serait accrue... Dans de telles conditions, le remplacement du rouble crédit par un rouble d'or, beaucoup plus précieux que lui et valant le cinquième de la demi-impériale, produirait la révolution la plus radicale et la plus ruineuse pour la fortune publique » (pp. 22-23).

En laissant pour le moment tout à fait de côté les engagements commerciaux et autres de la Russie avec. l'étranger, on peut dire hardiment que *tout est faux dans cette argumentation du ministre des finances*. L'augmentation de la valeur intérieure du rouble crédit ne nécessitera aucune évaluation nouvelle ni des biens, ni des salaires, ni des créances, attendu qu'*au dedans* de la Russie, nonobstant l'augmentation de la valeur intérieure du rouble crédit, tous les comptes, toutes les estimations continueront à se faire en prenant la rouble pour unité.

Supposons que le Trésor ne se soit nullement engagé à aquitter en or le prix du rouble crédit et qu'un beau matin un manifeste du tsar notifie à toute la population qu'à l'avenir le Trésor paiera pour un rouble crédit non pas 17,424 *dolias* (1) d'or, mais le cinquième d'une demi-impériale. Cette munificence du souverain serait accueillie avec transport par le peuple tout entier, car chacun, en échangeant son salaire contre une plus grande quantité d'or, aurait la possibilité de se procurer sur le marché international, en retour de cet or, des valeurs ou des marchandises dans une proportion de 33 1/3 0/0 plus forte qu'auparavant. Sur les marchés russes et dans les transactions à l'intérieur, les évaluations ne seraient nullement modifiées, — de même qu'elles ne l'ont pas été par toutes les fluctuations qu'a subies le cours du rouble crédit, — quoique ces variations aient parfois dépassé en un court laps de temps 33 0/0 de la valeur or du rouble crédit. Ainsi, en mars 1888, 100 roubles étaient cotés 162 marks; en septembre 1890, ils ont valu 267 marks. Si la thèse soutenue par M. Witte était vraie, l'évaluation de tous les biens meubles et immeubles de la Russie aurait dû être refaite des dizaines de fois dans le cours de ces deux années!

Au contraire, le manifeste impérial annonçant tout à coup que désormais le Trésor ne donnera que 17,424 *dolias* d'or pour chaque rouble crédit, au lieu de payer, *comme il le doit, le cinquième d'une demi-impériale,* sera accueilli par un concert de murmures et soulèvera un mécontentement universel, non seulement parce qu'une pareille déclaration de l'insolvabilité de l'État blessera le sentiment patrio-

(1) Dolia est la 96e partie d'un zolotnik, égal lui à 4,266 grammes.

tique du public, mais encore parce que sans même être économiste, chacun comprendra que toute la propriété mobilière et immobilière de la Russie, tous les salaires et tous les traitements ont perdu *sans retour* 33 1/3 0/0 de leur valeur. Le ministre des finances en a vu une preuve palpable dans l'indignation et l'émoi provoqués dans toute la Russie par les seuls bruits de la prochaine dépréciation du rouble. Et pourtant ces bruits étaient encore très vagues. Que sera-ce, quand le public connaîtra les détails du projet insensé et odieux qui tend à amener l'appauvrissement général? « Je suis enchanté de la dépréciation monétaire : elle amoindrira les capitaux » (1), a dit un des rares défenseurs convaincus de ce projet, « un homme qui s'est beaucoup occupé des questions financières et économiques. » Pour le ministre socialiste tel est, à n'en pas douter, le principal motif de toute l'entreprise. Dans notre dernière brochure (ch. II et III), nous avons donné assez de preuves des tendances de M. Witte à ruiner ce que ses Gourief appellent la Russie capitaliste, pour ne pas revenir ici à cette question (voir ch. III).

Avouons seulement que sa réforme monétaire, bien que n'étant « pas intégrale » et « pas achevée », atteindra incontestablement le but visé par le ministre...

S'appuyant sur l'exemple de la dette publique en roubles papier, M. S. Witte s'ingénie à montrer combien serait ruineux pour les débiteurs le change des roubles contre de l'or à son prix nominal. Cet exemple prouve on ne peut mieux la faiblesse de la thèse ministérielle. Le paiement de la dette papier en roubles ayant leur pleine valeur ne présentera pas la moindre difficulté pour le Trésor et n'exigera aucun sacrifice, attendu que le Trésor recevra ses revenus

(1) Voir le *Nouveau Temps* du 10 avril 1896.

en roubles crédit ayant aussi toute leur valeur or en roubles d'or. La somme annuelle qu'il paiera sous forme d'intérêts pour les trois milliards de la dette papier ne grèvera donc pas le budget d'un seul kopeck. On peut en dire autant de toutes les dettes *privées intérieures*.

En revanche, le rétablissement du change du rouble crédit en or à sa valeur nominale sera extrêmement profitable aux particuliers comme au Trésor, en ce qui est du paiement de leurs dettes *extérieures*. Et il est on ne peut plus facile de le prouver par l'exemple de la dette publique, métallique, s'entend. D'après le calcul de M. Witte lui-même, avec le cours actuel du rouble crédit, le Trésor perd chaque année dans le paiement des intérêts de cette dette 46 millions de roubles. Le rétablissement de la valeur nominale du rouble crédit fera donc faire immédiatement au Trésor l'économie annuelle de cette somme. Toutes les sociétés d'actionnaires qui paient leurs coupons en valuta d'or feront aussi une économie analogue.

Calculée en roubles crédit, la dette métallique de la Russie s'élève actuellement au chiffre approximatif de 4 milliards. Avec le rétablissement de la valeur nominale du rouble crédit, *elle subira spontanément une réduction d'un milliard!* Les particuliers verront s'abaisser dans la même proportion le chiffre des engagements pécuniaires qu'ils ont contractés en valuta métallique.

En supposant même l'impossible, en admettant que la réforme monétaire proposée par M. Witte s'accomplisse dans les conditions les plus favorables, à savoir, que le Trésor soit désormais en état de maintenir le change du rouble crédit au taux fixé par M. Witte, de 66 2/3 kop. par rouble, que, par conséquent, le rouble crédit ne tombe plus jamais

au-dessous de cette norme, — alors la perte annuelle de 46 millions subie par le Trésor se répètera invariablement dans le cours des 75 années qui restent approximativement jusqu'à l'extinction de la dette métallique *actuelle,* c'est-à-dire que *pour cette période le Trésor paiera certainement un excédant de trois milliards et demi de roubles!* La *dévalvation* monétaire de M. Witte aura la même action désastreuse sur toutes les dettes privées en valuta d'or!

Telles seront les pertes certaines, consolidées, si la réforme de M. Witte *réussit.* Mais quelles seront les pertes du Trésor et du public avec le fiasco de cette réforme, c'est-à-dire avec la baisse nouvelle et cette fois irrévocable que subira inévitablement le rouble crédit dès qu'on en suspendra le change, même fixé au cours de 66 2/3 kop. par rouble? Or, dans le Conseil de l'Empire comme en dehors de cette Assemblée, personne ne doute que très peu de temps après l'introduction de la réforme monétaire le gouvernement ne soit fatalement placé devant le dilemme suivant (1) : *ou permettre au stock d'or d'aller à l'étranger pour n'en plus revenir, ou suspendre le change. Dans un cas comme dans l'autre, le cours du rouble crédit tombera au plus bas!*

Plus sérieuses sont les craintes que le rétablissement du change du rouble crédit puisse, au moins tout d'abord, amener une certaine perturbation dans notre commerce extérieur.

M. Witte, comme nous l'avons déjà dit, n'insiste pas particulièrement sur ce côté de la question. Auteur de nos traités de commerce avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, M. Witte a mis la Russie dans

(1) Comme cela est arrivé en 1863 lorsque Reutern a tenté de rétablir le change.

la nécessité de maintenir le cours de ses roubles *à un niveau bas* pour paralyser quelque peu les conséquences désastreuses de ces conventions. Selon la remarque parfaitement juste du secrétaire d'État Mansourof I, Witte, en concluant de pareils traités et en voulant en même temps consolider notre système monétaire, « poursuit ainsi deux buts qui s'excluent l'un l'autre » (l. c. p. 102), attendu que « la première condition pour une sérieuse réforme monétaire est le relèvement des cours ». Examinons de plus près l'influence des cours bas sur notre vie économique et nous verrons qu'en réalité rien n'est plus faux et plus funeste de la part des hommes d'État que la tendance à asseoir le développement de l'industrie ou la prospérité de l'agriculture sur la base d'un système monétaire désorganisé. « Les défenseurs des prétendus avantages qu'offre pour la Russie le cours bas du rouble crédit », écrivais-je déjà en 1892, « oublient une circonstance qui prouve incontestablement l'inconsistance de leur doctrine, — c'est que les fléchissements des cours coïncident toujours avec les années de calamités publiques (guerres, famines, épidémies, etc.) et les relèvements des cours avec la prospérité économique du pays » (1). Il y a trois ans, je disais encore à ce sujet : « Il y a longtemps que Katkof a constaté le rôle protectionniste de la baisse du rouble papier : empêchant presque entièrement toute importation, elle facilite au plus haut degré la vente des produits russes à l'étranger. Seulement on commettrait une grave erreur, si l'on considérait le fait comme heureux pour le pays qui se protège de cette façon : un homme ruiné, ne pouvant plus

(1) *Le Bilan de la gestion financière de I. A. Wyschnegradski, etc.*, p. 16.

acheter et forcé de vendre ses produits à vil prix, se trouve absolument dans la même situation; les vendeurs ne peuvent plus rien tirer de lui, et les acheteurs profitent à ses dépens d'une bonne aubaine..... Une nation incapable d'importer et exportant ses produits à vil prix se trouve justement dans l'état opposé à la prospérité! C'est une vérité élémentaire que ce sont les produits qui achètent des produits. La prospérité d'un pays se juge par le bilan total de son commerce — exportation et importation. Une sage politique commerciale consiste à augmenter ce total, tout en maintenant l'équilibre entre les deux facteurs » (1).

Heureusement les meilleurs représentants de nos intérêts agricoles commencent déjà à comprendre eux-mêmes que la prétendue défense de l'agriculture par la baisse du cours du rouble n'est autre chose qu'une fiction et un trompe l'œil. Cela avait déjà été dit au dernier congrès des agriculteurs à Moscou et dernièrement, dans une série de beaux articles « sur l'état présent de notre agriculture (2) », le prince V. A. Koudachef a démontré une fois de plus combien sont décevants sous ce rapport les agissements de notre ministère des finances. Le prince Koudachef aurait tenu un tout autre langage encore s'il avait connu les deux rapports de I. A. Wyschnegradski de 1890 et 1891 publiés par M. Witte, dans le premier desquels le Ministre sollicitait de l'Empereur l'autorisation de jouer *à la baisse du cours* du rouble crédit, pour venir en aide à l'agriculture menacée de grandes pertes par la *hausse du cours du rouble* résultant d'une récolte exceptionnelle, — tandis que dans le

(1) *M. Witte et les finances russes*, etc., p. 41.
(2) *Nouveau Temps*, juillet 1896.

second, il signalait la nécessité de jouer encore *à la baisse* pour préserver notre agriculture des dommages que pouvait lui causer la forte *baisse* du cours due à une *mauvaise récolte!* Rien ne prouve mieux que la comparaison de ces deux documents combien nos ministres des finances sont sincères quand ils se proclament les défenseurs de notre agriculture !

Il est malheureusement impossible de calculer même approximativement combien de dizaines de millions nos propriétaires ruraux ont perdu dans les cinq dernières années sur la vente de leur blé par suite du jeu à la baisse du cours du rouble crédit, jeu dont les diverses phases leur étaient, naturellement, inconnues. En revanche notre département des finances peut chiffrer les autres pertes causées aux mêmes propriétaires ruraux par la dépression artificielle de notre rouble crédit. En ces dernières années, comme on le sait, les étrangers, surtout les Allemands, profitant du cours bas, ont acheté des millions d'hectares de terre dans les gouvernements de l'Ouest et du Sud. La plupart des bassins houillers et des mines de fer découverts depuis peu chez nous sont passés ainsi entre les mains des étrangers. Les Belges seuls en possèdent pour près de trois cents millions de francs! Il serait facile au ministère des finances de recueillir des renseignements statistiques sur les richesses foncières aliénées par nos propriétaires et nos paysans, ainsi que sur les prix payés pour les propriétés vendues. Grâce aux soins éclairés de nos deux ministres, le cours moyen du rouble, dans la période de ces ventes, flottait entre 62 1/2 et 67 k. or par rouble crédit. En admettant même que le cours du rouble qui, par le jeu n'aturel des événements avait atteint en 1890 82 1/2 k. or, ne se fût pas élevé plus haut, on peut aisément calculer

le total des pertes immenses que notre agriculture a subies parce que les deux ministres ont jugé utile et profitable à leurs intérêts personnels de jouer à la baisse !

En fixant le change au cours bas de 66 2/3 k. or, M. Witte condamne pour un demi-siècle au moins nos propriétaires fonciers à vendre leur bien aux étrangers 1/3 au-dessous de sa véritable valeur. Les pertes forcées de nos cultivateurs sur la vente de leur blé atteindront la même proportion. M. S. Witte lui-même le sait parfaitement. Dans l'accès de franchise qui lui est survenu le 28 décembre 1895, il a reconnu que ces pertes seront inévitables. « Somme toute, dans les périodes de baisse du cours, la Russie donne bénévolement son blé à l'étranger en échange d'une somme d'or amoindrie ; autrement dit, *elle cède sans rétributions une certaine partie des produits du travail et du sol national* » (1).

Ainsi, tout en se rendant pleinement compte de la perte sèche que subit le travail national avec la baisse du cours du rouble, notre ministre non seulement a contiuné le criminel jeu à la baisse de son prédécesseur, mais par les traités de commerce qu'il a conclus *il s'est mis dans la nécessité de maintenir le cours à un niveau bas !*

Le rétablissement de la valeur nominale du rouble crédit procurera au Trésor une économie annuelle de 46 millions de roubles. Si l'on sacrifie chaque année une pareille somme pour abaisser les tarifs de chemins de fer, améliorer nos voies de communication, créer des stations agronomiques et des écoles d'horticulture, — d'une façon générale, pour aider nos pro-

(1) Discours prononcé le 28 décembre dans l'Assemblée générale du Conseil de l'Empire, p. 7.

priétaires fonciers à opérer la transformation nécessaire de l'agriculture, on rendra de la sorte un véritable service à la Russie. Tandis que l'agiotage et le jeu de Bourse de notre ministre des finances, outre qu'ils ruinent le pays, exercent sur la société une influence immorale, dissolvante.

Quoi qu'il en soit, l'existence des traités de commerce avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie contrarie à coup sûr la réalisation de la réforme monétaire, en ce sens que le rétablissement *soudain* du change du rouble crédit en or à son prix nominal serait, en effet, *au début,* la source de grandes difficultés pour notre commerce extérieur. Mais le fait est que *tout rétablissement soudain, artificiel, du change en or,* à quelque cours qu'il ait lieu, sera nuisible. *Le rétablissement du change ne doit pas être un but et un moyen de consolider le système monétaire, comme il l'est dans le projet de M. Witte, mais seulement la conséquence naturelle d'une semblable consolidation.* Il doit se produire — comme le prévoyait notre projet de 1887 — *dans des circonstances telles qu'aucun intérêt, aucune raison ne pousse le public à recourir au change. C'est seulement en pareil cas que la conservation de l'encaisse métallique peut être garantie.* En un mot, le rétablissement du change doit *achever* la réforme du système monétaire, comme cela a lieu sous nos yeux dans l'Autriche-Hongrie, et non le *commencer.*

Évidemment M. Witte a puisé ses notions sur les réformes monétaires et sur la consevation des réserves métalliques dans la lecture superficielle de quelques brochures traduites sous la direction de Gourief. Autrement il ne produirait pas des arguments si naïfs, si frivoles pour démontrer que le rétablisse-

ment du change au cours de 66 2/3 kop. or par rouble crédit est opportun et sans danger.

Ces arguments sont de deux sortes :

1. « En étudiant chaque jour depuis plus de trois ans sur les phénomènes de la vie réelle le sujet en question, le conseiller intime Witte est arrivé à se convaincre que le cours actuellement établi correspond approximativement au *prix véritable des billets de crédit* » (p. 37 de l'« Exposé de l'Affaire »).

2. « En Russie, où la liberté des banques n'existe pas et où une opération d'émission ne peut et ne doit se trouver que dans les mains de la Banque gouvernementale de l'État, la possibilité de maintenir sans interruption le change est naturellement subordonnée à l'absence de déficits budgétaires qui obligeraient de recourir aux ressources d'émission de la Banque. »

« *Ainsi, la réalisation de la réforme doit avoir pour fondement l'équilibre budgétaire*, ce qui a été atteint par notre pays dans les huit dernières années » (p. 71).

La présence de « dépenses considérables dépassant les devis » provoque aussi, entre autres choses, suivant M. Witte « l'émigration des métaux hors du pays et la baisse du cours du rouble » (p. 2).

M. Witte, évidemment, a l'habitude de traiter avec un certain dédain ceux qui le lisent, lors même que, comme dans le cas donné, ces lecteurs sont les membres du Conseil de l'Empire. Assurer que le cours actuel de 66 2/3 kop. or pour le rouble crédit correspond à son « prix véritable », établi « conformément à notre balance de payements » et que « le cours n'a été ni déprimé ni soutenu artificiellement » (p. 41), après que lui-même Witte a donné commu-

nication des rapports sus-mentionnés de Wyschnegradski et que dans son discours du 28 décembre il a fait un tableau si pittoresque de sa lutte pour la fixation du cours (p. 20 du Discours), après que, en novembre 1895, il avait à deux reprises encore et sans aucun besoin abaissé officiellement le cours des roubles, — c'est en vérité le comble de l'impudence et de l'effronterie.

« *De mon côté, je ne suis nullement porté à attribuer à la stabilité que nous avons obtenue une importance à laquelle, en bonne justice, elle ne peut pas prétendre* » (p. 21), assurait le 28 décembre 1895 le même « conseiller intime Witte » qui, dans son Exposé de l'Affaire du 14 mars 1896, a invité le Conseil de l'Empire à approuver son projet de banqueroute et d'émigration artificielle du stock d'or pour cette raison qu'après avoir étudié pendant trois ans la vie réelle, il était « arrivé à la conviction que le *prix véritable* du rouble crédit est..... précisément d'environ 66 2/3 kop. or ».....

Les membres du Conseil de l'Empire Mansourof I, Von Dervis et Chidlovsky firent à cette effrontée altération de la vérité la réponse qui convenait et prouvèrent de la façon la plus irréfutable qu'avec le rétablissement du change même à ce cours artificiellement abaissé par M. Witte, notre or s'en irait fatalement à l'étranger (1).

Le choix du deuxième argument, — « que la disparition des dépenses dépassait les devis » et « l'équilibre budgétaire atteint dans les huit dernières années doivent servir de fondement à la réalisation » de la réforme monétaire de M. Witte, atteste plus claire-

(1) Le secrétaire d'État Mansourof I a consacré à cette démonstration son second mémoire du 18 mars 1896.

ment encore à quel point l'altération cynique de la vérité est inhérente à toutes les assertions de notre ministre des finances. Quant aux dépenses dépassant les devis, Wyschnegradski, en effet, les avait fait disparaître dans le règlement de ses budgets; j'ai été le premier à lui rendre cette justice (1).

Mais M. S. Witte, au contraire, a fait revenir cet abus et cela dans des proportions qui dépassent même l'époque antérieure à 1887 (2).

Ainsi depuis l'avènement de Witte à la direction de nos finances, ces dépassements que Wyschnegradski avait réduits à 3/4 0/0 des évaluations budgétaires, Witte les a portés à 4 3/4 0/0 en 1894, et après cela il a l'audace d'invoquer la diminution réalisée sur ces dépenses comme un argument en faveur du rétablissement du change !

Quant à « l'équilibre budgétaire atteint », il est tout aussi vrai que la diminution des dépenses dépassant les devis. Personne plus que Witte lui-même n'est convaincu que cet équilibre n'existe pas en réalité, qu'il n'est « atteint » que grâce aux emprunts extérieurs, au vide fait dans les caisses d'épargne et à l'amortissement de nos dettes d'État. Nous avons déjà prouvé cela un nombre infini de fois à l'aide de faits puisés dans les comptes rendus du Contrôle de l'Empire lui-même.

Malgré l'énorme accroissement des revenus de l'État dans les dernières années, — accroissement dû surtout à la tension extraordinaire des forces imposables du pays provoquée par les mesures fiscales et à l'augmentation du produit des douanes, suite naturelle d'une importation étrangère considérable, —

(1) *Le bilan de la gestion financière, etc.*, p. 29.

(2) Voir : *Où la dictature de M. Witte conduit la Russie*, Paris, librairie Haar et Steinert p. 27.

l'équilibre n'a pas pu être rétabli dans notre budget. La faute en est au gaspillage insensé du ministre des finances. M. S. Witte grossit les dépenses de l'État dans des proportions monstrueuses et augmente continuellement notre dette en concluant sans cesse de nouveaux emprunts, en supprimant l'amortissement des anciens (1) et en vidant les caisses d'épargne. Si M. Witte voulait établir l'équilibre *réel* des budgets au lieu de masquer les déficits par des procédés de comptabilité, l'état présent de nos revenus le lui permettrait. Mais, de la façon dont les choses se passent, nos budgets sont encore loin de s'équilibrer (2) et par conséquent, suivant les paroles de M. Witte lui-même, *cette base* qu'il estime nécessaire pour la réalisation de la réforme *fait défaut.* Les fondements que le ministre des finances veut placer sous son édifice seront aussi éphémères que l'édifice même dont il a pronostiqué la courte durée dans son discours du 28 décembre.

Après avoir montré toute la fausseté de l'argumentation employée par M. Witte pour établir l'opportunité et la possibilité pratique de sa réforme, nous étonnerons beaucoup sans doute le partisan convaincu de Karl Marx, quand nous lui dirons que le système monétaire fondé exclusivement sur l'équilibre budgétaire est en soi un système faux et fragile.

(1) Depuis l'apparition de notre dernière brochure M. Witte a trouvé moyen de supprimer jusqu'à l'amortissement de nos emprunts intérieurs de chemins de fer qu'il a convertis en rente perpétuelle !

(2) Suivant les données officielles de M. Kachkarof, les déficits de nos budgets pour les dernières années sont encore plus considérables qu'ils n'étaient d'après nos calculs (voir l'Avant-propos à ma dernière brochure.)

Dans tous les pays où existe un système monétaire réellement solide, le règlement des budgets d'État n'a presqu'aucune influence sur la circulation pécuniaire. Celle-ci exerce son action sur la mise en équilibre du budget, si le pays a une dette extérieure considérable, mais la réciproque n'est pas vraie et ne peut pas l'être. Le fait que chez nous, en Russie, il en est autrement, explique *avec bien d'autres* pourquoi un système monétaire régulier ne peut pas se consolider chez nous. Si en effet on tient à la consolidation de ce système, il est nécessaire avant tout de modifier ou plutôt de supprimer complètement l'ordre de choses que M. Witte veut au contraire donner pour base à sa réforme. Sans cela il ne réformera ni ne consolidera rien, — et en rétablissant le change il ne fera qu'aggraver le mal. Ce n'est pas ici le lieu d'entrer dans des explications détaillées de ces vérités élémentaires. Le socialiste Witte ne le comprendrait même pas. Posons seulement une question au ministre des finances :

Si l'équilibre du budget doit servir de fondement à la réforme monétaire, qu'adviendra-t-il d'elle à la première rupture de cet équilibre? En admettant même que notre budget soit maintenant équilibré, — personne ne peut répondre de l'avenir. Il suffira d'une mauvaise récolte pour faire crouler le « fondement » de la réforme de M. Witte. Alors et même sans guerre il sera forcé de recourir à l' « inestimable ressource nationale (1) » et de désorganiser le système pécuniaire à la consolidation duquel il entend immoler non seulement l'honneur et la dignité du gouvernement russe, mais encore le stock d'or dont la

(1) Voir plus haut, p. 52.

formation a coûté tant de cruels sacrifices au Trésor et à nos cultivateurs.

M. S. Witte avoue lui-même dans son Exposé de l'Affaire (p. 71) qu'en cas de déficit il a recours aux ressources d'émissions de la Banque.

Tant que la faculté de commettre de tels abus n'aura pas été retirée une fois pour toutes au ministre des finances, il n'y aura pas à parler de la consolidation de notre système monétaire.

« La loi », dit M. S. Witte (p. 46), « n'a pas pleinement déterminé les rapports entre la Banque d'État et la Trésorerie d'État. Là gît un danger d'émissions immodérées, et non dans le fait que la Banque et la Trésorerie se trouvent sous l'autorité d'un seul et même personnage, le ministre des finances. *Aucun ministre des finances n'aurait osé franchir une barrière précise et solide, si la loi en avait établi une semblable pour les relations réciproques de la Banque et et de la Trésorerie en ce qui concerne l'émission des billets de crédit.* »

En d'autres termes, si M. S. Witte *a souvent osé franchir la barrière* (*!*), c'est parce qu'elle manquait de *précision* et de *solidité!* L'aveu a son prix ! Mais, demandera-t-on, pourquoi donc M. Witte *n'a-t-il pas consolidé ces barrières* il y a deux ans quand il a réorganisé la Banque d'État ? Loin de là, il a même supprimé les frêles défenses qu'on avait élevées en 1817, pour interdire aux ministres des finances *certains abus*. (Voir plus haut la Préface).

Et maintenant que lui-même avoue avoir « franchi les barrières », — quelles mesures propose-t-il pour prévenir des abus qui rendent *eo ipso* impossible toute consolidation du système monétaire?

Dans son projet d'oukase impérial se trouve, à la vérité, cette solennelle déclaration : « Nous avons

reconnu utile de prendre les mesures suivantes : premièrement, ne plus mettre en circulation désormais des billets de crédit de l'État pour les besoins de la Trésorerie de l'État et, conformément à cela, délimiter les relations de la Trésorerie avec la Banque d'État concernant l'émission des billets ». Et, en effet, l'article premier des « Règlements touchant la régularisation de la circulation monétaire » débute comme il suit : « Les billets de crédit de l'État ne sont émis par la Banque d'État que pour les opérations commerciales de la Banque ; à l'avenir il ne sera plus émis de billets pour le compte de la Trésorerie de l'État. » Jusqu'à présent — très bien. Mais voici ce qui gâte tout : « *Les billets qui se trouveront en circulation au jour de la promulgation des présents règlements ainsi que les billets des émissions futures seront compris dans le passif de la Banque.* » Cette addition permet de *franchir les barrières* avec la plus grande facilité. D'autant plus que les règlements 8, 9, 10 et 11 n'instituent qu'un contrôle apparent sur les opérations de la Banque. En réalité subsiste la même absence de contrôle que S. J. Witte avait déjà introduite dans son dernier statut de la Banque : le Contrôle de l'Empire fait les « vérifications d'après les livres et documents originaux et par la constatation de l'encaisse d'or de la Banque. Les règles de la comptabilité et l'ordre dans lequel auront lieu les vérifications seront déterminées dans une instruction particulière rédigée après entente entre le contrôle de l'Empire et le ministre des finances »... Quant au contrôle du portefeuille de la Banque, il n'en est pas question ! A cette parodie de contrôle se joint encore la bouffonne comédie des « révisions annuelles de l'encaisse d'or de la Banque » par des représentants de la noblesse et du commerce que « désigne le mi-

nistre des finances » et aussi par d'autres personnages « sur l'invitation du ministre des finances ».... En énumérant à la page 65 les diverses conditions d'où dépend l'importance du fonds métallique nécessaire pour garantir les billets de crédit émis, M. S. Witte termine par ces mots : « ..... et *enfin*, du degré de confiance envers la Banque comme établissement d'émission ». Il est tout naturel que, assignant à la confiance envers la Banque la dernière place parmi les influences auxquelles est subordonné le chiffre du fonds métallique qui garantit les émissions de billets de crédit, notre ministre s'inquiète peu que les opérations de la Banque d'État soient soumises à un contrôle sérieux. Mais dans cette erreur (?) de M. S. Witte réside encore une des causes principales pour lesquelles sa réforme est fatalement condamnée à un fiasco éclatant. « Pour empêcher l'or de sortir de la Banque grâce au rétablissement du change », écrivais-je il y a quelques mois, « l'important est moins la quantité d'or dont dispose au moment donné cet établissement, que la confiance inspirée par l'administration de la Banque » etc. (1). Notre ministre des finances a entrepris sa réforme en vue de débarrasser la Russie du stock d'or qui, en dehors même de son caractère comme trésor de guerre, constitue l'unique sauvegarde contre la catastrophe à laquelle la politique financière de M. Witte conduit inévitablement le pays. Aussi se soucie-t-il fort peu de placer la Banque d'État dans des conditions de nature à inspirer une sérieuse confiance en ses opérations.

A la vérité, dans ses explications relativement au

(1) *Où la dictature de Witte conduit la Russie*, ch. II.

premier article, cité plus haut, de ses règlements (1), M. Witte, parle non des *roubles crédit*, mais des *billets de banque* qui seront émis dorénavant par la Banque d'État. Mais ce n'est encore qu'un vain jeu de mots, un simple trompe l'œil. Pour donner un tel caractère aux roubles crédit, il faudrait d'abord retirer peu à peu de la circulation tous les roubles émis et les remplacer par des billets de banque qui aient une couverture soit en métal, soit en un portefeuille contenant des lettres de change sûres et à courte échéance ou d'autres valeurs promptement réalisables.

Mais, comme nous l'avons vu dans la seconde partie du premier article des règlements, « les roubles crédit de toutes les émissions précédentes et futures resteront dans la circulation et formeront le passif de la Banque ». Le projet de M. Witte en prévoit même encore une nouvelle émission pour 479 millions de roubles. Toute sa réforme, ainsi que nous l'avons déjà montré, est fondée sur le système monopapiériste. « *La réforme aujourd'hui projetée vise aussi directement la circulation du papier,* dit-il à la page 58, *mais elle la vise d'un autre côté* » *sic*).

Quant à la seconde condition pour le remplacement des roubles crédit par des billets de banque — savoir, que la Banque ait un portefeuille sûr et promptement réalisable, M. Witte lui-même en démontre la nécessité aux pages 63-65. Sachant que notre Banque d'État n'a que des lettres de change à longue échéance (les effets à trois mois ne sont qu'une exception rare en Russie) et d'autres obligations payables à trois ans ou plus, lesquelles, pour

(1) L. c. p. 62 et suiv.

comble, sont garanties par des gages plus que douteux, M. Witte n'en parle pas moins de la possibilité de conserver le stock d'or, « vu que l'actif du portefeuille de la Banque est sûr » et que les billets de banque sont garantis par un « judicieux placement des ressources de la Banque en engagements à court terme (*sic!*), sûrs et, autant que possible, d'une réalisation facile, etc. » (p. 65)!

Dans ma dernière brochure (ch. II et suiv.), j'ai montré en quelle situation désespérée se trouvait la Banque d'État en octobre 1895. « Ainsi, » concluais-je, « 54 millions placés en fonds irréalisables et 345 millions en prêts et avances dont 1/3 au moins d'une valeur douteuse — et cela avec un capital de fondation de 50 millions de roubles ! » Le portefeuille de la Banque s'est-il amélioré depuis lors? Au contraire, il est même devenu dans une certaine mesure plus mauvais. Ainsi, par exemple, dans le bilan du 28 mai au 13 juin 1896 (1), nous trouvons que les prêts industriels, sur marchandises, aux propriétaires et autres semblables se sont élevés à près de 80 millions de roubles au lieu de 70 en octobre. Les avances et comptes courants sur titres (lesquels?) ont monté de 56 millions à 72 millions. Le total des lettres de change protestées a triplé depuis octobre, etc. Les bilans de la Banque sont devenus seulement moins sincères depuis le mois de février de cette année.

Que signifie donc tout le verbiage du ministre des finances, tendant à convaincre le Conseil de l'Empire que, comme on demande plus rarement l'échange des *billets de banque* émis par les établissements en possession d'un *portefeuille solide et facilement réa-*

(1) *Bulletin russe de statistique*. Mai-juin, p. 346, etc.

lisable, les *roubles crédit* de notre Banque d'État dont le portefeuille est véreux et d'une réalisation difficile ne seront pas non plus présentés au change? En outre, lui-même reconnaît (p. 62) que « l'échange libre et illimité des billets contre du métal *dont la demande ne souffre jamais d'interruption de la part des autres pays*, apparaît comme un régulateur automatique de la circulation monétaire »..... Le même Witte, à la page 72, cite l'exemple de la Banque de France et de celle d'Allemagne dont « la première n'accepte que des lettres de change d'une durée moyenne n'excédant pas 24 jours, et la seconde des effets à 30-60 jours; quant aux lettres de change payables à plus de trois mois, ces Banques n'ont nullement le droit de les escompter », tandis qu'à la Banque d'État, les billets à trois mois forment 13 0/0 du total des effets et la Banque escompte « des lettres de change payables à 6 et même à 12 mois ». Malgré cela, « on doit penser (?) que pas moins de 47 0/0 de tous les billets en circulation.... ne sera pas présenté au change! » conclut M. Witte.

Ou M. Witte ignore le premier mot des matières qu'il traite, ou il se moque du Conseil de l'Empire en invoquant de tels motifs pour prouver que le rétablissement du change n'offre aucun danger.

La première hypothèse est incontestable, mais la seconde est très probable aussi. Autrement, comment expliquer que dans son « Exposé » il s'efforce de démontrer que le compte international *pour les dernières années* s'est clôturé en notre faveur, que par suite de cela il s'est formé chez nous un stock d'or et qu'en conséquence il n'y a pas lieu de craindre que ce métal émigre à l'étranger, — et en même temps il prie le secrétaire de l'Empire de communiquer au Conseil les deux rapports de Wyschnegradski dévoi-

lant de quelle façon choquante notre fonds d'or a été amassé ! A la vérité, dans ces rapports il a remplacé par des points les chiffres indiquant le total de l'or accumulé, ce qui lui permet de donner à la page 40 des évolutions fausses et contradictoires de cette somme. Suivant ses assertions, l'encaisse d'or de 387 millions se décompose comme suit : « 264 1/2 millions de roubles or proviennent d'emprunts conclus à l'étranger ainsi que de rentes vendues sur les marchés extérieurs ; les 122 1/2 millions de roubles or restants proviennent du bilan de notre commerce et de la récolte d'or faite à l'intérieur, laquelle pour ce temps s'est élevée à 240 millions or. » Et l'or acheté par Wyschnegradski ? C'est cette même somme de 122 1/2 millions ! « Les opérations pour le compte de la Trésorerie d'État et de la Banque d'État se sont closes, comme il a été indiqué plus haut *(sic)*, par l'acquisition de 122 1/2 millions de roubles or » ! Tout cela évidemment ne correspond pas à la vérité. Les emprunts 3 0/0 1891 et 3 1/2 0/0 1894, ont à peine donné au Trésor 100 millions de roubles or, attendu que du premier emprunt il n'a été souscrit que pour 300 millions de francs *nominels* et le ministre des finances a donné les 200 millions restants à la maison Mendelsohn de Berlin en échange de roubles crédit. Des 368 millions de francs qu'avait rapportés l'emprunt 3 1/2 0/0 1894, 278 millions ont servi à racheter les obligations de chemins de fer 5 0/0 ; il est donc resté en tout 90 millions de francs, c'est-à-dire 22 1/2 millions de roubles or ! M. S. Witte parle vaguement de la « vente de rentes sur les marchés extérieurs ». Pour donner, conjointement avec les 55 + 22 1/2 millions indiqués, 264 1/2 millions de roubles or, cette vente aurait dû produire 187 millions. Quelles sont les rentes que M. S. Witte a vendues sur les

marchés extérieurs pour un chiffre si important? Quoi qu'il en soit, même en supposant exactes toutes ces données, il ne s'ensuivrait nullement que « le cours adopté (66 2/3 kop. or pour un rouble crédit) corresponde au bilan de nos comptes avec l'étranger » p. 40), pour cette simple raison que les dites données n'ont aucun rapport ni avec ce bilan ni avec le cours adopté ! (Voir pour l'origine de l'or la Préface).

Dans son mémoire le membre du Conseil de l'Empire N.-V. Chidlovsky a déjà prouvé de la façon la plus évidente combien sont superficielles et peu conformes au véritable état des choses les données produites par M. Witte dans son projet.

« Pour montrer » écrit-il, « toute l'inconsistance du procédé adopté par le ministère et de la déduction qu'il en tire, il fait noter que dans le calcul même de l'or attribué au pays pour les huit dernières années a été omis un article très important, à savoir *nos recettes sous forme de traites étrangères pour les excédents de l'exportation sur l'importation.*

« Ces recettes ont donné approximativement 1 milliard 275 millions de roubles met., ce qui avec l'or des emprunts et celui recueilli chez nous (505 mill. de roubles) a formé 1,780,000,000 de r. Puis, on a totalement négligé et les modifications survenues dans notre bilan du commerce pour les quatre dernières années, et les causes qui les ont provoquées et l'influence exercée par elles sur la balance générale de nos comptes avec l'étranger. »

Ensuite M. V.-N. Chidlovsky, se fondant sur les données publiées dans le *Journal du Comité des Finances,* établit que, pour les trois dernières années, cette dernière balance nous est défavorable, en moyenne, de 47 millions de roubles par an !

La néfaste influence des traités de commerce sur

cette balance ne fait pas doute aux yeux de V.-N. Chidlovsky. « De ce qui précède, il résulte », continue son mémoire, « que la branche principale de notre industrie et de notre exportation se trouve dans une période de difficultés qui ne feront que s'accroître. Aussi n'est-on guère en droit de compter pour un avenir très proche sur une amélioration de notre balance étrangère. Il est plus sûr d'en prévoir l'aggravation... Dans l'état actuel de notre agriculture et de la balance de nos comptes, le rétablissement du change, au lieu d'être utile, causera un tort immense et difficilement réparable... »

Depuis que V.-N. Chidlovsky a présenté ses considérations, on a publié les chiffres officiels concernant le mouvement de l'importation et de l'exportation des métaux précieux en Russie pour 1895. L'importation de l'or, tant en lingots qu'en monnaie, a atteint en tout, 1649,2 pouds, au lieu de 7769,9 pouds en 1894. Ainsi, en une seule année, l'importation de l'or a baissé de plus des 3/4, et cela malgré l'emprunt métallique 31/2 0/0, réalisé en 1895. Par bonheur, l'exportation de l'or a fléchi elle-même considérablement, sans toutefois baisser autant que l'importation. Il est intéressant de comparer les *excédents* de l'importation de l'or sur l'exportation pour les cinq dernières années : en 1871, 5105,6 pouds; en 1892, 7414,5 pouds; en 1893, 927,3 pouds; en 1894, 5097,9 pouds; *en 1895, seulement 1634,8 pouds en tout!*

Dans de semblables conjonctures, le rétablissement du change, tel que M. Witte se hâte de l'opérer, ne peut avoir pour but qu'un seul but : *désarmer la Russie, la priver de son trésor de guerre et la mettre dans l'impossibilité de remplir ses engagements envers ses créanciers étrangers, quand éclatera*

la catastrophe que le nihiliste Witte appelle de tous ses vœux.

Nous l'avions prédit, il y a un an et demi, dès qu'ont couru les premiers bruits relatifs à la réforme monétaire imaginée par M. Witte : « Ce stock de métal précieux constituant à la fois la sécurité de la Russie et la principale garantie de l'épargne française, M. Witte a conçu le projet de le dissiper à bref délai, sous prétexte de rétablir la valuta (1) », écrivions-nous, sans connaître encore aucun des détails de son projet.

Ayant en mains des preuves incontestables de l'activité déloyale du nihiliste qui dirige nos finances, il n'était pas difficile de deviner dans quel esprit serait entreprise sa réforme monétaire.

Lé ministre des finances, dans ses propositions, garde un silence complet sur ce fait qu'en Russie il n'y a pas d'or dans la circulation. Sans cesse il invoque l'expérience du change dans les autres pays, oubliant absolument qu'aucune comparaison n'est possible avec ce qui se passera en Russie. Quand un pays est saturé de monnaie d'or jusqu'à une certaine tension, l'équilibre entre le comptant en banque et le comptant dans le pays s'établit très facilement : l'or se dirige toujours vers l'endroit où la tension est la moindre, et les déplacements de ce métal s'opèrent tantôt dans un sens, tantôt dans l'autre. Chez nous, la tension de la circulation métallique est égale à zéro. Dans de telles conditions, le rétablissement du change produira fatalement le phénomène qui a lieu lorsqu'on ouvre brusquement le robinet d'un réservoir contenant de l'eau sous une forte pression, — si ce robinet communique avec un

(1) *Les Finances russes et l'Épargne française, etc.*, p. 64.

espace vide : l'écoulement de l'or s'effectuera dans le plus bref délai, sans même qu'y contribuent les pompes aspirantes de l'étranger.

En outre, M. Witte s'est donné la peine de prendre des mesures pour que l'or quitte la Banque d'État plus rapidement encore, si c'est possible. Je me bornerai à citer quelques-uns « des règlements pour la régularisation de la circulation monétaire » qui tendent évidemment à ce but : « La monnaie d'argent intégrale (?) de la valeur actuellement existante, a *cours forcé pour les payements ne dépassant pas 50 roubles;* mais dans les trésoreries, *pour le payement des taxes et impôts, elle est reçue en quantité illimitée* » (article 16).

A l'aide de ce règlement qui dans les payements privés ne donne cours forcé à la monnaie d'argent que *jusqu'à concurrence de 50 roubles,* mais qui oblige le Trésor à la recevoir *en quantité illimitée,* n'importe quel remisier de la Bourse de Pétersbourg saura, dans le temps le plus court, faire sortir de la Banque d'État autant d'or qu'il lui plaira. En ouvrant toutes grandes les écluses qui s'opposaient au départ de l'or, ce règlement *lui fera prendre directement le chemin de l'étranger.* Qui ne sera tenté d'échanger un rouble d'argent « de la valeur actuellement existante », c'est-à-dire ne valant pas même 50 kop. contre un rouble d'or, ce dernier fût-il fait d'un alliage et ne valût-il pas plus de 66 2/3 kop.?

Le membre du Conseil de l'Empire, Von Dervis, incline à expliquer cette étrange dispositon par le fait que le ministre des finances, « en reconstruisant le système monétaire sur les fondements d'un *prétendu monométallisme...* établit, semble-t-il, le bimétallisme » (pp. 20 et 21).

En un mot, suivant Von Dervis, M. Witte ne sait

pas lui-même quel système monétaire il se dispose à introduire. Ce que nous avons dit, au commencement de ce chapitre, des énormes commandes de monnaie d'argent faites en France autoriserait, en effet, à penser que notre ministre des finances n'a pas suffisamment digéré les livres traduits par Gourief, et que dans son ignorance il confond le monométallisme avec le bimétallisme. Mais, dans la réforme monétaire comme dans toutes ses opérations de crédit, M. Witte agit sous la direction de gens qui savent, très bien où ils veulent en venir. Personnellement, comme nous l'avons prouvé déjà dans notre livre sur son système financier, il est partisan du système des assignats et, en fait, ainsi que le montrent les passages cités plus haut de son « Exposé de l'Affaire », ce système sert de fondement à sa réforme monétaire : en prenant pour base comme unité monétaire le rouble crédit (et encore à son bas cours de Bourse), et en lui donnant pour équivalent un alliage d'or, M. Witte, au fond, introduit le *système monopapiériste. Il accentue encore la signification des roubles crédit* comme *assignats* et non comme billets de banque par une note à l'article 2 des règlements et par l'article 3. Dans la note, il est dit que désormais ni l'argent, ni les billets de crédit ne seront reçus en payement des droits de douane, et l'article 3 est ainsi conçu : « La circulation des billets de crédit de l'État est garantie par tout l'avoir de l'État. » Garantie tout à fait superflue, si les *billets de crédit* ont en effet le caractère de *billets de banque,* comme M. Witte s'efforce de le montrer dans son « Exposé de l'Affaire » (voir plus haut, p. 84). L'or et l'actif sûr du portefeuille sont même une garantie plus réelle et plus solide que celle — purement nominale — de l'avoir de l'État, comme le

prouve M. Witte lui-même, par son projet actuel de dépréciation monétaire.

Le projet d'oukase impérial ne parle pas non plus de l'introduction du monométallisme d'or; au contraire : les mesures prises doivent « rétablir l'unité du système de crédit et monétaire, *en conservant dans toute son intégrité aux billets de crédit leur importance actuelle comme instruments de circulation,* ainsi que leur valeur conformément à la corrélation qui s'est établie (?) dans les derniers temps entre le rouble crédit et l'or ».

Si donc M. Witte propose des règlements dans le genre de l'article 16 cité plus haut, ce n'est pas en vue de consolider le bimétallisme, mais simplement pour aider l'or à sortir de la Banque. Sollicitude parfaitement superflue, du reste. Même sans encouragements spéciaux, avec le rétablissement du change tel que le propose M. Witte, l'or s'en ira à l'étranger. Pour cela il ne sera besoin ni d'événements extraordinaires, ni de guerres. Tous les fonds russes en valuta de crédit, aussi bien les fonds d'État que les valeurs de sociétés privés reviendront très vite en Russie : n'espérant plus les voir se relever par suite du relèvement du cours du rouble, les porteurs étrangers de ces titres se déferont en toute hâte de papiers sur lesquels ils ont subi des pertes considérables et qui *dorénavant ne peuvent plus que baisser de prix.*

Jusqu'à présent, le fait que la Russie avait toujours religieusement rempli ses engagements, même dans les moments de crise, soutenait seul notre crédit.

Une fois le gouvernement engagé sur le terrain glissant de la banqueroute, la confiance en lui sera perdue sans retour.

Aussi les détenteurs étrangers des emprunts métalliques, surtout les mieux informés, se mettront-

ils eux-mêmes à vendre peu à peu leurs fonds russes. De plus, quand on saura qu'il existe désormais en Russie deux sortes de roubles, les uns de 1 rouble or et les autres de 66 2/3 kop. or, cette nouvelle jettera à coup sûr la perplexité dans les esprits et leur fera très légitimement craindre qu'au premier embarras le Trésor russe ne propose à ses créanciers de payer les coupons en roubles d'or de la valeur moindre. Cette inquiétude sera la conséquence fatale de la *réforme* actuelle de M. Witte. Les explications fournies par le ministre des finances dans les articles 18 et 19 de ses règlements, à savoir que « les conditions des emprunts métalliques restent intactes », ne feront que fortifier la défiance, car ce qui va de soi n'a pas besoin d'explications spéciales. *Qui s'excuse s'accuse!* D'ailleurs, le texte même de l'article 18 autorise toutes les conjectures : « La corrélation établie dans le règlement précédent (art. 17) entre les roubles et kopecks de la demi-impériale et ceux de la monnaie d'or de nouvelle frappe s'applique à tous les emprunts gouvernementaux et privés émis en roubles métalliques antérieurement à la promulgation de la présente loi ».

Du moment que M. Witte admet que l'honnête exécution des engagements de l'État peut dépendre d'un règlement particulier « sur la régularisation de la circulation monétaire », il établit par là un dangereux précédent : un nouveau règlement peut octroyer la « corrélation » instituée dans l'article 17 (1 r. 50 k. or de la nouvelle frappe pour 1 rouble de la demi-impériale). Dans son « Exposé de l'Affaire » M. Witte lui-même a prévu la révision de ces règlements après trois années révolues : il a donc laissé exprès la porte à demi ouverte pour la future inexécution

de nos engagements relatifs aux emprunts métalliques.....

Le rétablissement du change, selon le projet de M. Witte, comporte le droit pour les emprunteurs de la Banque d'État de recevoir en or les sommes prêtées. Les réserves d'or peuvent aussi sortir de la Banque sans même être échangées contre des roubles crédit. Vu la longue durée de ces prêts, les emprunteurs qui seront en droit de payer leurs dettes en roubles crédit, feront une opération fort avantageuse : il est incontestable que, quand une grande quantité d'or aura quitté la Banque, le gouvernement se verra forcé (comme cela est arrivé en 1863) de suspendre brusquement le change, ce qui fera baisser énormément les roubles crédit. De la sorte les emprunteurs, dans le remboursement de leurs dettes à la Banque, bénéficieront d'une différence énorme sur le cours. Comme en pareil cas la Banque pourrait exiger qu'on la rembourse aussi en or, les emprunteurs, pour parer à ce danger, n'auront qu'à recevoir leurs prêts en roubles crédit et à échanger incontinent ceux-ci contre de l'or à un autre guichet de la Banque.

J'indique ici les avantages d'une pareille opération, — car je ne doute pas que « les amis bien informés de M. Witte » s'empresseront de faire une de ces « spéculations positives et utiles » auxquelles le ministre des finances a chanté un hymne si élogieux dans son rapport sur le budget de 1896.

Par là, comme dans toutes les opérations de M. Witte, ils gagneront personnellement des millions et ruineront la Russie, c'est-à-dire qu'ils accompliront exactement le principal programme de la politique financière de leur patron.

CHAPITRE III

SOMMAIRE : Mes prédictions et leur réalisation. — Nouvel accès d'éloquence chez M. Witte. — Un ministre des finances qui pousse les ouvriers à se mettre en grève. — M. Witte réalise dans la Russie autocratique le programme collectiviste adopté au dernier Congrès de Londres.

Le 1er mars 1893, j'écrivais dans la *Nouvelle Revue :* « *L'Allemagne, qui a expulsé les fonds russes, se dispose à conclure avec la Russie un traité de commerce extraordinairement avantageux pour ses intérêts; M. Witte feint d'être opposé à ce traité quoique, depuis le 9 novembre 1892, il ait pris l'engagement irrévocable de le signer.* »

Juste un an plus tard, M. Witte signait ce traité, après diverses manœuvres ruineuses pour la Russie, que j'ai racontées en détail (1).

Quelques mois après la conclusion de ce traité, nous avons prouvé qu'il était exclusivement avantageux pour l'industrie allemande et ruineux pour la Russie, que notre agriculture n'y gagnerait rien et que la récolte sans précédents de 1894 serait plutôt ruineuse pour nos propriétaires fonciers (2).

Depuis lors il s'est écoulé deux ans : nos prédictions

(1) *M. Witte et les finances russes*, ch. II. *Histoire de l'entente franco-russe*, chap. XVII.

(2) *M. Witte et les finances russes*, p. 43 et suiv.

se sont réalisées au delà même de ce que nous craignions (1). Voici ce qu'écrit à se sujet un membre du Conseil de l'Empire, N. V. Chidlovsky : « Il résulte en effet des données douanières que depuis 1894 l'importation des marchandises étrangères chez nous a commencé à s'accroître (de 399,000,000 en 1892, elle est arrivée à 553,000,000 en 1895). Quoique en même temps ait aussi augmenté l'exportaton du blé qui a atteint un chiffre jusqu'alors sans exemple, les sommes qu'elles a produites n'en n'ont pas moins diminué ». « L'Allemagne nous arrache deux peaux par sa politique douanière », a reconnu M. Witte lui-même dans son discours du 15 août à Nijni-Novgorod.

Dans le cinquième chapitre de mon livre (2), j'ai signalé tous les abus qui ont accompagné le rachat des chemins de fer : « *Ainsi verrons-nous que de toutes les affaires entreprises par M. Witte les plus onéreuses pour l'État, les plus entachées de gaspillage et de favoritisme sont justement ces rachats de lignes privées* (*l. c.*, p. 102). « Il n'est pas douteux », écrivais-je dans ma brochure, « que sous peu d'années les nouvelles lignes ne se trouvent dans des conditions d'entretien et de fonctionnement détestables et que les pertes de l'État sur leur exploitation ne se chiffrent par des dizaines de millions de roubles » (3).

Il ne s'est point passé deux ans depuis lors, et que voyons-nous? D'après les calculs officiels du Contrôle de l'Empire aussi bien que de M. Kachkarof, les pertes du Trésor « par suite des opérations de rachat

(1) Voir : *Où la dictature de Witte conduit la Russie*, ch. I, et aussi : *Les finances russes et l'épargne française*, p. 15 et suiv.

(2) *M. Witte et les finances russes*, ch. v.

(3) *Les finances russes et l'épargne française*, p. 45.

de M. Witte dépassent dès maintenant la somme de 54 millions de roubles » (1). En ce qui concerne le désordre sur les lignes de l'État et le complet désarroi de leur administration, notre presse cite chaque jour des centaines d'exemples prouvant combien il était insensé de s'imaginer qu'on peut en un laps de deux ans créer une administration pour 15,000 werstes de voies ferrées!

Dans toutes nos études sur les mesures financières de M. Witte et particulièrement dans les chapitres consacrés à sa réforme de la Banque d'État (2), j'ai insisté sur la poursuite systématique d'un seul but, savoir, la réalisation en Russie des plus pernicieuses doctrines du socialisme révolutionnaire. J'ai signalé aussi à plusieurs reprises les dangers de l'inspection des fabriques, telle que l'a organisée M. Witte,

Le 12 septembre 1893, dans une lettre jointe au mémoire « Les Exploits de M. Witte » remis à feu l'empereur Alexandre III, j'écrivais : *Nos révolutionnaires concentrent leur acticité souterraine sur l'agitation socialiste parmi les ouvriers, comme l'ont montré les récents désordres dans les usines de Khloudof et de Hughes. En même temps M. Witte, s'étant entouré de nihilistes latents et de socialistes déclarés... tâche de réorganiser la Russie autocratique conformément aux doctrines de Karl Marx et autres socialistes. Je signalais ensuite le danger d'une pareille activité du ministre des finances, laquelle devait nécessairement créer un terrain fécond pour l'agitation socialiste.*

Il ne s'est pas écoulé trois ans depuis que cette

(1) Pour l'année 1897 M. Witte a dû accorder 30 millions de roubles pour la réfection du matériel.

(2) *M. Witte et les finances russes.* ch, VI et VII. Voir aussi le chap. III de ma dernière brochure.

lettre a été écrite et les grèves ouvrières jusqu'alors inconnues en Russie ont pris à Pétersbourg, à Moscou et dans les autres centres industriels de l'Empire des proportions énormes dont on connaît les *graves conséquences*. Mes prédictions se sont réalisées encore une fois et avec une rapidité extraordinaire!

Je ne sais pas s'il est vrai, comme on me l'écrit, que plusieurs des inspecteurs de fabrique nommés par M. Witte se sont compromis dans ces grèves. Cela n'est pas invraisemblable, vu l'organisation incontestablement *systématique* de ces troubles, qui ont éclaté à la fois sur différents points. Mais, en laissant même de côté la participation directe des inspecteurs, est-ce que la politique ouvertement socialiste du ministre des finances pouvait ne pas produire ses fruits inévitables, les grèves ouvrières, — comme préface aux émeutes futures?

Du reste, M. Witte a lui-même pris la peine de souligner le caractère de son activité et il a publiquement donné aux grévistes une preuve si incontestable de sa sympathie et de son approbation que, sans doute, ils ne tarderont pas à recommencer leurs tentatives avec de nouvelles forces et encore plus de succès (1). Le samedi 6 juillet, le ministre des finances, M. Witte, a réuni chez lui la plupart des fabricants pétersbourgeois, surtout ceux qui avaient souffert de la dernière grève. Quand tous les fabricants se furent rassemblés, le ministre sortit de son cabinet, les salua froidement et leur tint le discours suivant : « Vous pouvez à peine vous représenter un gouvernement plus bienveillant pour l'industrie que

(1) Cette prédiction faite au mois d'Août s'est réalisée quatre mois après.

(*Note du traducteur*).

le gouvernement actuel ; notre industrie est protégée par tous les moyens (*sic*), en sorte qu'elle n'a rien à craindre de la concurrence étrangère. *Mais vous vous trompez, Messieurs, si vous vous imaginez que cela se fait pour vous, afin de vous faciliter de plus gros bénéfices. Le gouvernement a surtout en vue les ouvriers; il semble, Messieurs, que vous n'ayez pas compris cela, autrement la dernière grève n'aurait pas eu lieu.* Ce qui le prouve, c'est que la grève a épargné les usines dont les propriétaires ont su établir entre les ouvriers et les patrons des relations plus convenables et plus humaines. » Un des industriels voulut faire entendre quelques paroles de justification, mais le ministre l'interrompit par les mots suivants : « *Ce que vous vous proposez à me dire n'est pas nouveau pour moi ; je ne vous ai pas convoqués, Messieurs, pour entendre votre opinion et pour apprendre quelque chose de vous, mais seulement pour vous donner mon avis.* » Là-dessus, le ministre salua froidement, et l'audience prit fin (1).

Les *Petites feuilles volantes* (2) (n°35) font suivre ce discours du commentaire que voici : « Les grandes grèves bien menées *apprennent aux ministres à découvrir dans leur activité passée toutes les tendances...* auxquelles ils sont maintenant forcés de s'adresser ».

Dans la République française, M. Rességuier, directeur des verreries de Carmaux, a obtenu une condamnation très sévère contre le député Jaurès et les rédacteurs de plusieurs journaux qui avaient excité ses ouvriers à continuer la grève. Et dans la Russie autocratique, un ministre peut impunément pousser, par ses discours, les ouvriers à une grève nouvelle !

(1) *Frankfurter Zeitung*, n° 205, du 25 juillet 1896.
(2) Organe des nihilistes russes à Londres.

Du reste, le disciple de Karl Marx se manifeste dans tous les actes de notre ministre. Combien nous avions raison d'affirmer qu'il tend à réorganiser la Russie autocratique conformément aux doctrines des collectivistes modernes, — on le voit encore par les nombreux exemples cités dans le ch. III de ma brochure : » *Où la dictature de Witte conduit la Russie, etc.* » Nous ne voulons rappeler ici que le crédit ouvert à tout le monde sur *les produits à venir*, par la Banque d'État réorganisée, la nationalisation des chemins de fer, la mainmise sur les mines, la réglementation de la production sucrière, le monopole d'alcool avec expropriation sous indemnité des distillateurs et des marchands de vins et, enfin, la tentative d'exproprier à l'aide de la Banque des paysans, et toujours aux frais de l'État, les propriétaires fonciers nobles au profit des paysans. Tout le programme des collectivistes du dernier Congrès de Londres, — voilà quatre ans que Witte le réalise dans la Russie autocratique.

Et en même temps le gouvernement sévit contre les journaux à tendances socialistes, et envoie aux galères des gamins qui ont été pris lisant les brochures de Lassale et les livres de Marx!...

Encore deux ou trois ans du régime Witte, et en Russie règnera une anarchie universelle, une anarchie en comparaison de laquelle l'affligeant désarroi qui a marqué la fin de la période 1870-1880 apparaîtra comme un modèle de stabilité gouvernementale et d'ordre politique.

Telle est ma dernière prédiction. Elle se réalisera comme se sont réalisées toutes les précédentes.

TABLE

Préface v

Avant-propos 1

CHAPITRE PREMIER

Sommaire : Histoire de la réforme monétaire proposée par le ministre des finances. — Propositions de Reutern, de Bunge et de Wyschnegradski tendant à autoriser les transactions en espèces sonnantes : opposition du Conseil de l'Empire ; avertissement de Nebolsine. Lettre de S. J. Witte à Von Plehwe ; ses révélations sur les criminelles manœuvres de Bourse de Wyschnegradski ; deux rapports secrets. — Des ministres qui jouent à la baisse de cours du rouble. — La vérité sur mon projet de 1887 pour rétablir la valuta ; pourquoi Wyschnegradski en mars 1888 se prononça soudain en faveur de la dépréciation proposée par Sack et Blioch ; efforts pour ruiner le crédit de la Russie et préparation systématique d'une banqueroute. — Witte veut jeter une ombre sur le mémoire de l'Empereur défunt. — Pourquoi Witte continue les honteux agissements de son prédécesseur. — Opinion de Cancrine sur le projet de dépréciation monétaire de M. Witte ; banqueroute et banqueroutiers. — Comment Witte a mis le Conseil de l'Empire au pied du mur. — Journal du Conseil de l'Empire du 6 avril ; quel cas Witte fait de sa signature. — Commission nommée pour élucider la question de la dévalvation au point de vue juridique ; partage des avis ; l'opinion de I. I. Kaufmann en 1879 et en 1895. — Conclusion du secrétaire d'État Mansourof I. 17

CHAPITRE DEUXIÈME

SOMMAIRE : Le fond de la réforme monétaire proposée par M. Witte ; réticences voulues. — M. Witte dans son discours du 28 décembre dit la vérité et avoue que son but, en déclarant l'insolvabilité du Trésor, c'est de donner à la Russie la possibilité de faire une complète banqueroute en cas de guerre. — Autres aveux de ce discours ; le ministre des finances lui-même réfute son rapport à l'Empereur de ce même jour et confirme le bien fondé de mes accusations. — Pitoyables arguments contre le bimétallisme. — Le système proposé par M. Witte n'est pas le monométallisme, mais le monopapiérisme. — Le but de la nouvelle réforme, tel qu'il découle de l'exposé des motifs du ministre lui-même, c'est l'écoulement du stock d'or. — Les traités de commerce de M. Witte mettent obstacle à une sérieuse réforme monétaire. — Combien de millions ont coûté à nos propriétaires fonciers les spéculations de Wyschnegradski et de Witte à la baisse du rouble crédit. — Pitoyables arguments en faveur de la dépréciation monétaire. — Witte avoue qu'il a abusé des opérations d'émission de la Banque, grâce au vague de ses statuts. — Le projet d'oukase impérial confirme que le nouveau système monétaire du ministre est en réalité le système des assignats et non le monométallisme. — Règlements proposés par le ministre pour permettre à l'or de sortir plus promptement de la Banque. — Fiasco inévitable de la réforme 47

CHAPITRE TROISIÈME

SOMMAIRE : Mes prédictions et leur réalisation, — Nouvel accès d'éloquence chez M. Witte. — Un ministre des finances qui pousse les ouvriers à se mettre en grève. — M. Witte réalise dans la Russie autocratique le programme collectiviste adopté au dernier Congrès de Londres.. 99
